

## LA CONVENTION

POUR UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT  
**économique, social et écologique**



### SOMMAIRE

**p.3**

► **Discours de Martine Aubry**

**p.7**

► **Conseil national du 27 avril :  
les interventions**

**p.15**

► **Le cahier central de la Convention**  
Le mode d'emploi **p.16**

Introduction de Pierre Moscovici **p.17**  
Texte soumis au vote des militant-e-s **p.18**  
Bulletin de vote **p.34**

**p.35**

► **Suite des interventions du CN**

**p.45**

► **Contributions sur la Coopool**



# Discours de Martine Aubry

## Première secrétaire du PS



Chers camarades,

Nous poursuivons notre feuille de route. Nous avons dit : **pour nous, 2010 sera « l'an I » de la reconquête.** Comment ? Par l'élaboration d'un projet politique fidèle à nos valeurs, mais adapté aux années 2010, aux défis collectifs, aux attentes individuelles, aux réalités d'un monde incertain et instable. **Nous y sommes :** après les élections régionales, le temps est venu de présenter aux Français un nouveau modèle de société. Cela commence aujourd'hui avec le

**nouveau modèle de développement économique, social et écologique.**

Nous devons être à la hauteur. Nous le devons d'autant plus que le Président et le gouvernement refusent d'entendre les Français. Une seule volonté pour eux : récupérer l'électorat le plus à droite par le retour de leurs boucs émissaires favoris.

**Les Français nous regardent.** Il est temps de montrer qu'il existe **une autre société possible,** donnant sa chance à chacun et permettant à tous de bien vivre ensemble. **Notre horizon n'est pas seulement celui d'une élection ; notre objectif est bien sûr de gouverner notre pays, mais surtout de le transformer.**

Quand des millions de nos compatriotes **ont décroché ou décrochent de l'emploi,** de l'école, du logement, de la santé, du temps pour soi, pour les siens, pour les autres, au point de décrocher du vote démocratique lui-même, **notre volonté n'est pas d'être élus par le rejet qu'inspire la droite, mais d'être choisis pour les valeurs et le projet qu'incarne la gauche.**

**Nous voulons le réarmement des idées du Parti socialiste.** Il n'y a pas si longtemps, **de belles intelligences se sont abîmées** en prophétisant le coma pour la gauche en général et les socialistes en particulier. Les régionales sont passées, la gauche solidaire s'est déployée, et voilà chaque formation, et d'abord la nôtre, qui réfléchit et qui travaille.

**Nos propositions seront celles d'une gauche solidaire et forte de ses valeurs.**

Il faut prendre la mesure de la situation quand on se souvient des **trois décennies** de néo-libéralisme portées par le tandem Reagan-Thatcher, l'un disant que *« l'État n'est pas la solution, mais le problème »*, l'autre affirmant qu'il *« n'y a pas de société, seulement des individus »*. Les lignes ont bougé, le vent a tourné. Mais, en France et d'une façon générale en Europe, **ce souffle nouveau ne s'est pas encore mué en atout politique pour les formations**

**de gauche.** C'est à **accomplir ce basculement** que nous devons travailler entre nous, et avec d'autres, en France, mais aussi au sein du PSE et de l'Internationale Socialiste. **C'est le sens de l'agenda** que nous nous fixons pour les prochains mois.

**La France, c'est une société créative, et qui peut l'être bien davantage, à condition que chacun soit écouté, reconnu, soutenu, dans l'école, dans l'entreprise ou dans la cité.** Faute de cela, alors qu'aujourd'hui le lien social s'affaiblit, que l'individu est laissé seul face à ses responsabilités et ses épreuves, chacun doute de lui-même, et vit beaucoup de situations difficiles comme des échecs individuels.

Oui, il est temps de dire **ce que nous voulons pour notre pays.** Nous voulons une société du bien-être. Nous voulons une société du respect. Nous voulons une République citoyenne.

**1- Oui, nous voulons une société du bien-être**

**Elle doit inspirer notre modèle de développement.**

La société du tout-avoir va dans le mur. Elle favorise une frénésie de consommation qui appauvrit le plus grand nombre, enrichit une minorité, aliène tout le monde. Cette société étend, sans limite, le domaine de la marchandisation : le corps, le vivant, la culture, la nature, tout devient marque et profit.

Penser un nouveau modèle de développement suppose de reposer les questions essentielles : Que produire ? Comment produire ? Comment distribuer ? Notre débat d'aujourd'hui s'organise autour de ces thèmes. Pour y parvenir, nous devons opérer plusieurs grandes mutations.

**Et d'abord, la priorité au long terme plutôt que la tyrannie du court terme.** C'est remettre la finance au service de l'économie. Au-delà d'une régulation du système bancaire et financier -avec en particulier la séparation des banques de dépôts et d'investissement ou la limitation forte des activités spéculatives risquées-, il nous faut inciter les entreprises à investir plutôt qu'à distribuer des dividendes par une modulation de l'impôt sur les sociétés en fonction du réinvestissement des profits.

- La priorité au long terme, c'est aussi retrouver des instruments de pilotage de notre économie et lui redonner un avenir. Là est la clef du retour au plein emploi. **L'échec de l'organisation d'un système productif soumis aux seuls marchés réhabilite le rôle de la puissance publique.** Ce sera la mission du Pôle public d'investissement industriel que nous proposons de créer pour muscler notre appareil de production et répondre aux besoins de financement. L'avenir, c'est une **agriculture** de proximité assurant l'indépendance comme la sécurité alimentaire de notre pays, une agriculture responsable et de qualité, des régulations efficaces des marchés permettant une juste rémunération des agriculteurs. Un Forum

des idées lui est consacré. L'avenir, c'est enfin le **développement des services**. Je pense en particulier aux services de proximité. Nous avons lancé le mouvement avec les emplois jeunes ; il a été stoppé, nous devons le reprendre, sous d'autres formes sans doute, avec au cœur du développement de ce secteur sa nécessaire professionnalisation. Nous devons aussi enfin rentrer véritablement dans l'ère du développement des biens, services et réseaux numériques et en faire un enjeu économique majeur permettant l'émergence véritable « secteur quaternaire ».

**- La priorité au long terme, c'est enfin une économie qui apprend à produire durable.**

Nous sommes désormais les tenants d'une économie sociale mais aussi écologique de marché, qui irrigue l'ensemble de nos propositions. C'est ainsi le sens de la « TVA éco-modulable » que nous proposons. Dans le même esprit, nous développerons une politique énergétique, si possible dans le cadre européen, fondée sur deux priorités : maîtriser notre consommation – avec l'immense chantier de l'isolation des bâtiments anciens- et développer les énergies renouvelables.

**Deuxième mutation, la société de la création plutôt que la société de la fausse performance**  
Nous vivons dans une société de la **pseudo-performance** qui s'est fait **une doctrine de la mise sous pression des individus, réputés alors plus efficaces.**

L'avenir passe au contraire par **la création, la recherche, l'éducation, la formation, la culture.**

Alors que la droite sacrifie leurs budgets, la recherche et l'enseignement supérieur seront des priorités premières. Nous soutiendrons également les entreprises innovantes, à commencer par les PME pour doter la France des entreprises de taille intermédiaire qui lui font aujourd'hui cruellement défaut, mais aussi le secteur de l'économie sociale et solidaire, lieu privilégié de l'innovation sociale. Un forum des idées sera consacré à ces thèmes comme à celui de la culture. Car pour nous la culture n'est pas une cerise sur le gâteau. Elle est au cœur de notre projet politique. Chaque génération doit contribuer par les créateurs à laisser sa marque dans le patrimoine de l'humanité. La culture fait un lien avec le passé, elle fait un pont entre les générations, elle permet de partager des émotions.

**Troisième mutation, la justice plutôt que la captation des richesses par une minorité.**

Les inégalités ont explosé dans nos sociétés et ce mouvement a été accompagné par la droite qui a massivement réduit la fiscalité sur les plus riches. Nous assumons notre volonté de répartir autrement les richesses. Nous agirons sur de nombreux leviers : SMIC, négociations salariales, plafonnement des hautes rémunérations, mais également sur la fiscalité.

Nous remplacerons l'impôt sur le revenu et la CSG par un grand impôt citoyen sur le revenu, plus large, plus progressif et donc plus juste. Nous réformerons notre fiscalité locale pour donner à chaque collectivité les moyens d'agir, en assurant au niveau national une péréquation entre les collectivités les plus riches et les plus pauvres. Le pouvoir d'achat ne sera pas

seulement rétabli par l'amélioration des salaires, mais par **des politiques qui rendent solvables les biens premiers, les biens essentiels**. Le logement, qui exige une action d'investissement massif, de contre-spéculation et des règles d'encadrement des loyers. Les infrastructures collectives qui doivent être privilégiées. La facture d'énergie, qu'il faut réduire drastiquement par un habitat à basse consommation. L'eau, bien vital, pour laquelle il faut construire un droit d'accès universel pour les plus modestes.

**Enfin, dernière mutation essentielle, donner à chacun les moyens de maîtriser son destin.**

Face à une société qui dépossède les femmes et les hommes de leurs choix, nous voulons une société qui redonne du pouvoir aux salariés et aux citoyens. **Cela passe d'abord par la revalorisation du travail.**

Nous devons engager **une reconquête de la dignité des travailleurs**. En réaffirmant que le travail signifie l'émancipation. Par la hausse des salaires et du pouvoir d'achat, j'en ai parlé. Par le contrat de travail, en pénalisant les entreprises qui recourent massivement aux emplois précaires. Mais aussi en améliorant le quotidien des salariés, dégradé par le « nouveau productivisme ». Revaloriser le travail, c'est garantir sa qualité et ses conditions concrètes. **C'est aussi sécuriser les salariés.** La sécurité sociale professionnelle sera l'une des grandes réformes que la gauche proposera aux Français en 2012, comparable à l'ambition qui a fondé la Sécurité sociale en 1945. Elle permettra d'amortir les chocs professionnels et de garantir des droits personnels à la formation tout au long de la vie permettant une réelle progression professionnelle.

Oui, chers camarades, si nous savons engager ces transformations essentielles de notre économie, **nous bâtirons un nouveau modèle de production, retrouvant le plein emploi, valorisant le travail, préservant l'environnement et en plaçant la justice et la solidarité au cœur de l'économie.** Voilà notre ambition.

**2-Nous voulons une société du bien-être, mais aussi une société du respect**

Une société décente commence par un salaire ou une retraite qui reconnaisse le travail d'aujourd'hui comme le travail d'hier, j'en ai parlé tout à l'heure. Mais nous devons aussi nous interroger, et peut-être ne l'avons-nous pas fait encore assez, **sur ce qui permet de dire qu'une société est « meilleure ».** **En un mot, retrouver le sens du progrès pour ce XXI<sup>e</sup> siècle.** Nous sommes-nous assez intéressés à la qualité de la vie ? À la manière de faire progresser l'altruisme et reculer les égoïsmes ? À la façon de recréer une société du lien et de réduire les humiliations dans la cité ?

**Nous ne supportons pas, nous ne voulons plus la société du mépris**, celle qui relègue les plus pauvres hors de la cité, celle qui oublie les plus âgés, celle qui humilie les plus faibles, celle qui traite uniformément les citoyens comme des sujets anonymes. **Notre projet doit porter ces grandes transformations** qui garantissent aux individus, aux citoyens autonomes, plus de respect, plus de reconnaissance, et plus de soin. Ces transformations refonderont **notre responsabilité à l'égard de chacun, mais aussi la responsabilité de chacun à l'égard des**

**autres.** Il reviendra à notre convention nationale sur l'égalité réelle, présidée par Benoît Hamon, **de préciser les axes de cette société du respect.**

**- La société du respect doit apporter à chacun l'accès réel aux droits fondamentaux pour lui permettre de maîtriser sa vie**

Cette transformation nous engagera **vers une nouvelle conception de l'action publique** : des services publics personnalisés, un État prévoyant, pour prévenir, et pas seulement réparer. C'est vrai pour la santé, la sécurité...

**Mais l'égalité réelle commence par la petite enfance avant même l'école, et puis bien sûr par l'école elle-même,** pour permettre à chacun de mieux s'équiper pour la vie. Nous créerons un véritable service public de la petite enfance en lien avec les collectivités territoriales.

**L'éducation est livrée à elle-même, négligée par l'État,** avec une ségrégation sociale et territoriale toujours accrue, et un réel déclassement du corps enseignant, alors que le métier d'enseignant est au cœur de l'émancipation que nous souhaitons pour chaque enfant.

**L'école** doit être repensée, dans un grand projet éducatif global, dans son organisation, ses méthodes, ses programmes autour de la situation de chaque enfant : porter chacun au plus haut de ce qu'il peut faire, en élargissant son socle de connaissances et d'expériences, en adaptant les méthodes pédagogiques et les rythmes scolaires. C'est ainsi que nous mettrons un terme à la spirale de l'échec, de l'exclusion et du décrochage des élèves.

L'école sera bien sûr au cœur de nos réflexions sur l'égalité réelle. Il nous faut engager cette révolution des services publics, qui, dans ce domaine comme dans celui de la santé ou du logement, doit apporter à chacun des réponses personnalisées, au nom de l'égalité républicaine, qui ne doit jamais justifier des réponses uniformes, anonymes, lointaines.

**- Une société décente, c'est celle qui construit des villes durables et solidaires.**

80% de nos concitoyens vivent en ville. La ville qui aurait dû rapprocher et mêler les individus, aujourd'hui isole et crée de la ségrégation dans nos banlieues comme dans nos quartiers défavorisés. La ville qui se voulait compacte et collective s'est peu à peu étalée, créant des conditions de vie et de transport difficiles pour les habitants, utilisant et gâchant un foncier restreint, et entraînant des coûts d'accessibilité pour les collectivités publiques. Il est temps de reconstruire des villes denses et intenses où chaque commune, chaque quartier mêle les différentes fonctions de la vie : logement, activités de production, culture, sport... C'est en y ajoutant la qualité des espaces publics, **la qualité dans la construction de logements durables, des pôles d'excellence culturels et sportifs partout** que la ville redeviendra mixte socialement et permettra un avenir durable. Ce chantier qui tourne le dos à l'organisation urbaine des années 1970 est aujourd'hui à l'œuvre dans certaines villes. Il doit être amplifié car c'est l'avenir de nos territoires qui est en jeu, mais aussi la capacité de vivre ensemble dans la proximité et dans nos différences. Tout en découle : la mixité des écoles, nécessaire au succès de chacun, le respect de l'environnement, la capacité à s'ouvrir aux autres...Un forum des idées, mêlant grands élus,

urbanistes, architectes, sociologues, proposera notre projet sur la ville du XXI<sup>e</sup> siècle, dense, solidaire et durable, et une politique du logement apte à répondre aux besoins, sociaux comme écologiques.

**- Dans cette société solidaire, nous voulons l'attention aux autres.**

L'attention aux autres, c'est d'abord le respect des règles et du socle de valeur qui fondent notre République. Notre idéal, c'est **une société solidaire qui prend soin de chacun, où chacun prend soin des autres, et où ensemble, nous prenons soin de l'avenir.** Qu'est-ce que le socialisme, sinon des individus qui, avec Jaurès, « se donnent à ceux qui cherchent et qui souffrent » ? Et quand Jaurès ajoute : « Vivre en autrui est la vie la plus haute », il inaugure ce que nous souhaitons pour notre société : un monde où chacun, à la fois, reçoit de la société ce qui lui permet de choisir sa vie, et donne aux autres, de son temps, de son expérience, de son énergie. Dans une société, il faut du lien, de la réciprocité, du soin mutuel.

Je le dis aussi à un moment où l'allongement de l'espérance de vie nous confère une immense responsabilité collective. **La responsabilité de construire une société qui n'expulse pas ses aînés du monde des vivants,** selon le mot terrible de l'anthropologue Maurice Godelier. N'oublions jamais qu'aucune allocation ne remplace les chaînes de soins, les solidarités familiales et amicales, l'attention du voisinage, et l'engagement de la société toute entière. Alors, notre société redeviendra plus humaine.

La responsabilité aussi d'assurer la pérennité de notre système de retraite. Je le dis avec force : **le Parti socialiste sera au rendez-vous des propositions sur le financement des retraites, comme il a été là à chaque fois que le gouvernement a bien voulu le consulter.** Nous avons fait nos propositions sur la relance de l'économie, sur la taxe carbone, sur le grand emprunt. Le gouvernement aurait d'ailleurs été bien inspiré de nous écouter un peu plus, cela aurait épargné bien des déboires à notre pays.

**- L'attention aux autres, c'est aussi l'attention au monde.**

La France d'aujourd'hui est l'héritière de la France des Lumières et des droits de l'Homme. C'est souvent encore ainsi que le monde la regarde. Mais comment portons-nous cet héritage ? Comment regardons-nous l'Europe, le Sud et le monde ? Que pourrions-nous faire alors que la politique française est devenue erratique et illisible ?

**Nicolas Sarkozy est partout, mais la France est nulle part.** Nicolas Sarkozy est omniprésent, mais la France est illisible. Car enfin, l'intérêt de la France était-il de rentrer dans le commandement intégré de l'OTAN ? Était-il fondé d'envoyer de nouvelles troupes en Afghanistan ? Fallait-il courir les capitales du Moyen-Orient pour abandonner toute politique dans cette région du monde ? Comment faire oublier l'horrible discours de Dakar sur le retard du continent africain qui attend pourtant tant de la France ? Comment nous faire croire que la France a réussi à obtenir du G20 la régulation de la finance alors que rien n'a changé et que les banques affichent des bénéfices colossaux et distribuent des dividendes indécentes ?

Alors que la place de la France dans le monde est fragilisée, il nous faut penser le nouveau monde et notre rôle dans celui-ci. **Pour y travailler, notre troisième convention portera sur la relation internationale et l'Europe.** Elle sera présidée par Laurent Fabius et son secrétariat général sera assuré par Jean-Christophe Cambadélis.

Ce travail est décisif car nous ne pouvons plus agir comme hier. Les défis sont ceux d'un monde multipolaire où la géopolitique de la planète s'est re-fragmentée en nations défendant leurs intérêts. **Ce nouveau monde impose une Europe active et une France active.**

Notre Convention sera l'occasion de préciser les tâches historiques qui sont devant nous.

- **Réorienter l'Europe**, pour reconstruire, pendant et après la crise. Les égoïsmes reviennent vite, l'Europe néolibérale a poussé à leur retour en force. La Grèce en fait les frais. Demain, à qui le tour ? Comme si l'Europe ne fixait des règles que pour s'affaiblir ! Nous n'imaginons pas pour la France un modèle de développement durable sans une réorientation des politiques européennes vers une ambition, sociale, industrielle, scientifique et sans un gouvernement économique. Cela suppose que l'Europe soit au service de ses savoirs-faire, de ses territoires, de ses salariés et de ses créateurs.

Qu'elle défende ses entreprises et soit porteuse d'un « **juste échange** » dans la mondialisation sans lequel non seulement l'Europe sortira des radars, mais sans lequel les pays émergents atteindront des niveaux de croissance qui ne profiteront ni à leur peuple ni à leur environnement. Oui, l'Europe comme le reste du monde ont tout à gagner, à l'intégration de normes sociales et écologiques dans les échanges commerciaux ! C'est une proposition forte que nous faisons aujourd'hui. Il faut bien sûr le faire en ménageant des transitions pour les pays qui ont tardé à se développer ou qui sont encore dans cette attente ; c'est à nous de les trouver avec eux.

- **Ce sera la base d'une relation authentique et féconde avec le Sud**, en commençant par l'essentiel : l'autosubsistance alimentaire à reconquérir dans tous les pays, l'investissement dans le capital humain, dans tous les pays.

- **Un contrat avec le monde, pour une mondialisation encadrée et civilisée.** Qu'est-ce qu'une politique de sécurité collective pour les socialistes ? Quelles réformes la gauche doit-elle porter dans les enceintes internationales, Nations unies, FMI, OMC et peut-être organisation mondiale environnementale ?

### 3-Nous voulons enfin une République citoyenne

**L'hyper-présidence est en panne, mais la privatisation de la République tourne à plein.**

Les Français ne supportent plus l'autocratie et le bal des courtisans. La fin des contrepoids met en danger l'indépendance de la justice, et l'autonomie des collectivités locales. Le contrôle des contre-pouvoirs menace la liberté des médias.

**Nous avons le devoir de rompre avec cette dérive.** Elle s'est implantée dans les pratiques, dans les usages, mais elle est aussi servie par nos institutions telles qu'elles sont. Il nous faudra, en 2012, construire une VIème République fondée sur

un Parlement profondément réformé, une presse et une justice indépendantes, des collectivités remises en mouvement par une décentralisation authentique, une démocratie sociale qui fasse progresser à nouveau les droits des salariés, comme nous avons su le faire en 1981.

**Notre rénovation, celle du Parti socialiste, doit être exemplaire.** Comment exiger la rénovation de la démocratie française si nous n'avons pas **un coup d'avance** avec la rénovation du Parti socialiste ? Les militants l'ont voulu, nous l'avons engagée. **Arnaud Montebourg** prépare activement sa mise en place. Nous déciderons dans la convention de juillet prochain des modalités concrètes du non-cumul des mandats, d'une meilleure diversité parmi nos élus et dans notre parti et de l'organisation des primaires.

C'est un parti plus démocratique et plus proche de la société qui en sortira. Ce sont des révolutions majeures dont nous pouvons d'ores et déjà être fiers. **Mais nous devons aussi rebâtir une démocratie qui sache préparer l'avenir.** Nous devons échapper à la tyrannie du court-terme, qui mine notre démocratie. Condorcet, déjà, évoquait « la démocratie immédiate ». L'agitation remplace l'action. Dans la politique, la petite phrase a remplacé le grand dessein. Dans l'économie, le profit ne finance plus le projet. **Nous devons proposer aux Français un autre chemin.** Nous vivons dans une société de citoyens plus autonomes, plus informés qu'ils ne l'ont jamais été. Il faut que les citoyens s'emparent davantage de la politique, se sentent réellement associés aux choix qui les concernent.

**Il faut que la politique s'empare du futur, d'un nouvel horizon.** Dans notre République, il y a place pour un « Parlement du futur », qui prépare aux grands choix, ceux qu'imposent les mutations sociales – je pense aux retraites-, ceux qu'imposent les découvertes scientifiques –et les risques qu'il faut maîtriser-, ceux qu'imposent bien sûr les préoccupations écologiques.

Chers camarades,

Notre projet vise à bâtir une France meilleure.

**Une France meilleure, c'est une France qui retrouve le peloton des nations qui éclairent le futur.** Notre pays n'est pas un îlot au milieu de l'océan-mondialisation. Nous sommes l'une **des rares nations à porter un message universel, c'est une force.**

**Une France meilleure, c'est aussi une France où l'on vit mieux.** Je le dis et le redirai inlassablement, quitte à soulever les haussements d'épaule de ceux qui n'ont toujours pas compris l'ampleur du séisme qu'a constitué la crise que nous traversons encore : le bonheur dans une société ne se résume pas à l'accumulation des biens matériels.

Le bonheur, c'est de vivre dans une **société apaisée**, c'est **de maîtriser sa vie** en accédant réellement à l'éducation, au logement, à la santé, à l'emploi durable. Le bonheur, c'est aussi de **partager des grandes émotions**, des plus personnelles aux plus collectives, comme celles qu'apporte la culture qui nous ouvre au monde.

Redonner l'espoir du progrès : pour les socialistes, héritiers de tant de beaux combats, c'est comme renouer un fil qui s'était rompu. **C'est faire revenir la gauche dans l'Histoire de la France** pour transformer notre pays, c'est faire revenir la gauche à sa place, au premier rang de ceux qui agissent sans jamais renoncer, pour une société meilleure.

# Conseil national du 27 avril : les interventions

Retrouvez l'intégralité des interventions sur [parti-socialiste.fr](http://parti-socialiste.fr)



Alain Bergounioux

*« Chers camarades, je voudrais présenter quelques remarques rapides, bien sûr en mon nom, mais aussi au nom des camarades de la motion A qui ont participé à la préparation et à la discussion de ce texte. Ce sont les raisons pour lesquelles nous le soutenons, et j'évoquerais aussi, les préoccupations, qui sont les nôtres.*

*Je crois que la première remarque à faire a été faite par Martine Aubry et par Pierre Moscovici. Ce texte est un cadre, un cadre de pensée, un cadre d'action dans lequel il nous faut inscrire nos politiques. Comme le disait dans une formule juste Guillaume Bachelay, c'est le chaînon manquant entre la déclaration de principes et ce que sera le programme du Parti socialiste. C'est important, parce qu'un cadre de pensée, c'est quelque chose qui guide les réflexions et l'action.*

*Je ferai simplement deux grandes séries de remarques. La première, c'est la force du texte, qu'il ne faut pas négliger, parce que souvent, les socialistes, dans le fond, sont assez masochistes avec leurs propres travaux, ils arrivent facilement à les dénigrer, alors qu'ils y ont passé, pour certains, pour beaucoup, des heures et des heures. Ce texte a une force qu'il ne faut pas négliger, il engage, et le mot doit être utilisé, une rupture avec le modèle de développement façonné par le capitalisme financier depuis une trentaine d'années.*

*Qu'est-ce que cela veut dire, quel est le contenu ? Il faut un nouvel équilibre entre le marché et l'État, entre le travail et le capital, entre la solidarité et la compétition. C'est le contenu concret, mais pour cela, on ne peut pas revenir au passé. On ne reviendra pas aux années 1980, ni même aux années 1990. Il faut vraiment penser, construire avec le temps, un nouveau modèle de développement, mais aussi, et c'est cela la force du texte, une nouvelle manière d'être en société. Bien évidemment, nous sommes plus intéressés par les questions économiques, sociales, de production et de redistribution, mais je pense qu'il ne faut pas négliger la deuxième dimension, celle de la rupture avec la société libérale telle qu'elle est façonnée. Le premier point : le nouveau modèle de production. C'est d'abord là-dessus que nous serons jugés. Il faut savoir si nous sommes capables de passer d'une économie financière à une économie réelle, à une économie qui prenne en compte véritablement les investissements*

*d'avenir, qui prenne en compte les besoins sociaux, qui prenne en compte les équilibres de la planète. Mais, pour ce faire, il ne s'agit pas de s'inscrire dans un statu quo. Au contraire, il faut se projeter sur l'avenir.*

*Je crois que le texte, et cela a été un des points de la discussion encore hier soir (lundi soir nldr) dans la commission des résolutions, doit marquer nettement la nécessité de l'innovation, la nécessité de produire des richesses nouvelles, différemment. Il faut avoir cette préoccupation, parce que sans production de richesses nouvelles, il n'y a pas de redistribution. C'est fondamental. Notre société française est malade de ses inégalités, et pour lutter contre les inégalités, on a besoin, justement, de la redistribution. Elle doit venir bien sûr d'un effort fiscal, mais qui ne viendra pas simplement de cet effort fiscal.*

*Un autre point sur lequel nous sommes attentifs, c'est un débat qui existe entre nous depuis très longtemps : nous partageons tous le souci de trouver de nouveaux outils pour la puissance publique du XXI<sup>e</sup> siècle, mais quelle puissance publique ? J'utiliserai une formule que je ne développerai pas, parce que cela occuperait trop de temps : je pense que l'État d'aujourd'hui n'est pas un « gouvernement par l'État », c'est un « gouvernement avec l'État », articulé à la société, articulé aux entreprises, articulé aux collectivités locales. C'est bien un effort collectif dont nous avons besoin. Nous avons besoin aussi de nouveaux outils, mais pas d'une conception qui nous conduirait à des impasses. Nous ne sommes plus dans le monde des années 1980.*

*Deuxième aspect qui est important pour nous, c'est la nouvelle façon d'être en société. Martine a eu raison, tout à l'heure, de dire que tout ceci n'est pas anecdotique, parce que nous avons besoin, dans le fond, de politiques concrètes pour promouvoir des biens sociaux qui font le sens de la vie. C'est bien sûr l'éducation, c'est le logement, c'est le travail, mais c'est aussi la famille, les activités associatives, les activités amicales. C'est tout cela qui fait une société, et qui aujourd'hui est assez profondément mis en cause. La politique commence d'ailleurs avec la relation que les individus nouent avec les autres.*

*Pour avoir une référence dans la tradition, Pierre citait Freud, moi, je citerai Marx.*

Marx, critiquant les économistes libéraux, disait une chose très juste : « Pour les libéraux, c'est l'individu qui est au point de départ et qui est l'absolu, mais pour les socialistes, c'est l'individu qui est au point d'arrivée. » Donc, favoriser les relations sociales, reconstituer un tissu social, cela se décline de manière très concrète dans des politiques d'éducation, de santé, de la ville, c'est absolument fondamental.

Je n'hésite pas, comme il se trouve que je suis directeur de la Revue socialiste, et qu'elle vient d'être envoyée à tous les adhérents, à dire que c'est un vieux « continent oublié » du socialisme moral du XIX<sup>ème</sup> et du XX<sup>ème</sup> siècle, qui était encore familier à des gens comme Léon Blum. C'est quelque chose qu'il faut assumer, parce que nous devons tirer les conséquences éthiques de nos choix politiques. Enfin, je terminerai par une préoccupation qui fait que tout cela, tout ce que nous avons dit, s'inscrit dans un contexte de crises, des crises complexes enchevêtrées, qui n'ont pas la même temporalité : la crise financière, on en sort peut-être, la crise économique se poursuit, particulièrement en Europe, la crise sociale est devant nous. Les conséquences politiques ne font qu'apparaître. On le voit avec la montée des populismes et des extrêmes droites en Europe.

Ces crises diverses se passent, et je crois que c'est le phénomène fondamental sur lequel Martine terminait son intervention, dans une géographie aujourd'hui éclatée, où le monde est pris dans des dynamiques différentes, de puissances et d'intérêts. C'est assez facile à vérifier lorsqu'on voit la difficulté de réformer les systèmes financiers et la situation très préoccupante dans laquelle se trouve l'Europe.

Je crois que notre projet, celui que nous portons, doit s'inscrire dans ces réalités et dans ces difficultés. C'est pour cela que nous avons trois préoccupations, que je citerai en terminant. Dans le fond, si nous voulons que ce que nous disons, ce modèle de développement, ce modèle

de société, trouve une réalité, il faut être attentif à trois exigences.

La première exigence, c'est la capacité de mener des politiques nationales réparatrices et redistributives. Mais pour cela, comme je l'ai dit, il faut savoir produire des richesses nouvelles.

La deuxième exigence, et c'est un débat qui a été assez long et que d'ailleurs, on reprendra dans la Convention internationale, c'est que, autant la volonté de protection est légitime, autant une politique protectionniste serait une erreur, une erreur majeure parce que cela entraînerait un pays comme le nôtre, dans une spirale négative.

La troisième exigence est que notre attachement européen ne doit pas être simplement une accumulation de vœux pieux. Aujourd'hui, nous sommes dans une crise profonde de l'Europe.

Je pense que la France, mais d'abord les socialistes français, doivent reconsidérer leurs politiques, sortir du simple tête-à-tête franco-allemand et modestement, de manière tenace, essayer de tisser les compromis nécessaires aujourd'hui pour refaire une politique européenne. Parce que nous pouvons affirmer tout ce que nous voulons, si nous n'avons pas les prolongements européens, la situation sera beaucoup plus difficile.

Mes chers camarades, ce texte, je pense, permettra aux socialistes d'abord et aux Français ensuite, de comprendre que nous avons raison idéologiquement et culturellement. Mais encore faut-il n'avoir pas tort politiquement ! Et pour n'avoir pas tort politiquement, il faut être capable de tenir ensemble les défis, partir des situations concrètes, et ne pas penser qu'il faut tirer de ce texte des choses qui seraient trop précises, trop pointillistes, parce que nous avons besoin aujourd'hui, dans le débat de cette convention, d'un cadre de pensée commun, pour travailler ensuite le mieux possible. Nous avons encore quelques mois pour arriver au projet qui sera le nôtre, pleinement convaincant ».



**Benoît Hamon**

« Mes chers camarades, nous sommes toujours tentés d'évoquer ce qu'étaient nos divisions récentes. Tu l'as dit, Pierre, en quelques mots. Alain a évoqué ce démon socialiste masochiste, qui veut qu'on passe plus de temps à se critiquer à l'extérieur qu'à essayer de se consacrer loyalement à la délibération collective.

Cela étant dit, et je veux remercier le travail de Martine et de la direction autour d'elle, quel contraste aujourd'hui entre le Parti socialiste il y a un an, celui dans lequel nous militons et vivons, et la situation de la droite.

Parlons d'un mot de la droite, qui aujourd'hui ne gouverne plus la France mais l'empoisonne par ses obsessions malades, à vouloir systématiquement chercher des boucs émissaires à ses propres turpitudes et à ses propres échecs. Je pense à

l'affaire des sous-marins, à cette affaire de Karachi vis-à-vis de laquelle il faudra faire la clarté sur les conditions dans lesquelles elle a, ou pas, financé par des rétro commissions la campagne électorale d'Édouard Balladur, au point que le trésorier de cette campagne se dise lui-même troublé par le fait qu'il apprenne aujourd'hui qu'ont été versés 10 millions de francs en liquide.

« C'est le résultat des collectes dans les meetings d'Édouard Balladur ». Cela paye cher un militant du RPR dans les meetings, mais nécessairement en coupures de 500, que ça arrive à 10 millions, chiffre rond, nous interpelle.

C'est un sujet sérieux : le secret doit être bien lourd, pour justifier que l'état ne déclassifie pas totalement les documents que lui demande la justice et le juge Marc Trévidic pour faire

la lumière sur la mort de onze de nos compatriotes. Je demande au gouvernement, si adepte de la transparence, qu'il la fasse sur ce sujet. Je ferme la parenthèse.

Nous essayons donc, dans ce texte, de tirer des leçons de la crise. Nous l'avons fait sans chercher à nous faire plaisir, mais sans chercher non plus à nous faire mal pour faire plaisir à d'autres ; ceux qui disent où écrivent ce qu'est une « bonne et raisonnable politique de gauche », mais votent à droite.

Nous n'avons cherché ni à leur faire plaisir ni à être crédibles vis à vis d'eux. Nous avons cherché des solutions aux problèmes lourds qui nous font face.

Nous avons regardé objectivement la situation de notre société pour essayer de repousser au maximum le champ des contraintes et ouvrir le plus largement le champ du possible, donc le champ de la politique.

C'est le choix que nous avons fait dans la préparation de ce texte, et qui vaut que nous le soutenions pleinement aujourd'hui. Nous avons regardé la situation tragique de l'Europe aujourd'hui face à la crise, qui a regardé les banques la fabriquer, ces mêmes banques provoquer la ruine de certains Etats, et les mêmes spéculer sur la ruine de ces derniers.

Ces mêmes banques, aujourd'hui, parce qu'elles détiennent l'essentiel de la dette grecque, appellent la puissance publique européenne, les Etats européens et le FMI, à mettre en œuvre un plan de solidarité pour éviter que la Grèce ne fasse défaut et qu'elles y perdent des plumes. Elles ont gagné à chaque fois. Face à cela, il fallait poser des actes politiques. C'est ce que nous avons essayé de faire. Je crois que la force de ce texte est qu'il dit qu'il n'y aura pas de politique de gauche, qu'il n'y aura pas de changement possible, à politiques commerciales constantes, à politiques monétaires constantes, à politiques économiques constantes. Il le dit, et il intègre le champ des contraintes.

La politique commerciale, c'est l'Europe. Que pouvons-nous faire pour lutter contre les délocalisations ? Que pouvons-nous faire pour lutter contre la mise sous pression de notre modèle social lié à la mise en concurrence des systèmes sociaux, à la concurrence fiscale et à l'ouverture des marchés ?

Nous y répondons par des solutions pragmatiques. D'abord, exiger de nos partenaires et rivaux commerciaux la réciprocité dans les règles du jeu. Exiger par ailleurs que soit mis en place pour protéger les intérêts de l'Europe dans cette compétition aux frontières de l'Union européenne des contributions sociales et environnementales, dans une logique constructive, dans une logique altruiste, et non pas protectionniste.

Voilà le choix pragmatique que nous invitons l'Europe à mettre en œuvre, sachant que les

rapports de forces ne sont pas forcément favorables à ces solutions. Mais si nous nous taisons sur ce sujet, une chose est sûre, c'est qu'au bout du compte, nous constaterons que les délocalisations et les plans sociaux se multiplieront, et que nous aurons abandonné le terrain sans combattre.

Pas de politique monétaire constante. Cela veut dire quoi ? Qui est en charge de la politique monétaire ? La Banque centrale européenne et un peu le Conseil. Nous disons qu'il faudra avoir une politique monétaire qui fasse en sorte qu'on ait aujourd'hui une monnaie non surévaluée par rapport à celle de nos partenaires, mais surtout que les orientations de change soient strictement réservées à la Banque centrale européenne. Bref, avoir des choix de politique monétaire, donner un rôle à la Banque centrale européenne, notamment par rapport aux pays en situation de crise grave, pouvoir faire appel à elle comme un moyen d'organiser la solidarité dans la zone euro.

Enfin, pas de politique économique constante. Il est clair qu'aujourd'hui, là encore, l'Europe a une responsabilité éminente. Pierre a évoqué la dette. Je ne suis pas un fétichiste de la dette, mais je suis heureux que notre texte, là encore, sur ces questions-là, dise les choses simplement : Nous, Socialistes, avons toujours été favorables à des politiques contra-cycliques. Cela veut dire que quand la crise est là, quand il y a récession, quand la consommation intérieure ne peut pas être alimentée par les salaires, c'est la puissance publique qui doit prendre le relais.

Sur le moment, les déficits se creusent. Mais quand la croissance revient, la responsabilité des pouvoirs publics est d'affecter le surplus de recettes, à la réduction de la dette. Voilà ce qu'est une politique contra-cyclique, pragmatique qui ne fait pas de cette question-là une forme de fétiche qui détermine si oui ou non, demain, on fera une politique sous les auspices sévères. Nous serons d'autant plus légitimes à revendiquer ces priorités de relance économique que l'Europe n'a pas mis en place le programme coordonné attendu de relance économique.

Je suis heureux que dans le domaine de la régulation financière, le Parti socialiste dise aujourd'hui que nous sommes favorables à la réduction de la taille des établissements bancaires, mais aussi à la séparation entre ce qui relève de la banque de détail et de la banque d'affaires. Bref, que demain les banques ne puissent pas réaliser des profits pour comptes propres, avec l'argent des épargnants. Nous avançons et la bonne nouvelle c'est que cela fait longtemps qu'un texte du Parti socialiste n'aura fait autant réagir. Ce qui fait réagir d'habitude, à l'extérieur, c'est ce que nous racontons, pas ce que nous écrivons. Je suis heureux, et j'ai commencé à le lire ici ou là, que ce texte ne plaise pas à tout le monde. Je ne parle pas à l'intérieur du parti, je pense à l'extérieur, à ces gens qui se réjouissent lorsque nous sommes autre chose que nous-mêmes ».



Guillaume Bachelay

« Chers camarades, le premier enseignement de la Convention est que les socialistes s'inscrivent dans un nouvel âge de l'appareil productif. Nous le savons, et comme nous le savons, nous le disons. Notre base industrielle a été abîmée par la crise, et elle en sortira bouleversée, d'abord parce que des emplois, des savoir-faire, des sites, des métiers ont disparu, qui ne reviendront pas. D'où la nécessité de concevoir la formation en continu et de modifier, au fond, le regard social sur les périodes de chômage. C'est la sécurité sociale professionnelle.

D'où la nécessité aussi de ne pas taire ni minorer la désindustrialisation actuellement en cours. Dans une Europe passive, et même poussive, la pression de l'hyper finance sur l'outil industriel ne s'est pas stoppée. Les délocalisations continuent. La crise a encouragé des licenciements de complaisance dans des secteurs et des sites qui sont rentables, et les banques, malgré les milliards apportés et injectés par l'État, n'ont pas tenu leurs engagements vis-à-vis des PME et des PMI.

L'autre bouleversement dont nous prenons la mesure, j'en parle en voyant Laurent Fabius qui avait théorisé ce concept, il y a quelques années, c'est évidemment la conversion sociale écologique du Parti socialiste.

Mais, cette conversion sociale écologique de l'appareil productif viendra largement des savoir-faire existants sur les sites bien réels. Nous ne sommes pas des décroissants, nous sommes des alter-croissants, c'est-à-dire que nous nous mobilisons pour un autre contenu de la croissance.

Ma deuxième notation concerne le rapport que la gauche entretient à l'entreprise, à l'industrie et à l'innovation. J'attire notre attention collective sur un phénomène qui se déroule sous nos yeux. La droite sarkozyste ne défend ni les entreprises ni les entrepreneurs. Sarkozy défend le club des grands dirigeants patronaux, les dirigeants du CAC 40, le club du Fouquet's, où est né ce régime, les parachutes dorés, le bouclier fiscal, les amis des yachts, ce patronat qui produit moins qu'il n'exploite, qui délocalise plus qu'il n'innove.

À bien des égards, c'est vrai pour les origines sociales, pour les conditions de travail, c'est vrai pour les relations avec les grands groupes, l'immense majorité des patrons de petites et moyennes entreprises est plus proche du salariat que du CAC 40. Ils ne se sentent représentés ni par M. Sarkozy, ni par Mme Parisot.

Je crois que c'est l'un des intérêts de ce texte est de dire à ces entrepreneurs -puisque il est question d'économie réelle, d'économie productive, utile socialement- que la patrie de ces entrepreneurs de l'économie réelle, c'est nous, la gauche de gouvernement et la gauche de changement.

Nous nous tournons, et il faut le faire savoir à l'extérieur, résolument en direction des PME, en créant des réseaux de compétences entre elles et les donneurs d'ordre, en conditionnant l'octroi des aides publiques aux banques à l'accès

effectif au crédit pour ces PME, en leur réservant d'ailleurs une part de la commande publique, en mobilisant la fiscalité en leur faveur, en imaginant de nouveaux outils financiers, y compris au plan régional, pour pallier l'insuffisance des crédits bancaires afin d'encourager, notamment, la constitution d'entreprises de taille intermédiaire. Les PME comptent plusieurs centaines de salariés et elles sont le véritable maillon faible de notre appareil productif dans la mondialisation.

L'autre orientation forte c'est l'investissement massif dans l'innovation et dans l'éco-développement. Ce texte élabore, revendique, un nouvel interventionnisme. La puissance publique est irremplaçable pour agir dans l'urgence, mais aussi pour préparer l'avenir.

Pour soutenir le tissu productif, à la fois les PME et les grands groupes, la France se dotera d'un pôle public d'investissements industriels, adossés à un pôle public financier, comprenant la Caisse des dépôts, la Banque de France, Oséo, la Banque postale. Il sera massivement abondé, et surtout, il sera très réactif parce qu'il sera constitué sous forme de fonds d'investissements régionaux qui permettra à la fois d'investir dans l'innovation, de revitaliser les sites frappés.

Plutôt que d'injecter, comme la droite le fait, du capital public au service des banques en espérant qu'à un moment donné, elles voudront bien avoir la gentillesse d'accorder du crédit, nous injectons du capital public dans l'appareil de production, avec droit de regard de la puissance publique.

Le dernier axe de cette stratégie productive, c'est le rapport de force au sein des entreprises. La Convention veut clairement le rééquilibrer. Il est temps de remettre de la justice entre, d'un côté, les détenteurs de capitaux, et de l'autre, les salariés.

Les deux outils pour cela s'appellent la conditionnalité et la proportionnalité. Nous disons clairement -nous le faisons d'ailleurs dans nos régions, c'est dire si c'est crédible- que l'attribution des aides publiques doit être guidée par des critères simples. Ces critères sont la politique de rémunération du capital et du travail, le niveau des salaires, la qualité des contrats, le respect des normes environnementales, la possibilité pour les salariés et leurs représentants de peser sur les choix de l'entreprise, le comportement à l'égard des sous-traitants. Là où il y a de l'argent public, il doit y avoir droit de regard de la puissance publique.

Quant à la proportionnalité entre les revenus à l'intérieur des entreprises, tranquillement aussi, nous la revendiquons. Depuis 2002, les dirigeants du CAC 40 ont vu leur rémunération augmenter de 400 %. Connaît-on un salarié qui puisse en dire autant ?

Dans les entreprises où il y a participation publique, une échelle de l'ordre de 1 à 20 sera appliquée. Dans les autres, l'assemblée générale des actionnaires, sur proposition du conseil d'administration après consultation du comité d'entreprise, devra fixer ce ratio.

Ma dernière notation concerne la crise européenne. Dans la mondialisation, nous le disons, l'Europe, c'est l'échelon pertinent pour agir, pour intervenir. Mais encore faut-il que cette Europe réussisse à s'en convaincre elle-même. Or, l'attitude à l'égard de la Grèce, et la crise grecque est contemporaine de nos travaux, est révélatrice et inquiétante.

D'où le travail, que nous menons, en permanence, avec nos camarades du SPD, pour porter ces propositions alternatives de réorientation des politiques monétaires, de réorientation des politiques « fiscal-sociales », de réorientation des politiques commerciales, d'où les contributions sociales et environnementales aux frontières de l'Union, qui sont là aussi une révolution tranquille, mais réelle dans la doctrine socialiste.

Mes camarades, le texte qui nous est soumis est un texte qui tire la leçon de la crise et de ses origines, c'est un texte qui tire les leçons du sarkozysme, de son échec et de la France que déjà nous savons qu'il nous laissera.

Il tire aussi la leçon de l'épuisement de la social-démocratie européenne traditionnelle, qui a porté des acquis magnifiques mais dont même ses acquis sont aujourd'hui rendus en partie caducs dans la mondialisation.



François Rebsamen

« Chers amis, chers camarades, avant d'aborder ce texte qui sera envoyé à nos militants, à nos camarades, pour un débat dans les fédérations, je voudrais vous donner en quelques mots l'état d'esprit qui anime les amis, les camarades, et qui nous a conduit, avec ceux-ci, à déposer une contribution au débat. C'est-à-dire qui nous permette de dire l'état d'esprit dans lequel nous abordons l'examen de ce texte.

Nous le voyons bien, le modèle porté par la droite française est aujourd'hui disqualifié. Il y a un mouvement qui se fait en faveur de la gauche, l'opinion publique attend que nous proposons un autre modèle. Mes camarades l'ont dit : ce n'est pas un catalogue de promesses, bien évidemment, auxquelles nos concitoyens ont été habitués, mais une vision, une vision de l'avenir qui soit capable de prendre en compte le mouvement du monde aujourd'hui.

C'est cette vision qui doit être au cœur de notre projet. Je crois que les socialistes qui se définissent comme réformistes doivent dire un certain nombre de choses. D'abord, quelles sont les grandes questions sur lesquelles ou auxquelles les Français attendent des réponses ?

La première interrogation a trait sans doute, et c'est normal, au modèle économique et écologique qu'il faut définir qui permettrait à la France de reprendre sa place dans un monde dont nos concitoyens voient bien qu'il change à une vitesse accélérée, et dont ils comprennent

Une dernière remarque : pour l'emporter, nous devons gagner la bataille des idées. C'est le sens de l'année 2010 que nous ouvrons, c'est le sens de notre réunion, c'est le sens de ce texte. Mais nous devons aussi avoir la claire conscience qu'il ne peut pas y avoir de majorité politique si nous ne forgeons pas d'abord une majorité sociale.

Nous avons vocation, et ce texte, je crois, le permet, de rassembler bien sûr les ouvriers, les employés, les techniciens, les cadres, du public comme du privé, les jeunes et les aînés, mais aussi toute une frange de la population à laquelle nous avons perdu l'habitude de parler comme s'ils étaient consubstantiellement de droite : les PME, les artisans, les commerçants, les agriculteurs, les éleveurs. Ils sont, eux aussi, du côté de l'économie réelle. Je n'ose dire « front de classe », par peur d'être taxé d'archaïsme, même si j'observe qu'avec la crise, nous avons eu une reconfiguration de l'axe moderne/archaïque.

Une chose est sûre, pour tout ce travail, nous n'avons pas besoin d'un parti fataliste, mais d'un Parti socialiste ».

d'ailleurs qu'il remet en cause aujourd'hui toutes les situations acquises. Ils savent que c'est là, la question qui détermine toutes les autres : le niveau des salaires, le niveau de protection sociale.

Face à ce mouvement du monde, les Français sont inquiets, l'anxiété a été créée, et ils ont raison de l'être. Ils voient bien que l'Europe aujourd'hui est en train de décrocher, avec un taux de croissance, même si ce n'est pas le seul élément, nous le savons, beaucoup plus faible que celui de bien d'autres régions du monde qui sont en train de s'imposer, notamment les pays émergents, dont la puissance augmente et s'accroît chaque jour, menaçant toujours davantage nos propres productions.

Ils constatent qu'au sein même de l'Europe, notre économie, l'économie française, perd des parts de marché, là où l'Allemagne en gagne.

Alors, comment faire face à ces défis ? Une partie de l'opinion publique, et un certain nombre d'entre nous au Parti socialiste, - mais c'est normal qu'il y ait des interrogations, des débats -, pense de manière plus ou moins avouée qu'une des solutions, je ne dis pas la seule solution, mais une des solutions réside dans la mise en place - même si on ne veut pas le dire -, de mesures protectionnistes, destinées à protéger notre économie au plan national comme au plan européen.

Certes, et c'est compréhensible, parce que le débat est là, ces mesures protectionnistes sont souvent présentées de manière provisoire. Mais l'histoire a démontré qu'il est difficile d'en sortir une fois qu'elles ont été décidées et que les meilleures protections n'empêchent pas les autres de progresser, voire de vous dépasser technologiquement, et de prendre finalement un monde d'avance, jusqu'au jour où l'on fait le constat de la faillite.

Ce n'est donc pas, je crois, dans des vaines protections, mais, cela a été dit, et cela figure dans le texte, j'y reviendrai, mais par l'innovation, par l'éco-économie, la création que se trouve l'avenir.

C'est pourquoi je crois que nous devons refuser toute forme de conservatisme et nous présenter, ce que fait ce texte d'ailleurs, comme ceux qui incarnent le changement, et ce, dans tous les domaines : économique, social, écologique et culturel. Car c'est bien ceux qui, à travers le monde, sauront inventer des nouveaux modèles, des nouveaux produits, des nouveaux services, disais-tu en 1997, des nouveaux modes de consommation, une nouvelle organisation sociale, qui marqueront le monde de demain.

Face à une droite, qui, au travers des mesures qu'elle a prises, est apparue comme la défenseuse de l'économie de la rente, nous devons être les défenseurs de l'économie éco-productive. C'est un fil rouge qui parcourt et qui doit parcourir nos propositions.

Nos exigences de justice sociale, d'ailleurs, dans le domaine de la fiscalité, de la réforme de la protection sociale, notre volonté d'une nouvelle décentralisation, doivent apparaître comme autant de mesures destinées à rassembler, à mobiliser toute la nation au service d'un objectif commun : le renouveau de notre pays.

Peut-être cela fait-il débat, mais ce renouveau demandera des efforts. Je crois qu'il ne faut pas craindre de le dire. D'ailleurs, les Français le savent. Notre pays connaît aujourd'hui des déficits, des déficits abyssaux, qui diminuent progressivement, et qui diminueront demain, si nous arrivons en responsabilité, nos marges de manœuvre. C'est le cas du déficit du budget sur lequel pèse de plus en plus lourdement le poids de la dette, il ne faut pas le nier. Les déficits sociaux y contribuent également.

Notre première tâche, je crois, sera d'essayer d'y mettre fin, progressivement, mais d'y mettre fin, si nous ne voulons pas reporter sur les générations futures le poids de nos dérives. Sans même parler d'un avenir lointain, cela sera nécessaire si nous ne voulons pas être confrontés à terme à la situation que connaît la Grèce aujourd'hui. Au moment où je dis cela, j'apprends que les agences de notation viennent d'abaisser la note du Portugal.

C'est le retour en force du marché qui dicte la loi aujourd'hui au sortir de la crise. C'est contre cela que nous devons combattre, mais pour combattre contre cela, nous ne devons pas nier la réalité des

déficits, ce que ne fait pas d'ailleurs le texte, je tiens à le dire.

Mettre la France, notre pays, en capacité d'inventer la société de demain au travers des crises que nous subissons, c'est un modèle ancien qui se périmé et un nouveau modèle qui est en train de surgir. Nous devons apparaître, nous les socialistes, aujourd'hui, comme ceux qui sont les plus à même de faire émerger ce nouveau modèle.

Passons sur la période de la révolution industrielle, oublions la production de masse, qui a permis, il faut le reconnaître, d'élargir fortement la consommation, mais qui s'est opérée, on le sait, au détriment de notre planète : réchauffement climatique, gaspillage des ressources naturelles, remise en cause de la biodiversité. C'est de cette prise de conscience qu'est née la montée en puissance aujourd'hui du mouvement écologique.

Et c'est à la lumière de toute cette histoire qu'il nous faut, je crois, inventer un modèle nouveau capable de marquer une nouvelle étape de notre histoire. Ce modèle ne peut pas, et je pense que vous en conviendrez, consister à dire aux peuples du monde qui connaissent encore, et ils sont très nombreux, l'extrême pauvreté, qu'il convient qu'ils se résignent au nom de la survie de la planète. Il ne peut pas consister à dire aux exclus et aux précaires de nos sociétés occidentales qu'ils doivent renoncer à l'espérance de participer pleinement à notre société.

Il doit au contraire nous amener à répondre aux attentes nouvelles qui se font jour : celle d'une consommation plus qualitative, celle d'une production qui prenne en compte non seulement les conditions d'une meilleure protection des biens collectifs ; et qui permette même de réparer les dégâts causés à nos milieux naturels depuis quelques siècles, et de manière beaucoup plus offensive que dans la dernière période. Les temps qui s'ouvrent seront donc marqués par cette volonté nouvelle qui est la nôtre de privilégier -chacun a sa formule- l'être sur l'avoir, la rencontre de l'autre, plutôt que le repli sur soi-même.

Sur le texte lui-même, que nous voterons pour le transmettre aux militants, il y a encore des améliorations qui peuvent être apportées. Mais je voudrais rendre hommage ici au travail qui a été effectué par l'ensemble des camarades des commissions, rendre hommage au travail de Pierre Moscovici, et à travers lui bien sûr à tous ceux qui ont participé à l'élaboration de ce texte.

Nous avons nous-mêmes, moi-même, j'ai fait un certain nombre de remarques la semaine dernière, je ne les ai pas transmises ou transformées en amendements, mais ce n'était pas le but, le jeu. Il n'y a pas de jeu là-dedans. Car il s'agit de faire passer des idées pour permettre d'améliorer le texte. Un certain nombre des remarques que j'avais formulées ont d'ailleurs été reprises. Je veux encore faire deux ou trois remarques sur des points qui mériteraient d'être précisés, et qui pourront l'être pendant le débat

qui va s'organiser dans nos fédérations et dans nos sections.

Je vois bien que l'on veut, et c'est normal, selon la formule consacrée aujourd'hui, « réarmer l'État ». Certains diront recréer une sorte d'État Providence. Évitions de trop utiliser ce terme. Faisons de l'État le point d'intervention de la puissance publique. Laissons-le s'occuper de ses compétences régaliennes, mais ne rigidifions pas à nouveau la société française. Quand je voyais dans le texte que l'État, la France, la République envisageaient de faire un contrat avec le monde, un contrat avec l'Europe, je me disais que l'État français tel qu'il est aujourd'hui dans notre République devrait faire un contrat, je l'avais dit, avec nos collectivités locales.

C'est par ce lien, par ce partenariat que l'on peut créer, parce que les politiques locales dont tu as parlé, Martine, tout à l'heure, qui sont des politiques nationales, sont en même temps locales, que ce soit sur le logement, ou la petite enfance. Ces politiques-là, c'est au plus près de nos concitoyens qu'elles s'exercent, ce sont nos collectivités qui les mènent, et elles doivent les mener par un contrat de partenariat avec l'État. L'État ne peut pas tout en ce domaine. Enfin, nous sommes quand même ceux qui ont mis en place la décentralisation, c'était un texte, je le dis, où il n'y avait pas le mot « collectivité locale. » Ce n'est pas possible aujourd'hui, alors qu'on rend autant hommage à nos élus et qu'on veut leur permettre, si j'ai bien compris, de se consacrer encore mieux à leur tâche, et exclusivement à cette tâche locale. Je voulais intervenir sur ce point et faire deux autres remarques, mais elles reviendront dans le débat, bien évidemment. Parler des services

publics, c'est très bien, on commence à faire le distinguo, il y a les services publics locaux, là encore, pour ne pas rentrer dans un catalogue de mesures, je l'ai dit, permettre l'accès à tous aux services publics, ou aux services publics locaux, c'est, pour les socialistes porter l'idée d'égalité avec une conviction profonde.

Une Convention viendra sur ce thème, je le conçois, on peut le mettre dans le texte. Qu'est-ce qui peut le plus provoquer l'égalité d'accès aux services publics ? Leur présence, bien évidemment, leur existence sur le territoire, mais également, pour chaque individu, chaque citoyen, la prise en compte du taux d'effort. Le taux d'effort, c'est la capacité de chacun, en fonction de ses revenus, de payer en fonction de cela. C'est le seul moyen de permettre à tous, au plus grand nombre, à ceux qui en ont le plus besoin, l'accès aux services publics.

Enfin, une dernière remarque qui me permettra de clore là mon propos, en disant que ce texte est encore bien évidemment à améliorer, mais, il présente, je crois, en matière de fiscalité, dans la partie « comment redistribuer, comment distribuer ? », des avancées tout à fait nouvelles qui nous permettent de nous rassembler. Si l'on peut avoir une conception ou des approches différentes, dans le « que produire ? », nous nous approchons du même modèle, dans le « comment produire ? ». On a mis avec force l'écologie, il le faut, dans le « comment distribuer ? ». Je crois que les propositions qui sont faites sont de nature à rassembler l'ensemble des socialistes, et en cela je voulais remercier les auteurs de ce texte ».



Harlem Désir

« Un parti qui travaille collectivement, qui débat, qui élabore des réponses aux problèmes du pays, aux attentes des Français, c'est ce qu'on attend du Parti socialiste après le succès des élections régionales. C'est ce que montre notre Convention et le débat que nous avons aujourd'hui.

Je remercie Pierre Moscovici, les présidents d'ateliers, Alexis Dalem et les rapporteurs, tous les militants, tous ceux et toutes celles qui ont participé à ces travaux, à cette réflexion collective.

Quel contraste avec la droite, qui, au lieu de répondre à ce qu'ont exprimé les Français, sombre dans les faux-fuyants, dans la manipulation, dans les luttes de clans et dans les profondeurs d'affaires sordides qui remontent à la surface. Mais quel contraste aussi, ai-je envie de dire, avec nous-mêmes il y a quelques temps.

Il y a un cercle vertueux entre le travail sur le fond, le travail collectif et l'unité des socialistes. C'est l'une des clés de notre succès à l'avenir. C'est l'état d'esprit qui a prévalu et il faut nous y tenir. Oui, des améliorations peuvent encore être apportées à ce texte. La voie doit être ouverte pour cela dans les débats fédéraux qui auront lieu

d'ici au vote du 20 mai, puis dans les conventions fédérales qui précéderont la Convention nationale. Car le chantier que nous avons engagé est vaste et il nécessite l'engagement de tous les socialistes, avec leur diversité et ce que chacun peut apporter.

Une partie des commentateurs s'étonne de notre unité. Au fond, quand nous ne sommes pas d'accord, ils nous le reprochent, et ils ont raison. Et voilà que, quand nous sommes d'accord, ils nous le reprochent aussi. Alors autant être d'accord. Cela fait une grande différence pour les Français et pour la qualité de notre travail.

Oui, nous sommes un parti de débat, un parti de liberté, mais ça ne nous interdit pas de penser et de proposer ensemble un projet aux Français pour l'alternance de 2012. Et de penser le long terme, car il nous faut préparer l'alternance et, surtout, l'avenir de la France dans un monde qui a changé.

Notre projet est un projet pour sortir de la crise et pour sortir du sarkozysme. Nous voulons remettre la France sur les rails du progrès, d'où l'exigence de ce nouveau modèle économique qui doit être au service d'un nouveau modèle de société.

Plus précisément, nous voulons un nouveau modèle de développement et de croissance, qui serve une société du bien-être. Nous disons que, non seulement c'est une exigence de justice que de mettre l'économie et son développement au service de la société, au service du progrès social, mais qu'une société de justice, une société de bien-être, est un des fondements d'une stratégie économique performante pour notre pays.

La droite et le néo-libéralisme nous ont expliqué pendant trois décennies que les protections collectives, les droits sociaux, la redistribution, les services publics étaient des contraintes, des charges, des rigidités qui handicapaient l'économie et la compétitivité. Un luxe que l'on ne pouvait plus se permettre et auquel il était urgent de renoncer.

Le sarkozysme est un produit de cette idéologie. Il promettait la réussite économique, même si c'était au prix du sacrifice de la justice sociale. Il se solde par l'échec car cette politique est non seulement terriblement injuste, brutale, cynique, mais elle est aussi sous-performante, sur le plan de ses résultats économiques.

Avant la crise financière, déjà, la politique menée par la droite depuis 2002, accentuée depuis 2007, avait vu le pays accumuler les retards en matière de commerce extérieur, de compétitivité, de recherche, d'université, de croissance et de déficits.

La droite sarkozyste a fini par inventer un modèle. Quand il y a de la croissance, c'est une croissance molle et destructrice, destructrice des droits sociaux, du travail, de plus en plus précarisé, de la justice sociale, des services publics. Et en temps de crise, quand il y a décroissance, c'est finalement une décroissance très sélective. La récession et la décroissance réelles pour le plus grand nombre, avec les menaces sur l'emploi, les pertes de pouvoir d'achat, rien ou des miettes pour les fins de droits, les sacrifices exigés pour la réforme des retraites, tandis que pour quelques autres, tout en haut de l'échelle, nous avons toutes les exonérations, tous les boucliers, toutes les aides.

Dans la France en crise de Nicolas Sarkozy, mieux vaut être une grande banque qu'une petite PME, un patron du CAC 40 avec une retraite chapeau qu'un chômeur en fin de droits, un trader qu'un professeur.

Mais en réalité, cette politique qui sacrifie la société pour nourrir la finance est un contre-sens économique. La France n'a pas d'avenir comme producteur à bas coûts face aux pays émergents, quand le monde entier, y compris ces pays, choisit de faire la course à l'innovation, à la connaissance et à la recherche. Il faut donc un changement complet de perspectives, et c'est le sens de ce document et du nouveau modèle de développement que nous proposons.

Dans l'économie de l'innovation, il faut une société de l'éducation. Cette société que nous proposons est le soubassement de cette stratégie de développement économique, une société où le progrès de chacun est un progrès pour toute

la société et pour sa réussite économique. C'est pourquoi ce projet porte à la fois une vision économique et une vision de la société. C'est une stratégie économique dans laquelle le social, le soin porté à chacun, le « care » dont a parlé Martine Aubry, la formation, les services publics, ne sont plus considérés comme des charges, mais comme des atouts de compétitivité pour la France et pour l'Europe, dans la mondialisation. D'où le rôle de l'intervention publique.

Il est normal que nous ayons un débat sur ce point, mais nous sommes tous d'accord pour dire que ce qui nous oppose à la conception de la droite, c'est que nous voulons une économie qui sache saisir ses chances et ses atouts dans la compétition internationale, nous voulons non seulement créer de la croissance, créer de l'emploi, mais nous voulons de l'emploi de qualité, et pour cela de la formation, de la sécurisation des parcours et non le modèle de la précarisation. Nous voulons une économie de l'excellence universitaire, et nous avons un très important retard à rattraper, mais nous voulons aussi de la formation pour tous.

L'expérience montre, et le panorama international également, que ce sont les sociétés qui ont offert le plus de protection et de sécurité sociale aux individus dans une économie ouverte qui acceptent le mieux l'ouverture, et que ce sont les sociétés qui protègent le moins les droits de chacun des individus qui, finalement, se ferment le plus ou se crispent le plus, face à l'ouverture et à la mondialisation.

Modèle social et économique, modèle écologique et économique, nous voulons une économie qui produit mieux pour une société où l'on vit mieux. Ce projet repose sur quatre piliers, qui sont quatre points cardinaux pour la gauche : Réussir l'efficacité économique et la justice sociale, offrir la sécurité pour chacun pour mieux faire face à la mobilité sociale. Ce sont autant d'échecs du sarkozysme, qui n'a offert ni réussite économique, ni justice, ni protection, ni mobilité.

Cela suppose des évolutions de nos outils publics et de l'État social notamment : un État plus anticipateur et prévoyant et plus simplement réparateur. Nous voulons également des services publics personnalisés qui prennent davantage en charge les attentes individuelles, non pas moins de services publics, mais une modernisation qui va vers une meilleure réponse aux besoins nouveaux. Voilà l'exigence qui est devant nous.

Il y a, de ce projet à un programme, encore un travail d'élaboration, de propositions, sans doute encore des débats à mener entre nous. Mais c'est l'exigence de l'unité, de la créativité au service des Français, qui nous permettra d'être au rendez-vous de leurs attentes ».

**Suite des interventions p.35**



# Le cahier de la Convention

Pour un nouveau modèle de développement économique, social et écologique

## Sommaire

<b>La Convention : mode d'emploi</b> .....	<b>p.16</b>
<b>Introduction de Pierre Moscovici</b> .....	<b>p.17</b>
<b>Texte soumis aux militant-e-s</b> .....	<b>p. 18</b>
<b>Bulletin de vote</b> .....	<b>p. 34</b>

# La Convention : mode d'emploi

Le 29 mai prochain se tiendra la Convention nationale sur le nouveau modèle de développement économique, social et écologique. Il s'agit, pour les socialistes, d'offrir une nouvelle perspective de progrès à la France, pour sortir de la crise, sortir du sarkozysme et préparer l'avenir de notre pays. Cette convention est destinée à tirer pleinement les leçons de la crise du capitalisme financier international. Mais aussi de la crise sociale, de l'explosion des inégalités et de la précarité et de la crise écologique. Voilà pourquoi nous devons poser les fondements d'un nouveau modèle de développement, de croissance et de redistribution, pour une économie qui produit mieux, au service d'une société où l'on vit mieux ; une économie qui privilégie le long terme sur la spéculation, qui se donne les moyens, avec la puissance publique, de soutenir l'innovation, la recherche et les filières industrielles d'avenir, car ce sont les clés de l'emploi de qualité pour le plus grand nombre. Une société qui met l'éducation, la formation, la sécurisation des parcours professionnels, les services publics personnalisés au cœur de ses priorités et qui ne les considère plus comme des charges mais comme des atouts de compétitivité pour la réussite de la France, en même temps que comme des outils de justice sociale et d'émancipation. Pendant plusieurs mois, sous la présidence de Pierre Moscovici, treize ateliers thématiques, un comité de pilotage et un comité scientifique

ont auditionné des experts, recueillis les contributions et travaillé à l'élaboration de nos propositions. Ces treize rapports ont été mis en ligne et débattus sur le site du parti et sur la Coopol. De nombreux militants, des sections ont produit des contributions mises en ligne et en débat sur la Coopol.

Le Conseil national du mardi 27 avril, dont les travaux sont restitués dans les pages de cet *Hebdo*, a adopté à l'unanimité un texte qui porte avec ambition et avec des propositions fortes, les enjeux du débat qui doit se déployer maintenant, dans chaque Fédération, dans chaque Section, et qui vous appartient.

Le jeudi 20 mai prochain, toutes les adhérentes et tous les adhérents du parti sont appelé-e-s à se prononcer sur ce texte qui peut encore être enrichi par les contributions des fédérations. Je suis certain que vous serez nombreux à participer à ce moment de travail collectif et de démocratie militante. Car ce qui est en jeu, c'est non seulement la refondation intellectuelle et idéologique de la gauche, l'invention d'une identité nouvelle dans la fidélité à notre histoire, mais aussi l'émergence d'une alternative crédible au service des Français. Bon travail à toutes et tous !

**Harlem Désir**  
**Secrétaire national à la coordination**

## Quelques rappels utiles \*

L'intégralité des textes issus des ateliers de travail, le texte soumis au vote, (et des amendements) est disponible sur le site de la Convention : [lafrancequonaime/convention](http://lafrancequonaime/convention).

Le texte soumis au vote est aussi adressé aux militant-e-s par l'intermédiaire de cet *Hebdo des socialistes* (en version numérique et papier).

## Organisation des débats

Entre la réception des textes et le vote, une assemblée générale de débat sur le/les textes et/ou les amendements est obligatoire. Au-delà du débat sur les éléments adoptés par le Conseil National, les militant-e-s peuvent proposer des amendements. Si ces amendements sont adoptés par l'Assemblée générale de la section, ils sont remontés à la Convention fédérale. Les amendements adoptés par les conventions fédérales sont transmis à la Convention nationale.

## Modalités de vote

Les modalités de vote pour la Convention sur le nouveau modèle économique, social et écologique, conformément à nos statuts, sont les suivantes :

### Constitution de la liste électorale

Pour pouvoir participer au vote les adhérent-e-s doivent :

- Avoir adhéré au plus tard le 19 novembre 2009.
- Être à jour de leurs cotisations d'adhérent-e et d'élu-e. Il est possible de se mettre à jour jusqu'au scrutin, et le jour du vote. Le paiement doit être individuel et en priorité par chèque. Le trésorier de section devra faire remonter les paiements et leurs justificatifs avec les PV et liste d'émargement.

### Organisation du scrutin

Les adhérent-e-s se réunissent en Assemblée générale de section le 20 mai 2010 pour se prononcer par un vote sur le texte issu du Conseil national du 27 avril. Le vote est personnel et secret. Aucun vote par procuration n'est autorisé. Il s'effectue au moyen du bulletin de vote unique fourni aux fédérations à déposer dans une urne unique. Toute rature ou panachage rend le bulletin nul. Conformément à l'article 7.8 du règlement intérieur,

les électeur/trice-s sont admis-e-s à voter sur présentation d'une pièce d'identité. Ils/elles doivent passer par un isolement avant de déposer leur bulletin sous enveloppe dans l'urne. Les électeur/trice-s signent eux/elles-mêmes la liste d'émargement en face de leur nom. **Les bureaux de vote sont ouverts de 17h00 à 22h00.**

## Les Conventions fédérales

Les conventions fédérales sont composées des délégué-e-s des sections. Suite à l'adoption des modifications du fonctionnement et du cadre de notre vie collective lors de la Convention nationale du 14 juin 2008, le nombre de délégué-e-s s'établit en fonction du **nombre de votant-e-s**. Les fédérations veilleront à fournir les éléments de calcul aux Secrétaires de section.

Les Conventions fédérales devront être organisées **le 21 ou le 22 mai 2010**. Les conventions fédérales sont amenées à délibérer sur les amendements adoptés par les sections. Les amendements adoptés par les Conventions fédérales sont transmis à la Convention nationale par l'intermédiaire du Comité de pilotage au plus tard le 23 mai minuit.

Les conventions fédérales désignent également les délégué-e-s de chaque fédération à la Convention nationale.

## Désignation des délégué-e-s à la Convention nationale

La Convention nationale pour un nouveau modèle de développement se tiendra **le 29 mai 2010**.

Le nombre de délégué-e-s fédéraux/les s'établit en fonction du **nombre de votant-e-s**, de la manière suivante (Clé de répartition identique à celle du congrès de Reims) :

- 1 délégué-e pour un nombre de votant-e-s au moins égal à 50 et inférieur à 100
- 2 délégué-e-s pour un nombre de votant-e-s au moins égal à 100 et inférieur à 250
- 1 délégué-e pour 250 votant-e-s supplémentaires et 1 délégué-e pour la dernière fraction inférieure à 250 mais égale ou supérieure à 125.

Conformément à l'Article 1.7 des statuts, la liste des délégués fédéraux est composée proportionnellement aux résultats du vote des militant-e-s de la Fédération lors du dernier congrès.

\* Cf : Circulaires nationales n° 1372 et 1372 bis

# Introduction de Pierre Moscovici



Nous avons voulu dépasser nos divisions, et répondre ensemble à une question fondamentale : quel nouveau modèle de développement voulons-nous dans ce XXI<sup>e</sup> siècle, pour une gauche qui serait de retour au pouvoir après Sarkozy et après la crise ? Avant d'entrer dans une analyse rapide du texte, je voudrais faire deux constats. D'abord, nos idées intéressent à nouveau. Il peut y avoir des insatisfactions, des critiques, des regrets, des ajouts, des nuances. Mais nous sommes sortis d'une période où le Parti socialiste était un objet de dérision, même quand ses idées

étaient justes. Désormais, nos propositions structurent le débat public, elles le nourrissent. Ensuite, il y a eu un changement de méthode. Évidemment, tout n'a pas été parfait. Mais nous avons fait un travail sans précédent depuis très longtemps. Je veux témoigner d'un très bon travail collectif, dans un esprit de responsabilité, avec une volonté d'aboutir à un texte commun.

En l'occurrence, la seule volonté que

j'ai eue a été de favoriser ce rassemblement.

J'en viens au texte. La crise que nous traversons n'est pas un simple moment conjoncturel, c'est une crise de civilisation, qui ébranle les fondements du capitalisme, qui exige autre chose que des rustines ou des ajustements à la marge.

Il faut être plus radicaux, mes camarades ! Martine, tu nous as appelés à un texte qui n'ait pas honte d'être de gauche, et celui-ci n'a pas honte d'être à gauche. Nos valeurs sont d'actualité. L'égalité, la justice sociale, l'attachement à l'éducation, la laïcité, le progrès social, le souci du long terme, l'écologie, la démocratie politique et sociale, la démocratie économique également, l'internationalisme, l'engagement européen. Ce qui change, ce qui est remis en cause, ce ne sont pas nos valeurs, c'est la donne nouvelle dans laquelle elles se mettent en œuvre, ce sont les choix que nous mettons en œuvre également pour les appliquer. Je veux dire ensuite ce que ce texte est, et ce qu'il n'est pas. D'abord, ce qu'il n'est pas. Ce n'est pas le programme des socialistes. Le temps des mesures, des modalités précises, n'est pas venu. Ce que ce texte veut être, c'est une vision, une cohérence, une stratégie. C'est le cadre des politiques publiques que nous voulons mener. Comment ce texte se décline-t-il ? Ses trois parties sont la réponse à trois questions que nous nous sommes posées.

## Première question : que produire ?

Nous voulons retrouver les conditions d'une croissance plus forte, plus sélective, plus durable. Pour cela, il faut mobiliser et muscler notre industrie : il n'y a pas d'économie forte sans industrie forte. Et c'est le sens de la proposition d'un pôle public d'investissements industriels. Nous voulons aussi innover, on trouvera la volonté de développer l'économie de la connaissance, de l'enseignement supérieur, la recherche. L'entreprise, pour les socialistes, c'est le lieu principal de la création de richesses, mais c'est aussi un bien social. C'est la raison pour laquelle nous souhaitons aussi que soient marqués les droits des salariés, y compris quand il s'agit de lutter contre des licenciements abusifs ou excessifs. Notre rôle est aussi d'éviter la marchandisation des

biens vitaux : l'eau, l'éducation, la santé, la culture, l'environnement, l'agriculture, une agriculture que nous voulons transformer de manière responsable et biologique.

## Deuxième question : comment produire ?

Nous souhaitons une croissance qui soit riche en emplois de qualité et qui permette au travail de devenir ou de redevenir un facteur d'émancipation. Un grand défi qui se pose à nous, c'est le défi de la sécurité sociale professionnelle. Ce défi-là est à la hauteur de ce que fut la Sécurité sociale en 1945. Et cela passe pour nous par des droits de tirage sociaux, par un compte formation qui permet à chacun de progresser tout au long de sa vie professionnelle. Nous souhaitons aussi que le droit du travail soit protecteur. Nous proposons un autre partage des richesses en réduisant dans les entreprises à participation publique l'échelle de rémunération de 1 à 20. Enfin, nous voulons que l'indemnisation du chômage soit étendue de façon à ne laisser personne sans droits. Ce texte, c'est le choix de la social-écologie : il faut produire différemment aujourd'hui, un nouveau mode de production économe en ressources naturelles, moins gourmand en énergie et en matières premières. Nous souhaitons une éco-production, nous souhaitons une écoconsommation. La fiscalité doit être utilisée pour modifier en profondeur les comportements, à travers une véritable contribution énergie-climat efficace et juste. Et nous réfléchissons à une baisse ciblée de TVA en fonction des critères environnementaux sur différents produits. Enfin, nous proposons un contrat social européen, pour une Europe plus coopérative, plus active, plus solidaire, une Europe gouvernée, une Europe qui se dote d'outils de croissance, une Europe qui coordonne ses politiques économiques, une Europe qui se dote d'un budget de nature fédérale, une Europe aussi qui ait ses propres mécanismes de stabilité financière. De la même façon, nous proposons une mondialisation maîtrisée et solidaire. Nous voulons mettre le commerce international au service du développement, de la justice, du progrès, aller vers un juste échange.

## Enfin, comment distribuer ?

Nos maîtres mots sont la justice et la solidarité. Nous proposons une révolution budgétaire et fiscale. Cela passe par l'abrogation non seulement du bouclier fiscal, mais de l'ensemble des mesures de la loi TEPA. Cela passe aussi par un grand impôt citoyen qui fusionnera l'impôt sur le revenu et la CSG. Nous voulons également retrouver une véritable imposition du patrimoine, refonder l'ISF, faire en sorte que les grosses successions soient dûment appelées à contribution, c'est ce que nous proposons dans ce texte. Deux dernières choses, pour en finir. D'abord la puissance publique. Nous affirmons le rôle de l'État, son autorité, mais aussi sa qualité. Nous voulons refonder le service public. Ensuite, les comptes publics. La dette, je le dis ici, est l'ennemie de la gauche, la dette empêche de mettre en œuvre les services publics, la dette empêche d'investir dans l'avenir, la dette publique pèse sur les générations futures. La croissance, mais aussi un plan de désendettement, contribueront à la résorber. Voilà ce que nous voulons bâtir : j'appellerai cela une ambition crédible. La commission des résolutions s'est terminée par un accord. Des socialistes unis, des socialistes unis et armés d'une conception commune du nouveau modèle de développement, c'est une bonne nouvelle pour tous ceux qui attendent l'alternance dans ce pays en 2012.

# Texte adopté par le Conseil national du 27 avril 2010

## Sommaire

<b>Introduction</b> .....	<b>19</b>
<b>1) Que produire ? Pour un nouveau modèle productif</b> .....	<b>21</b>
A. Pas d'économie forte sans industrie forte .....	<b>21</b>
B. L'accès aux biens communs .....	<b>23</b>
C. Pour une transformation responsable et biologique de notre agriculture .....	<b>24</b>
<b>2) Comment produire ? Valoriser le travail     et préserver l'environnement</b> .....	<b>24</b>
A. Le travail pour s'émanciper .....	<b>24</b>
B. La société de la création plutôt que la tyrannie de la finance.....	<b>26</b>
C. Préserver l'environnement : produire différemment pour répondre au défi de l'écologie .....	<b>27</b>
D. Un nouveau contrat avec le monde et un nouveau contrat social européen pour une mondialisation solidaire et maîtrisée.....	<b>28</b>
<b>3) Comment distribuer ? La justice et la solidarité     au cœur du nouveau modèle</b> .....	<b>29</b>
A. Mieux partager les richesses : une révolution fiscale .....	<b>29</b>
B. Restaurer la puissance publique : des services publics personnalisés et universels .....	<b>31</b>
C. Donner à chacun les moyens de maîtriser sa vie .....	<b>33</b>
<b>Conclusion</b> .....	<b>33</b>
<b>Bulletin de vote</b> .....	<b>34</b>

## Introduction

### Une crise de civilisation

**La crise que traversent les pays développés n'est pas un accident ponctuel ou cyclique.** Les salariés soumis depuis longtemps à la pression du chômage et à la précarisation savent bien qu'elle ne date pas de la faillite de Lehman Brothers. Cette crise correspond en réalité à la faillite d'un système dominé par le capitalisme financier qui a laissé s'accumuler, depuis une trentaine d'années, de profonds déséquilibres économiques, sociaux, humains et écologiques. Ils se sont creusés pour aboutir à l'explosion en 2008 :

- **L'emprise croissante de la finance soumet notre économie à la voracité d'une minorité et à la tyrannie du court terme.** Le retour sur investissement doit être maximal et immédiat. Il sacrifie le long terme, les salariés et l'intérêt général. Alors que le capitalisme patrimonial dicte sa loi, le capital l'a massivement emporté sur le travail.
- **L'explosion des inégalités fait se côtoyer l'hyper-riche et la précarité.** Les inégalités entre une majorité de citoyens, perdants de ce système, et une infime minorité se sont massivement creusées. À l'hyper-riche insolent de quelques-uns, répond, comme en écho, la précarité croissante du plus grand nombre, la peur de l'avenir, de la perte de son emploi, du déclassement pour soi ou pour ses enfants.
- **Le déficit de régulation des échanges mondiaux a mis les pays et les États en concurrence** alors que, dans le même temps, entraînent dans le périmètre de ces échanges, de nouveaux pays, les émergents, avec des protections sociales inexistantes ou balbutiantes et des coûts de production très faibles. Les modèles de croissance de ces pays, s'ils ont permis de sortir des millions de personnes de la pauvreté, restent porteurs de déséquilibres mondiaux s'ils ne sont pas davantage tournés vers le développement humain. Leurs conditions sociales ont progressé très lentement, alors que la montée en gamme de leur production a été rapide. La croyance en un système vertueux de progression sociale généralisée et de partage du travail harmonieux (les produits à faible valeur ajoutée pour les pays émergents, la frontière technologique pour les pays développés) a été balayée. Le rattrapage technologique de la Chine, de l'Inde, du Brésil et de bien d'autres pays a été rapide, alors que l'on assistait dans le même temps à une course au moins-disant social, avec son cortège de délocalisations et de désindustrialisations dans les pays développés.
- **Notre modèle de croissance a aussi provoqué une crise environnementale.** Il est fondé sur la surexploitation des ressources naturelles et conduit à la réduction de la biodiversité et au changement climatique. L'émergence de grands pays, dont l'empreinte écologique est appelée à croître, accentue encore le problème. Conséquences directes de cette crise environnementale, la raréfaction et la hausse du coût des matières premières - énergie, minerais, produits agricoles - aggravent la crise et pénalisent les plus pauvres.

Dans le même temps, nous vivons **une révolution technologique, numérique et immatérielle.**

Demain, nous produirons différemment et, dans une large mesure, nous produirons des biens et des services différents.

Il n'est donc pas de retour en arrière possible. La droite fait le dos rond et tente de laisser passer la crise financière pour mieux recommencer comme avant. Or, ce sont précisément les déséquilibres « d'avant » qui ont provoqué la crise ! **Les Français doivent retrouver l'espoir : des solutions existent. Nous avons une nouvelle civilisation à inventer. Elle passe par le retour du politique.**

### La gauche pour inventer un nouveau modèle

**Nous vivons la fin d'une époque.** Nous assistons à la fin d'un modèle. Mais le modèle d'après, celui qui permettrait d'imposer de nouveaux équilibres, peine à apparaître. Les gouvernements de droite se contentent, dans le meilleur des cas, de répondre aux symptômes de la crise, mais ils ne touchent pas aux causes, dont ils sont les responsables. Ils ont été capables de sauver le système financier de l'effondrement, mais sans aucune contrepartie en termes de contrôle public des banques et des établissements financiers. Confrontés à l'effondrement de leur idéologie, ils ont laissé la crise sociale se creuser. Depuis, aucune vraie réforme de fond n'a été entreprise, particulièrement en France. D'où ce sentiment largement partagé d'être devant une impasse.

**Les fausses solutions des droites libérales et conservatrices aggravent la crise actuelle et préparent les crises futures.** Elles n'ont pas de prise sur le réel et alimentent la crise de confiance envers l'action publique. Leurs politiques s'inscrivent dans le cadre qui a conduit aux difficultés actuelles au lieu de le remettre en cause. Pour tenter d'améliorer notre compétitivité, elles répondent par la baisse des coûts, en sacrifiant l'investissement, la protection sociale, la formation, la recherche et l'innovation. En un mot : notre avenir. Elles taillent aveuglément dans les budgets de fonctionnement et les dépenses d'investissement, au risque d'une privatisation de l'accès aux droits fondamentaux que sont, par exemple, l'éducation et la santé. Leurs appels à la régulation ne sont qu'un discours, privé de tout contenu efficace. Loin de tenter de desserrer l'étau de la crise, elles poussent dans le sens de son aggravation. La société toute entière souffre, ce qui accroît encore le malaise démocratique, porteur de tant de menaces.

**En France, Nicolas Sarkozy incarne cette politique d'aggravation.** Malgré ses appels vibrants à moraliser le capitalisme, il conduit une politique brouillonne, injuste, inefficace, tantôt conservatrice, tantôt libérale, mais toujours de régression. Alors que, comme le reconnaissent tous les experts, le modèle social français a servi d'amortisseur à la crise, il le détruit méthodiquement tout en en louant prétendument les vertus. Les services publics sont attaqués avec les privatisations (La Poste) et les suppressions de postes (éducation, police, gendarmerie, hôpital, Pôle emploi). Les déficits publics sont creusés par les réductions d'impôts accordées sans contreparties aux plus riches et aux entreprises, ce qui justifie ensuite de

nouvelles réductions des dépenses. L'assurance santé (« franchises » médicales, remboursements de médicaments) et l'assurance vieillesse (allongement de la durée de cotisation, réduction des pensions) sont rognées, ce qui ouvre la voie à une privatisation partielle des prestations. Le droit du travail est remis en cause, ce qui fragilise encore un peu plus les salariés déjà soumis à la pression de la peur du chômage et des exigences des actionnaires. La politique de Nicolas Sarkozy aggrave l'ensemble des dérives qui ont conduit à la crise. Elle a abîmé le mot de réforme qui est devenu synonyme de régression, de coupes budgétaires, de « moins » plutôt que « mieux ». **Au contraire, pour retrouver un avenir, il faut s'attaquer aux causes de la crise.** C'est la mission de la gauche, car elle seule peut porter une vision alternative. Par le passé, si la gauche de gouvernement a apporté des avancées économiques, sociales ou sociétales majeures – par exemple, entre 1997 et 2002, les créations d'emplois, les 35 heures, la CMU, la parité et le PACS -, elle n'a pas suffisamment engagé le changement profond de modèle de société qui était nécessaire. En Europe, la social-démocratie a parfois cédé du terrain à l'idéologie de ses adversaires. Mais la crise actuelle donne à la gauche une occasion historique de reprendre l'initiative parce qu'elle doit construire un nouveau projet de transformation de la société.

**Le monde a besoin aujourd'hui de ces valeurs du socialisme que sont l'égalité, la justice, le progrès social, la prise en compte du long terme, l'écologie, la régulation, la démocratie politique et sociale, l'internationalisme, l'engagement européen.** Ce sont ces valeurs qui permettront de construire un monde à la fois plus juste et plus durable. À nous d'inventer, dès aujourd'hui, ce nouveau modèle économique, social et écologique.

### Reprenre la marche du progrès

**Mettre fin aux déséquilibres de la mondialisation prendra du temps et il faut le dire honnêtement.** L'Europe, aujourd'hui en perte de sens, sous la houlette d'une Commission vouée à la dérégulation et sous l'égide d'une écrasante majorité de droite au Parlement et au Conseil, met en concurrence les États et les peuples au lieu d'organiser leur coopération. Elle dérégule les marchés au lieu de mettre en place les instruments de régulation, de protection de l'emploi et de l'investissement qui pourraient permettre à notre continent de se renforcer dans la mondialisation. L'Europe est notre volonté : il n'est pas d'avenir hors de la coopération européenne. Mais nous savons qu'il faudra beaucoup de temps et d'énergie pour réorienter ses politiques.

**La situation désastreuse des finances publiques, après dix ans de choix politiques irresponsables par la droite, rendra encore plus nécessaire de placer notre action dans la perspective d'un changement de modèle.** Il n'y a pas d'un côté le nouveau modèle dont chacun rêve, mais que nous n'aurions pas les moyens de construire, et de l'autre les contraintes de la réalité à gérer au mieux. C'est seulement en avançant vers ce nouveau modèle que l'on pourra relancer le progrès social et résoudre les principaux problèmes de la société française : le chômage de masse, les inégalités, la perte de compétitivité, la désindustrialisation, les déficits

publics massifs. À l'inverse, à modèle constant, c'est-à-dire à politiques budgétaires, monétaires, commerciales, fiscales, industrielles et agricoles inchangées, ces problèmes sont insolubles.

**La France est placée, dans ce contexte, face à trois défis : répondre à la gravité de la crise économique et sociale dans un contexte de finances publiques très dégradées, faire face à la nécessité de diminuer fortement l'impact de l'activité humaine sur notre environnement et, enfin, parvenir à conserver la place de la France dans le monde, alors que la compétition internationale s'intensifie.** De ce point de vue,

la crise accentue le basculement du centre de gravité de la planète vers l'Asie. Deux stratégies économiques nous semblent vouées à l'échec : le repli sur soi, dont l'Histoire a montré qu'il était facteur de crise et de déclin, et la sortie « par le bas » qui consisterait à accepter une dégradation continue de nos salaires et conditions sociales face à la pression de la concurrence dans et hors de l'Union européenne. Nous voulons au contraire une France à la fois ouverte et efficace. Nous avons pour cela de nombreux atouts : les travailleurs français sont parmi les plus productifs du monde, la qualité de nos infrastructures, notamment de transport, est reconnue, notre dynamisme démographique ne faiblit pas, notre modèle laïc et républicain est une force. Nous proposons donc une stratégie de développement social et écologique résolument offensive, qui doit permettre l'essor de nouvelles activités économiques, dans les services, l'industrie, l'environnement et l'énergie, en utilisant tous les leviers de l'action territoriale, nationale et européenne.

### Les clefs du nouveau modèle

*1) La priorité au long terme plutôt que la tyrannie du court terme.*

Il faut changer de logique économique et sociale, tourner les regards vers le long terme, alors que le système se concentre aujourd'hui sur le retour maximal à court terme. Cela signifie privilégier l'investissement sur les dividendes et la spéculation pour permettre la mutation vers une économie de projet. Cela veut dire consacrer davantage de ressources aux activités qui préparent l'avenir : l'éducation, la recherche, l'innovation, le développement des infrastructures, la sobriété énergétique. Cela veut dire ne pas laisser le financement de l'économie au seul marché. Cela signifie aussi encourager la mutation écologique de nos sociétés – qu'elles ont timidement entamée - pour préserver l'existant et réparer nos dommages. Le temps du gaspillage et de l'avidité court-termiste est révolu. Nous devons faire le choix d'un développement respectueux de la planète et des générations à venir. Nous voulons porter avec les citoyens la transition environnementale de nos sociétés tout en garantissant la justice et l'égalité. C'est la social-écologie.

*2) La justice plutôt que la captation des richesses par une minorité*

Avec la concurrence érigée en principe, nos sociétés sont devenues de plus en plus inégalitaires. L'essentiel des nouvelles richesses a été capté par les plus riches, alors que, dans le même temps, le travail devenait pour beaucoup une souffrance. La fiscalité

et la régulation peuvent permettre de combattre ces évolutions. Nous assumons notre volonté de répartir autrement les richesses entre le capital et le travail, de réduire l'écart des rémunérations, et de lutter contre le transfert continu des risques vers les salariés, notamment les plus précaires. C'est un enjeu de justice mais aussi d'efficacité et de bien-être : dans les sociétés où les écarts de revenus sont moins marqués, les problèmes sanitaires et sociaux sont généralement moins lourds et la violence moins répandue.

### 3) *Le bien-être plutôt que le tout avoir*

La société de l'avoir favorise une frénésie de la consommation qui appauvrit tout le monde : société du jetable, société de l'épuisement des ressources, société de l'insatisfaction. Il faut engager la mutation de nos sociétés vers la valorisation du bien-être au lieu du tout avoir. Cela veut dire consacrer davantage à l'essentiel – l'éducation, la santé, la culture... – et moins à l'accessoire, à l'immédiat, alors que le système actuel valorise le consommateur-roi, à la fois tout-puissant et frustré, au détriment des intérêts du citoyen et du travailleur. Il s'agit de répondre aux besoins essentiels de la personne humaine et de permettre son émancipation en garantissant, à tous, la dignité et les droits à la santé, au logement et à une éducation de qualité.

### 4) *Les biens publics et la solidarité plutôt que l'individualisme*

Une société du bien-être, c'est aussi une société qui prend soin des biens collectifs – énergie, eau, environnement, vivant –, une société qui favorise le développement des services publics et des réponses solidaires – la protection sociale – au lieu d'abdiquer devant la spirale infernale de l'individualisme et de la marchandisation. Il n'y a pas d'autonomie des individus sans solidarité et sans protection des biens publics. Or, la solidarité n'est pas toujours la réponse spontanée de ceux qui sont aujourd'hui confrontés à la précarité ou au déclassement. Redonner confiance dans l'action publique, dans l'État, dans la solidarité, dans une approche collective des problèmes individuels, est un enjeu fondamental pour la gauche. Cela passe par un État plus juste qui fasse contribuer tout le monde équitablement à l'effort de solidarité et qui apporte des réponses plus individualisées. C'est une nouvelle articulation entre individu et État qu'il faut construire. Un État qui élargit les choix, qui permet aux individus de choisir et de maîtriser leur vie.

### 5) *Donner les moyens de maîtriser son destin*

L'inquiétude la plus partagée en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle est sans aucun doute celle de la perte de maîtrise de sa vie et de son avenir. Perte de maîtrise au travail : avec le haut niveau de chômage, le rapport de force est très défavorable aux salariés, soumis en plus aux aléas de la crise. Perte de maîtrise de l'avenir, avec l'incertitude sur les retraites, sur la santé, sur l'environnement... Perte de maîtrise de ses choix quotidiens avec la montée constante des dépenses contraintes. Pour les faibles revenus, elles sont passées de 24% à 48% des revenus de 1979 à 2005. L'aliénation sociale est de retour. Nous devons construire les protections et inventer les nouveaux droits qui permettront de desserrer cet étau qui enserre les individus : par exemple, le droit

au logement, qui reste virtuel ; le droit à la sécurité sociale professionnelle ; le droit à l'autonomie des jeunes ; le droit à la santé, qui se dégrade ; le droit à la vieillesse décente pour les plus âgés.

### 6) *La société créative plutôt que la société de la fausse performance*

Nous vivons dans une société de la pseudo-performance qui s'est fait une doctrine de la mise sous pression des individus, réputés alors plus efficaces. L'expérience montre, chaque jour, que cette voie ne mène nulle part. Individuellement, elle crée des souffrances intolérables. Collectivement, une société sous pression est une société stérile, incapable de créer, d'innover et donc d'être vraiment créatrice de richesses sur le long terme. Pour cela, il faut favoriser la création, qui a besoin de temps, de liberté, de loisirs, de coopérations, d'expériences. L'enjeu est de permettre à un nombre croissant de citoyens de devenir acteurs de leur présent et de leur avenir : de produire localement la réponse à des besoins locaux ; de produire collectivement des services et des biens publics ; de mettre en œuvre des solidarités locales ou globales ; d'oser expérimenter des idées neuves. Penser un nouveau modèle de développement nécessite de reposer les questions essentielles. Que produire ? Comment produire ? Comment distribuer ?

## 1) **Que produire ? Pour un nouveau modèle productif**

Nous souhaitons aller vers une société du bien-être, vers une société de croissance saine, sélective et durable qui permette à la fois de sortir du cercle vicieux de la mal-croissance et de garantir une vie meilleure, pour chacun.

**À l'heure de l'hyperconsommation et du tout-jetable**, le marketing à outrance fait naître à chaque instant des besoins nouveaux et des désirs factices. Le consommateur s'y trouve frustré de désirs inassouvis, et nous y perdons collectivement le sens de nos décisions, de nos actions, de nos vies. La question n'est pas de produire moins ou plus. C'est de produire mieux et de produire utile. Il faut en finir avec le grand mensonge de l'économisme ambiant selon lequel tout ce qui ne serait pas produit pour être vendu ne serait pas une production utile.

Pour être à la hauteur de la double révolution écologique et immatérielle que nous vivons, nous devons accélérer la transition technologique, économique et environnementale de notre économie. Cela passe par la restauration d'une véritable capacité de créativité et d'innovation. Cela implique de reconstruire un appareil productif complet – industrie, services, agriculture – à la fois écologiquement durable, économiquement performant et véritablement créateur de valeur ajoutée sociale.

## **A. Pas d'économie forte sans industrie forte**

**Il est nécessaire de repenser notre stratégie industrielle pour préparer le modèle de production de demain et conduire sa mutation écologique.** Au-delà des difficultés conjoncturelles, l'industrie française et européenne est confrontée

à de très graves difficultés structurelles. Le renoncement de l'État à orienter le système productif et à limiter l'ouverture des marchés sur la base d'exigences sociales et écologiques a produit des effets désastreux. Les réponses d'urgence et sans vision stratégique se sont avérées coûteuses et inefficaces. Nous refusons l'idée selon laquelle la concurrence internationale nous contraindrait à désindustrialiser la France. L'effort de transition qui nous sera demandé est très important, et il doit se faire le plus respectueusement possible des hommes et de l'environnement. La puissance publique doit se doter d'outils nouveaux à la hauteur des défis à relever. Les aides publiques doivent être concentrées sur la transition technologique vers les secteurs d'avenir et sur la reconversion des salariés.

**L'échec de l'organisation d'un système productif soumis aux seuls marchés réhabilite le rôle de la puissance publique.** Mais ce n'est pas d'un nouvel empilage de mesures curatives, sans vision, ou d'un saupoudrage d'aides publiques sans contreparties qui ne profitera qu'aux grands groupes industriels que viendra le sursaut. **La France doit se doter d'un Pôle public d'investissement industriel (2P2I).** Financé massivement, mobilisable rapidement, décliné territorialement sous forme de fonds régionaux d'investissement, adossé à la Caisse des Dépôts, à la Banque de France, à la Banque Postale et à Oséo, ce pôle public de financement et d'investissement industriel sera un outil majeur au service de la politique industrielle nationale. Pour que son rôle de pilotage soit effectif, il a vocation à investir dans une part significative de l'industrie française. Une partie des sommes aujourd'hui consacrées au Crédit Impôt Recherche (CIR), mal ciblé, lui sera attribuée. Les prises de participation seront soumises à des critères stricts, au-delà des indicateurs de performance traditionnels : actionnariat, plan de création d'emplois, dividendes encadrés, excellence environnementale et sociale, présence au capital de dix ans, obligation de réinvestissement dans d'autres PME. Nous voulons appliquer **une démarche par filières**, pour soutenir celles qui présentent un caractère stratégique particulier (défense, énergie, aérospatiale, médicaments) ou qui sont des leviers forts pour la croissance de demain et d'après-demain (transport durable, biotechnologies médicales, éco-industries). Nous prêterons une importance toute particulière au développement des biens et services numériques, véritable « secteur quaternaire ». Nous soutiendrons le développement des réseaux et technologies numériques en apportant un soin particulier au logiciel libre.

**Au sein de ces filières, nous voulons être tout particulièrement attentifs aux PME et aux TPE** et nous agissons au niveau des sites de production, en liaison étroite avec les collectivités locales. On considère généralement que la France sait créer des entreprises, mais pas les transformer en entreprises de taille intermédiaire (ETI) et encore moins en grands succès. Les petites entreprises y ont plus de mal qu'ailleurs à franchir l'étape des premiers développements commerciaux. Les PME y ont des difficultés à croître. Nous souhaitons l'équivalent d'un Small Business Act qui favorise les PME et l'innovation (soutiens de trésorerie, accès facilité à la commande publique, raccourcissement des délais de

paiement, soutien à l'innovation). Nous veillerons, ce faisant, à imposer des contreparties sociales et environnementales fortes à ces aides publiques. Dans ce cadre, nous soutiendrons fortement l'artisanat, gros employeur et véritable terreau pour les PME.

**Nous devons faire le choix de l'innovation et de la connaissance.** La France a pris une longueur technologique de retard sur les États-Unis et le Japon, qui restent la référence en la matière, mais aussi sur les pays européens les plus innovants : l'Allemagne et les pays scandinaves. L'avenir de notre modèle de développement se jouera, en grande partie, sur le maintien ou la reconquête d'une avance technologique, sur une forte capacité d'innovation, sur l'invention de nouveaux produits. Cela rend impératif l'accroissement de l'effort collectif de la nation pour la recherche et l'enseignement supérieur, le décloisonnement des systèmes de formation, en donnant les moyens nécessaires aux établissements d'enseignement supérieur, la mise en œuvre, en partenariat avec le secteur privé, de grands projets industriels, porteurs d'avenir, et une nouvelle dynamique pour les pôles de compétitivité.

**Nous voulons encourager le partenariat entre les pôles de recherche et d'enseignement supérieur et les tissus économiques locaux**, en évitant le saupoudrage et en concentrant les aides publiques à la recherche vers les centres et les PME identifiés comme les plus performants. Simplifier le maquis des aides et procédures pour aller vers un guichet unique est indispensable. L'administration, locale comme nationale, doit se mettre au service des PME pour simplifier leur création et leur développement. Il nous semble en effet crucial de parvenir à faire éclore et grandir de vraies entreprises, en évitant le risque d'une généralisation et d'une pérennisation infinie du statut des auto-entrepreneurs, sans vrai contrôle des personnes qui bénéficient de ce statut et des éventuels abus qu'il pourrait engendrer (concurrence déloyale faite aux artisans, risque de généralisation de la sous-traitance de production des grandes entreprises à des salariés isolés).

Enfin, pour décider des grands secteurs qui seront soutenus prioritairement, nous proposons de réunir et consulter chefs d'entreprise, universitaires, chercheurs au sein d'un **Comité prospectif**, qui aurait vocation à être permanent et élaborerait une stratégie pour la France permettant d'éclairer les choix pour les vingt prochaines années. Nous croyons indispensable de retrouver un sens de la projection dans l'avenir, à l'exact inverse de l'agitation brouillonne que nous avons observée en France ces dernières années.

**Nous affirmons notre attachement aux sites industriels**, et nous devons nous doter de tous les outils permettant à la fois d'ouvrir de nouveaux sites et d'éviter la fermeture des sites existants en accélérant leur reconversion. Pour encourager cette reconversion des sites et des salariés et lutter contre les licenciements abusifs, nous souhaitons augmenter le coût des licenciements économiques dans les entreprises florissantes (seuil fixé par branche en fonction du résultat) et instaurer

une obligation de remboursement préalable des aides publiques reçues moins de cinq ans avant toute ouverture de procédure de licenciements ou de fermeture de sites. Dans les cas extrêmes de pratiques manifestement contraires à l'intérêt même de l'entreprise, menaçant volontairement sa pérennité (c'est l'exemple de Molex), nous donnerons la possibilité aux salariés de saisir le Tribunal de grande instance afin de prendre les mesures nécessaires, y compris la mise sous tutelle judiciaire, le temps utile pour faire cesser ces pratiques.

**Le contexte d'une économie mondialisée nous impose de développer une stratégie européenne.** Cela passera par un renforcement du rôle politique de l'Eurogroupe face à la Banque centrale européenne (BCE) pour assurer une gestion plus démocratique de l'euro, plus favorable à la croissance et à l'emploi.

**Nous voulons enfin une vraie politique industrielle en Europe et l'émergence de champions européens.** La politique de la concurrence ne doit pas faire obstacle à l'émergence de véritables champions industriels européens et d'un tissu compétitif de petites et moyennes entreprises. Nous proposons aussi une Agence européenne de l'Innovation Industrielle (AE2I), adossée à la Banque européenne d'investissement (BEI). Le régime des aides d'État devra être adapté.

## B. L'accès aux biens communs

**La marchandisation des éléments vitaux pour l'humanité et pour la planète s'étend** désormais aux connaissances, aux cultures, à la santé, à l'éducation, aux communications, au patrimoine génétique, au vivant et à ses modifications. Cette dérive met en danger l'accès de tous aux biens communs et produit de la dépendance alimentaire, sanitaire et culturelle, de la pauvreté et de l'uniformité.

Il s'agit désormais de considérer le développement, l'extension et la défense des « communs » – ces biens et espaces collectifs accessibles à tous et qui échappent au marché –, comme un objectif politique et économique prioritaire. Le progrès que nous voulons, nous le mesurerons d'abord à l'aune de nos avancées sur le champ de ces biens communs. Il est qualitatif plutôt que quantitatif : nous voulons produire mieux et produire ce dont nous avons besoin, en respectant notre environnement, notre santé et nos valeurs.

**Il s'agit d'abord d'environnement, dans toutes ses composantes** – air, eau, biodiversité, sols, climat –, dont il nous faut prendre soin après des décennies d'indifférence ravageuse. Chacun doit comprendre que c'est notre survie en tant qu'espèce qui est en jeu.

**La réflexion sur un modèle de production plus sobre en ressources est indissociable de celle sur un nouveau modèle énergétique.** Pour limiter le changement climatique d'ici 2020, nous devons réduire de 20% au moins nos émissions de CO<sub>2</sub> et la consommation générale et porter à 23% la part des énergies renouvelables dans notre production. La réalisation de ces objectifs suppose de s'engager

fortement dans la maîtrise de notre consommation et de procéder aux investissements nécessaires (isolation thermique, transports collectifs, fret ferroviaire, etc.). La recherche et l'investissement en faveur des énergies renouvelables doivent être totalement prioritaires (hydraulique, photovoltaïques, éoliennes *on* et *off shore*, biomasse, géothermie, marémotrice...). Le nucléaire, inévitable aujourd'hui, devra s'accompagner d'un renforcement de la sécurité et de son contrôle. Sa part sera progressivement réduite grâce à l'accroissement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Nous devons diversifier nos sources d'approvisionnement, grâce notamment à de nouvelles infrastructures (LNG, gazoduc transeuropéen). Un effort particulier devra être fait en faveur de l'adaptation des réseaux aux énergies renouvelables, dont les éoliennes *off shore*, et aux nouveaux services énergétiques (« réseaux intelligents »). Nous devons encourager l'émergence de pôles de compétences technologiques performants et innovants, qui garantiront le maintien en France de l'ensemble des filières de production, de l'amont à l'aval, notamment pour les énergies renouvelables et pour les câbles supraconducteurs qui permettent le transport d'électricité sans perte sur de très longues distances. **Pour atteindre ces objectifs, nous proposons de lancer une coopération européenne renforcée en matière énergétique, qui pourrait préfigurer une véritable Communauté européenne de l'énergie.**

Privilégier les biens communs, **c'est aussi consacrer davantage de ressources aux biens qui peuvent être partagés**, qui font société et qui favorisent le vivre ensemble. Or, depuis près de dix ans, les gouvernements successifs de la droite ont procédé à une casse systématique de ces biens communs.

**L'éducation est négligée par l'État**, avec une ségrégation sociale et territoriale toujours accrue, et un réel déclasserment du corps enseignant, alors qu'il s'agit de notre avenir ! Objet d'une prochaine Convention, notre projet éducatif proposera une véritable révolution : méthodes pédagogiques renouvelées, statut des enseignants valorisé, grand plan de rattrapage pour nos universités. Le chantier est immense et il est décisif. De l'éducation dépend notre émancipation, notre progrès matériel, notre développement individuel et collectif, et notre capacité à relever les gigantesques défis que doivent aujourd'hui affronter nos sociétés. Nous voulons que la France reste un grand pays de création et de transmission de savoir.

**La santé fait l'objet d'un mouvement délibéré de privatisation et de déremboursements.** La politique de la droite amplifie la désertification médicale de territoires entiers et réduit l'accès aux soins. Pourtant, la capacité à préserver et à améliorer la santé du plus grand nombre nous paraît être un bon indicateur du degré de progrès d'un pays. Nous voulons un système de santé organisé davantage autour de la prévention et nous assumons notre volonté de mobiliser les moyens nécessaires pour garantir un accès à des soins de qualité à tous, partout sur le territoire.

Ouvertement méprisées et tournées en dérision par le président de la République, **la culture et la création ne sont pas des suppléments d'âme mais le ferment de la société que nous voulons.** Nous devons réaffirmer l'accès de tous à une culture de qualité comme une priorité de la gauche. Nous voulons une culture réellement démocratique, qui place les citoyens non seulement en position de voir ou d'écouter, mais aussi de faire, qui leur permette non seulement d'être spectateurs, mais également acteurs. Du spectacle vivant au patrimoine, en passant par les pratiques de loisirs et le livre, la culture ne doit répondre ni à une logique financière ni à une logique clientéliste. Nous proposerons au monde artistique de vraies perspectives, à rebours de la politique de casse sociale conduite par la droite.

**Dans un contexte de bouleversements majeurs – mondialisation, numérique et internet – il est de notre responsabilité d'inventer les nouveaux modèles démocratiques de l'économie de la culture et de l'information** qui ne passent ni par Google, ni par Hadopi, ni par l'ingérence du politique dans la radio et la télévision publique. Nous défendons le modèle d'un réseau internet ouvert à tous et régulé démocratiquement face à des logiques d'appropriation privée ou de contrôle politique.

### C. Pour une transformation responsable et biologique de notre agriculture

**Nous ne renoncerons pas à une agriculture française forte, de qualité, qui permette notre indépendance alimentaire** et préserve notre environnement. Cela implique de refuser l'abandon de l'agriculture à des logiques purement financières : les politiques libérales de dérégulation ont obligé les agriculteurs à modifier toutes leurs méthodes de production pour aller vers le toujours plus, quand eux souhaitaient faire mieux et, surtout, vivre décemment de leur production. Ils ne veulent pas simplement survivre sous perfusion, grâce à des subventions, en se bornant à n'être que de (formidables) paysagistes. Le maintien de paysages ouverts et entretenus justifie des soutiens publics, mais ce ne peut être la priorité d'une politique agricole qui renoue avec le volontarisme.

**Dans ce cadre, la juste rémunération des agriculteurs** et le maintien de l'activité agricole sur l'ensemble de nos territoires vont de pair avec le développement d'une agriculture durable. Il est nécessaire d'adopter des modes de production agricole économes en énergies et faiblement émetteurs de gaz à effet de serre. Le basculement d'une agriculture polluante et productiviste vers une agriculture écologique sera aussi le fruit d'un changement profond des comportements et des mentalités des consommateurs.

Les déséquilibres alimentaires à l'échelle de la planète sont synonymes de carences au Sud et d'excès au Nord. **Il faudra privilégier l'enjeu nutritionnel, qui est aussi un enjeu de santé publique, et répondre aux défis de la sous-alimentation ou de la malnutrition.** En Europe, cela pose, avec encore plus d'acuité, la question de la réforme - qui ne saurait être synonyme de démantèlement - de la Politique agricole commune. La régulation des marchés et le maintien des quotas

sont une nécessité. Il s'agit de penser le soutien à l'agriculture européenne autour d'objectifs environnementaux et de santé, c'est-à-dire d'une production de qualité, en conditionnant les aides aux efforts entrepris par les agriculteurs pour améliorer leurs systèmes de production dans le sens environnemental souhaité par tous. Cette approche doit permettre, au Nord comme au Sud, de relever le défi de la sécurité alimentaire pour les habitants de la planète.

La relocalisation des productions agricoles est une priorité sociale, environnementale et économique. Elle vaut autant pour la France et l'Europe que pour les pays du Sud, qui se sont exagérément tournés vers des productions d'exportation au détriment de leurs besoins intérieurs. Nous voulons encourager le rapprochement entre agriculteurs et consommateurs, en privilégiant les circuits courts sur le transport sur de longues distances des produits.

Changement de mentalité, changement de comportement, mutation de notre agriculture et de la distribution des produits agricoles, toutes ces ambitions ne sont pas uniquement des mesures de sauvegarde pour nos paysans et pour nos paysages. C'est aussi un projet d'avenir : en relocalisant notre production, en assurant sa qualité, nous relocaliserons également des milliers d'emplois, enfin justement rémunérés.

## 2) Comment produire ? Valoriser le travail et préserver l'environnement

### A. Le travail pour s'émanciper

**Une politique économique de progrès doit permettre de retrouver une croissance riche en emplois de qualité.** L'objectif de nos politiques doit être de tout faire pour atteindre le plein emploi dans les années à venir. Cela suppose une action volontariste pour créer des emplois, pour faciliter l'entrée des jeunes dans la vie active et pour sécuriser les parcours professionnels. Dans un système de production, où l'emploi à vie dans une même entreprise n'est plus garanti, il importe de définir de nouvelles protections et de nouveaux droits. Ce peut être une chance si la puissance publique est capable de mettre en place des dispositifs concrets qui sécurisent enfin les parcours et qui améliorent les transitions. **C'est le défi de la sécurité sociale professionnelle, qui est comparable, par son ampleur, à celui auquel étaient confrontés les concepteurs de la Sécurité sociale en 1945.**

**Cette sécurité professionnelle constituera pour les salariés un droit à l'avenir, leur permettant de se projeter dans la vie grâce à la pérennité et à l'effectivité de leurs droits. Nous proposons d'instituer dans ce cadre un dispositif de droits de tirage sociaux qui dote chaque Français d'un compte formation.** Crédité au début de la carrière à proportion inverse de la durée d'études, il sera ensuite abondé au fur et à mesure et permettra à tous les salariés de progresser dans leur vie professionnelle.

**La sécurité sociale professionnelle, c'est aussi une assurance chômage étendue.** Nous proposons

d'avancer vers une indemnisation chômage qui ne laisse personne sans droits. Il s'agit de permettre aux salariés victimes d'un licenciement ou d'une fin de contrat de continuer à bénéficier de droits (protection sociale, congés payés, formation...) et d'une amélioration de l'indemnisation chômage. Cette nouvelle sécurité sociale professionnelle sera financée par une majoration des cotisations sociales des entreprises employant un quota trop élevé de travailleurs précaires et par une révision des exonérations de cotisations sociales sur les bas salaires. Le financement du système de formation professionnelle devra être entièrement revu. Il ne suffit pas d'assurer l'insertion de tous dans un dispositif d'allers-retours sécurisés entre périodes d'emploi, de formation ou de congés. Il est de notre devoir le plus urgent, en tant que progressistes, **de garantir la qualité du travail** afin d'éviter les souffrances de tous types et le juste partage des richesses au sein de l'entreprise. Sous l'effet du passage au capitalisme financier, le travail s'intensifie, la gestion des ressources humaines se détourne de l'humain et le travailleur est de plus en plus isolé. On ne peut plus agir dans le domaine du travail et de l'emploi en ignorant que 70 % des salariés travaillent désormais au contact de l'ordinateur, que la population active passe près de 40 % de son temps de travail devant un écran-clavier. Les conséquences de cette triple évolution sont lourdes. Par-delà les cas les plus emblématiques – on pense naturellement aux suicides à France Télécom – ce sont des millions de travailleurs qui perdent prise sur leur travail et en souffrent.

**Il nous faudra reconstruire un droit du travail protecteur des salariés après les années de démantèlement par la droite.** En le réduisant au « travailler plus pour ne pas gagner plus » et en privilégiant systématiquement la rente et la finance, la droite dévalorise et dégrade le travail. Nous reviendrons sur les dispositifs ayant dégradé les 35 heures et sur la remise en cause du repos dominical. Le droit des salariés à s'exprimer sur leurs conditions de travail devra être renforcé, dans le prolongement des lois Auroux. Les conditions de travail devront faire l'objet d'une concertation approfondie entre tous les acteurs (salariés, organisations syndicales, direction, employeurs, CE, CHSCT, médecins du travail ou CTP et CHS) et les cotisations sociales pourront être modulées en fonction de la signature d'un accord dédié : mieux dialoguer permettra de mieux travailler. La capacité de prévention et de contrôle des CHSCT et de la médecine du travail devra être renforcée, en améliorant l'indépendance et en renforçant leurs moyens. Des structures de référence, à l'échelle du bassin d'emploi, permettront de lutter contre la souffrance au travail dans les établissements de moins de 50 salariés. Le respect et l'extension des droits des salariés seront nécessairement accompagnés d'un renforcement des moyens de l'inspection du travail et du dispositif de sanctions (financières et pénales) permettant de les faire effectivement respecter. De même, les instances faisant vivre le paritarisme dans les fonctions publiques doivent être confortées.

**La question du partage des richesses au sein de l'entreprise mérite d'être aujourd'hui posée dans des termes nouveaux.** Les écarts

de rémunération ont atteint des proportions qui étaient déjà injustifiables et qui le sont devenus plus encore depuis la crise. Les dirigeants des groupes du CAC40 ont vu leurs salaires augmenter de 400% en 8 ans, quand les salaires des travailleurs du secteur privé ont timidement augmenté en moyenne de 3,5%. Nous retenons l'idée d'une proportionnalité entre les revenus à l'intérieur des entreprises. Nous proposons qu'au sein des entreprises qui ont une participation publique dans leur capital, les rémunérations soient comprises dans une échelle de l'ordre de 1 à 20. Dans les autres, l'assemblée générale des actionnaires, sur proposition du conseil d'administration, après consultation du comité d'entreprise, devra fixer ce ratio.

**La hausse des salaires reste l'objectif prioritaire.**

Nous instituerons une conférence salariale annuelle avec pour objectif de rééquilibrer le partage de la valeur ajoutée et des gains de productivité. Elle s'attachera à la réduction des écarts de rémunérations. Afin d'inciter à la revalorisation des salaires, nous souhaitons appliquer un système de bonus/malus aux cotisations des entreprises en fonction de la conclusion ou non d'un accord salarial. L'augmentation du SMIC demeure un levier fort de l'intervention publique afin d'améliorer les conditions de vie des salariés les plus modestes. Sa revalorisation sera au cœur de notre politique salariale après des années d'abandon par la droite. Dans le même esprit, il faudra enfin garantir l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

**L'emploi des jeunes, notamment le premier emploi, sésame aujourd'hui si difficile à obtenir quel que soit le diplôme, doit être facilité.**

Plutôt que par des contrats dédiés au rabais, type CPE, qui font des jeunes travailleurs des variables d'ajustement, cela passe par la mobilisation collective et coordonnée de tous les acteurs – puissance publique, entreprises, établissements de formation – afin de les accompagner au mieux dans leurs projets. Mais il est du rôle de l'État de permettre à chaque jeune de se consacrer pleinement à ses études. La création d'une allocation d'autonomie y concourra. Le diplôme reste la meilleure garantie pour obtenir un emploi stable. Les stages doivent être un complément à la formation. Ainsi, ils doivent être courts, rémunérés, intégrés dans le cursus et en aucun cas être des emplois déguisés. Pour protéger les jeunes dans leur parcours d'insertion vers un emploi durable, une aide à la recherche du premier emploi et à la création d'entreprise doit être mise en place. Ce sont autant de leviers, avec le droit à l'autonomie, pour libérer le formidable potentiel d'énergie, d'innovation et de richesse de la jeunesse, au profit des jeunes travailleurs et de l'économie toute entière.

**L'entreprise est le lieu principal de la création de richesse et un « bien social » dont toutes les parties prenantes ont chacune leur mot à dire sur les grandes orientations.** On ne peut pas se plaindre constamment de l'absence de dialogue et ne pas se donner les moyens de le renforcer. À cet égard, la démocratie sociale doit être renforcée – ou instaurée, dans les TPE, par la mutualisation des structures au niveau du bassin d'emploi. Nous souhaitons notamment que les

instances représentatives du personnel aient enfin accès à une information loyale et régulière sur la situation, les grandes politiques ou les projets de leur entreprise. Dans notre vision de l'entreprise, les salariés ont également vocation à être présents dans les instances de décision. Nous proposons d'aller vers la généralisation de la présence des représentants des salariés dans les conseils de surveillance des entreprises (ce qui passe par la généralisation du modèle avec conseil de surveillance et directoire). Il nous faut également réfléchir au meilleur moyen d'associer des représentants des intérêts territoriaux et environnementaux. Nous sommes convaincus que la meilleure prise en compte des différentes parties prenantes des entreprises permettra une compétitivité renforcée dans le temps.

Un pan entier de l'économie française offre des perspectives en matière de pouvoir dans l'entreprise, de partage des richesses et de conditions de travail : c'est **l'économie sociale et solidaire (ESS)**. Celle-ci représente déjà près de 10% de l'emploi salarié national hors agriculture et 8% des salaires en France en regroupant des statuts et des secteurs d'activités très hétéroclites. Ces associations, coopératives, mutuelles ou fondations s'organisent démocratiquement avec l'objectif de répondre à des besoins sociaux plutôt que de faire du profit, et mettent davantage l'accent sur la rémunération du travail que sur celle du capital. Nous souhaitons encourager l'essor de l'ESS, en facilitant et en protégeant la reprise d'entreprise par les salariés sous forme de SCOP (Société coopérative de production) ou en favorisant l'émergence de SCOP dans les secteurs stratégiques qui doivent être mis à l'abri de toute OPA. Plus généralement, avec toutes les structures du tiers secteur, nous voulons passer d'une logique de subvention à une logique de régulation stratégique et d'investissement, par exemple en créant une fonction de banque de l'entrepreneuriat social. La crise actuelle et les remises en cause qu'elle provoque peuvent permettre à l'ESS de renaître comme l'un des piliers de notre nouveau modèle de développement. Le mouvement coopératif remet l'homme au centre de l'économie sans renoncer à la performance.

## **B. La société de la création plutôt que la tyrannie de la finance**

**Le nouveau modèle implique de rompre avec la course à la pseudo-performance.** Les indicateurs de « performance » que nous utilisons aujourd'hui, à toutes les échelles – le PIB pour un pays ou une région, le cours boursier pour une entreprise cotée (ou même, pour toutes, le seul chiffre d'affaires), la quantité d'actes de service public, le nombre de tâches effectuées par un travailleur - sont au mieux incomplets, au pire pervers et contre-productifs. Dans le secteur privé, les quelques indicateurs retenus par le capitalisme actionnarial pour mesurer la performance de l'entreprise, privilégiant la rentabilité financière et exerçant une pression écrasante à la baisse des coûts de production, à commencer par les postes et les salaires, ne tiennent pas compte de sa politique sociale et environnementale, ni de son respect du territoire où elle est implantée. C'est le cas, aussi, par exemple en matière de sécurité, où les objectifs quantitatifs conduisent les policiers et les gendarmes à « faire du chiffre » au détriment de leur véritable métier, qui

est de lutter contre l'insécurité et la délinquance. Loin d'être neutres, ces indicateurs déterminent, malgré nous notre société sans qu'ils aient été démocratiquement discutés et choisis : c'est une société dans laquelle ce qui compte, c'est d'avoir toujours plus dans le court terme, au lieu de favoriser le progrès social et écologique.

**Nous ne reconstruirons une économie forte qu'en changeant de logique. Cela veut dire commencer par remettre la finance au service de l'économie réelle et réorienter le financement privé et l'épargne vers des investissements à long terme.**

**Une réforme d'ensemble du système financier est donc une priorité essentielle.** Pour y parvenir, les produits dérivés devront être limités, la régulation du secteur bancaire devra être renforcée (notamment par le durcissement des « ratios prudentiels »), les organes de contrôle et de supervision étoffés. Les produits financiers les plus exotiques doivent être interdits, à l'image, non exclusive, des titres qui utilisent des multiplicateurs ou encore des options qui ne requièrent aucune mise de fond. Des taxes annuelles devront être établies à la fois pour limiter les bonus, qui atteignent des montants indécents (la droite ayant échoué à enrayer le phénomène), et les produits financiers qui créent un risque systémique. Au-delà des mesures techniques, il est aujourd'hui souhaitable, comme l'a proposé le Président Obama (plan Volcker), de limiter la taille des établissements qui conduisent des activités spéculatives et de séparer les activités de dépôt et d'investissement. Nous devons aussi inciter les banques à se réorienter vers le financement de proximité de l'économie, notamment des PME, et à participer à l'effort de reconversion de notre économie. Il est, par ailleurs, déraisonnable de laisser les banques évaluer elles-mêmes le niveau de risque de leurs actifs, sachant que la collectivité doit in fine assumer leur risque de faillite. Nous proposons d'établir en Europe une agence de notation publique sous l'égide de l'Eurogroupe. Pour limiter la spéculation et financer le développement et la transition écologique, nous sommes favorables à l'instauration d'une taxe sur les transactions financières (taxe Tobin). C'est une autre manière d'inciter les capitaux à se tourner vers des investissements productifs de long terme plutôt que vers une rentabilité immédiate.

C'est dans cette perspective aussi que nous **relancerons l'innovation et la création.** Les innovations qui comptent émergent presque toujours au croisement de plusieurs métiers et domaines de connaissance. Nous devons lever les barrières, favoriser toutes les formes de collaboration. Les pôles de compétitivité ont, pour les meilleurs d'entre eux, commencé à le faire, mais ils demeurent souvent trop étroitement sectoriels et trop exclusivement focalisés sur l'innovation à vocation économique. Nous devons encourager d'étroites coopérations entre la recherche publique et la recherche privée, dans le respect des missions de chacun, en toute indépendance et sans faire des laboratoires publics des sous-traitants des entreprises. Nos entreprises doivent enfin reconnaître, en leur donnant toute leur place en leur sein, les talents et qualifications scientifiques,

en particulier des docteurs, dont la formation leur permet d'être des « passeurs de recherche » entre elles et les laboratoires. Plus largement, nous devons construire des "écosystèmes" d'innovation, lieux d'échange et de partage : innovateurs qui expérimentent, chercheurs et universitaires qui réfléchissent et explorent, consultants, acteurs publics qui fixent des objectifs (sociaux, sanitaires, environnementaux...), capital-risque pour financer et aider à définir les projets à vocation économique.

**La fiscalité sera un outil majeur pour cette réorientation de la finance vers l'économie et de l'économie vers la création, l'innovation et la valorisation du travail.** Nous pensons que la bonne imposition des entreprises est celle qui contribue à favoriser l'investissement et les fonds propres et dissuade la distribution de revenus exorbitants du capital aux actionnaires. D'où la proposition de moduler le taux de l'impôt sur les sociétés selon que les bénéfices sont réinvestis ou distribués sous forme de dividendes ou de rachats d'actions. Au-delà, depuis quelques années, force est de constater que le taux effectif d'imposition des grandes sociétés françaises reste très inférieur au taux nominal de l'impôt sur les sociétés et se situe aujourd'hui autour de 13%. Les entreprises moyennes acquittent en pourcentage plus que celles-ci, or ce sont elles qui embauchent et dont on doit encourager la croissance.

**Il nous faudra remettre en cause l'ensemble des régimes fiscaux dérogatoires qui sont venus terriblement compliquer le code général des impôts.** La droite, de ce point de vue, agit de façon bien incohérente : elle, qui a si fortement critiqué la gauche au pouvoir, s'est montrée particulièrement zélée dans le domaine de la création d'usines à gaz fiscales ! Au final, la multiplication des niches fiscales permet des diminutions souvent injustifiées, et en tout cas non évaluées, de l'imposition due par certaines entreprises. Certains mécanismes mériteraient d'être réexaminés, comme le dispositif du crédit impôt recherche, qui bénéficie, pour des montants importants, en priorité aux entreprises les plus profitables, et insuffisamment aux entreprises petites et moyennes, lesquelles auraient pourtant le plus besoin d'être accompagnées dans leurs efforts de recherche et de développement. D'une manière générale, nous proposons une concentration des avantages fiscaux vers les PME, les entreprises les plus en difficulté et celles susceptibles de créer le plus d'emplois. D'où la proposition consistant à élargir la part des bénéfices des PME-PMI pouvant bénéficier du taux réduit d'imposition des bénéfices. **La notation des entreprises** est un autre enjeu important. Nous proposerons de créer de nouvelles normes comptables européennes qui intégreront l'empreinte écologique et les critères sociaux (structure de l'emploi, niveau des rémunérations...) dans le bilan des entreprises avec une obligation de bilan, pays par pays, pour les multinationales.

### **C. Préserver l'environnement : produire différemment pour répondre au défi de l'écologie**

Poursuivre dans la voie de notre modèle de production actuel conduira, à très court terme, à des catastrophes sanitaires, environnementales et humaines, dont les conséquences économiques

et sociales seraient pires encore que l'inaction et le laisser-faire. Face à cette crise qui menace l'humanité, nos modes de production et de consommation doivent changer. Le progrès scientifique et technique ne suffira pas, seul, à faire face aux défis.

**À l'inverse, la prise en compte de ces périls appelle un modèle de production qui réduise notre empreinte écologique en étant moins gourmand en énergie et en matières premières.** Il faut accélérer le « découplage » entre la croissance et ses impacts environnementaux. C'est aussi un formidable levier pour réorienter une économie qui n'assure plus la prospérité et le plein emploi comme par le passé. Le développement des circuits courts ou l'économie de la « fonctionnalité » peuvent donner lieu à la création de très nombreux emplois. Dans un monde dont les ressources naturelles sont limitées, nous croyons à un autre modèle de production : **l'éco-production.**

**L'éco-production doit tout d'abord être économe en ressources naturelles épuisables** et valoriser de manière croissante les matières aujourd'hui peu exploitées (biogaz, biomasse, déchets, etc.).

**Elle doit se fonder sur la qualité, l'utilité, la durabilité des produits.** L'objectif ne doit plus être de vendre toujours plus de produits, mais d'augmenter leur durée de vie et d'utilisation. Ainsi, les producteurs auront intérêt à augmenter cette durée de vie et à faciliter la « réparabilité » des produits. Pour favoriser **ces nouvelles méthodes de production**, la commande publique sera soumise à une notation social-écologique des entreprises. Assurée par une agence publique, cette notation prendra en compte l'empreinte écologique de la production et les pratiques sociales de l'entreprise. Ce sera un critère d'éligibilité pour l'ensemble des appels d'offre publics.

Les socialistes **croient dans les vertus de la fiscalité pour accélérer les indispensables changements de comportement environnementaux.** Cependant, une telle fiscalité n'est acceptable que si elle tient compte, elle aussi, des facultés contributives des ménages. Nous souhaitons généraliser le principe de l'éco-conditionnalité au plus grand nombre de financements ou soutiens publics : éco-conditionnalité des allègements de charges pour les entreprises et une TVA éco-modulable. La TVA pourra faire l'objet de baisses ciblées en fonction de critères environnementaux. Cette mesure est à articuler avec la mise en place d'une contribution climat-énergie ambitieuse et redistributive sur critères de revenus et non de consommation. Nous refusons la taxe carbone Sarkozy, injuste et inefficace. Mais une contribution climat-énergie efficace et englobant l'électricité pourrait être mise en place et compensée par une « prime pour l'environnement » plus élevée, réservée aux ménages modestes et aux revenus moyens (dont le budget est plus dépendant du prix de l'énergie), ce qui est réalisable dans le cadre de la réforme de la fiscalité des revenus que nous proposons.

**Ce nouveau modèle de production redonnera du pouvoir d'achat au consommateur.** Aujourd'hui, l'obsolescence programmée des produits (télévisions, téléphones et ordinateurs notamment),

impose un cycle très rapide de remplacement des biens, érodant d'autant le pouvoir d'achat au détriment des services, de la culture et des loisirs. Un effort particulier en matière d'information des consommateurs devra d'ailleurs être fait, qui leur permette de retrouver du pouvoir et une véritable liberté de choix. La « vérité des coûts » doit devenir la norme : quel coût social est inclus dans ce que j'achète ? Quel coût environnemental ? Quelle durabilité puis-je en attendre ? L'éco-labellisation et l'éco-certification devront être rationalisés et développés. Le système des forfaits (téléphone, internet, télévision), qui enferment les consommateurs pour des durées que rien ne justifie, devra être redéfini. S'agissant de l'eau et de l'énergie, la puissance publique doit retrouver sa capacité à mettre en œuvre des politiques tarifaires assurant l'égal accès de tous à ces biens publics indispensables.

#### **D. Un nouveau contrat avec le monde et un nouveau contrat social européen pour une mondialisation solidaire et maîtrisée**

**Un nouveau contrat social avec l'Europe**  
**L'Europe, les peuples qui la composent, les citoyens qui la font vivre, sont inquiets.** La discorde entre États membres mine sa capacité à sortir de la crise et à trouver un nouveau souffle. L'Union européenne s'applique depuis quelques années à elle-même des concepts économiques contestables et oublie ses intérêts fondamentaux. Nous, socialistes, sommes porteurs depuis les origines de l'idéal européen, un idéal fondé sur la volonté de régler dans la paix et la démocratie les différends entre nations, de rechercher une prospérité partagée, de défendre un modèle social et même de civilisation.

Le modèle économique et monétaire européen ne sera ni viable ni partagé tant qu'il reposera sur la concurrence fiscale et sociale dans le marché intérieur et sur la modération salariale comme stratégie de compétitivité pour les États membres. Il faudra rechercher avec nos partenaires allemands une attitude plus coopérative.

Donner un nouveau souffle politique à l'Europe implique d'engager une nouvelle étape dans la coopération entre les socialistes européens. **C'est pourquoi, nous proposons un nouveau contrat social européen.** Nous voulons donc porter, avec nos partenaires sociaux-démocrates européens, une philosophie économique réorientée, volontariste et pragmatique en Europe.

Nous voulons passer de la gouvernance faible à un véritable gouvernement économique européen. Nous voulons mettre au cœur des politiques et des stratégies de croissance européenne le nouveau modèle de développement économique, écologique et social que nous appelons de nos vœux. C'est l'enjeu de la déclaration de principe que nous proposons d'élaborer avec les socialistes européens. Cela supposera aussi de mener une politique fondée sur la coordination des politiques nationales et le refus des stratégies non-coopératives. Sans rouvrir le débat institutionnel, nous proposerons des inflexions importantes et la renégociation de directives contestables. Le gouvernement économique appelle, par exemple, de nouvelles impulsions *via* un budget communautaire

notablement augmenté. Il exige que la politique monétaire prenne en compte parmi ses objectifs la croissance et l'emploi et non plus seulement la stabilité des prix. Il est temps de tirer les conséquences inéluctables de l'instauration de l'euro. Nous avons une monnaie unique ; il nous faut désormais un véritable budget fédéral, appuyé sur un impôt européen et sur une capacité d'emprunt de l'Union, pour mettre en œuvre des projets structurants d'intérêt européen, avec la création de titres de dette européens. Cette politique économique sera complétée par de nouvelles règles évitant que les dépenses d'avenir (éducation, santé, recherche, infrastructures...) soient traitées de la même façon que les dépenses courantes pour apprécier le respect du pacte de stabilité.

**Nous proposons aussi la mise en place d'un mécanisme européen de stabilité financière,** permettant de doter la zone euro d'un véritable instrument de solidarité, un Fonds monétaire européen, pour protéger les États membres en difficulté des spéculateurs, et d'intégrer la croissance, l'emploi et la convergence sociale comme objectifs au même titre que les aspects monétaires et financiers. Cette nouvelle politique économique européenne repose aussi la question fondamentale d'une véritable politique industrielle et commerciale européenne évoquée précédemment.

#### **Pour une mondialisation solidaire et maîtrisée**

Dans les pays développés, la mondialisation libérale entraîne souvent la désindustrialisation, des délocalisations et la remise en cause des progrès sociaux issus des Trente Glorieuses. Dans les pays en développement, les politiques commerciales adoptées par les pays du Nord suscitent également la colère et l'inquiétude. Si de nombreux pays connaissent le décollage économique, cela se fait souvent en laissant de côté et dans la pauvreté des pans entiers des peuples.

#### **Les socialistes veulent imposer une autre conception de l'échange international, qui remplace le commerce au service du développement, de la justice et du progrès.**

C'est dans le cadre européen que doit être conclu ce nouveau contrat pour une mondialisation solidaire et régulée. Son objet consistera à substituer au libre-échange, principe structurant du système commercial actuel, le juste échange, c'est-à-dire un système commercial régulé, loyal et équitable, respectueux des hommes et de l'environnement. L'essor des échanges commerciaux internationaux n'a de sens que s'il contribue au développement économique, à l'emploi, à l'élévation du niveau social, des conditions de travail et de rémunération dans les pays qui y prennent part. Il doit s'accompagner de la promotion du travail décent et d'un véritable respect des droits des travailleurs et des droits syndicaux.

**La refonte du système commercial international passe d'abord par une bataille des normes au service d'un nouveau modèle de développement à l'échelle internationale.** Malgré le dogme du libre-échange, tous les pays ont conservé en pratique de nombreuses barrières tarifaires, normatives ou techniques. L'échange doit devenir

plus équitable : l'ouverture doit se faire sur la base de la réciprocité, ce qui exige de lutter contre les nouvelles formes de dumping fiscal, monétaire, social et environnemental. Dans ce but, les normes internationales en matière de santé publique, de droit du travail, de protection de l'environnement ou de diversité culturelle doivent être mieux respectées, et les « labels » éthiques et environnementaux doivent être développés sous l'égide et le contrôle de la puissance publique. Les normes sociales, sanitaires, culturelles et environnementales doivent acquérir une valeur juridique qui les rende opposables aux principes du libre commerce dans le cadre de l'OMC. À plus long terme, l'OMC devrait être soumise à l'ordre juridique de l'ONU et un « Conseil de Sécurité Économique », chargé d'arbitrer les conflits de normes internationales, devra assurer la primauté des normes non marchandes pour garantir le progrès social et humain.

**Nous devons passer du « libre-échange » au « juste échange ».** Là où des filières économiques sont menacées de disparaître ou en cas de non réciprocité des règles d'accès aux marchés avec nos partenaires commerciaux, la mise en place de tarifs extérieurs communs spécifiques, comme il en existait à l'origine des Communautés européennes, pour des durées limitées, ainsi que des mesures de sauvegarde, sont des outils qu'il faut nous réapproprier. Pour en finir avec le dumping social et environnemental, nous proposerons au niveau européen une nouvelle politique commerciale de « contributions sociales et environnementales » (contribution climat-énergie aux frontières, mesures antidumping), appliquées aussi longtemps que nécessaire pour rétablir les conditions d'un « juste échange » entre les grands ensembles régionaux. En prenant en compte la situation des pays les plus pauvres, elles permettront de favoriser les productions respectueuses de l'environnement et des normes sociales partout dans le monde. Le produit de ces droits ira alimenter un budget européen consacré à la coopération et au développement.

**L'OMC et l'Union européenne doivent replacer le commerce au service du développement des pays les plus pauvres,** soumis à une libéralisation trop rapide des échanges qu'ils ne sont pas en mesure d'affronter. La négociation des Accords de Partenariat Économique (APE) avec les pays les moins avancés doit être remise à plat. Les clauses de sauvegarde, les clauses d'industrie naissante et les périodes de transition doivent être maintenues suffisamment longtemps pour accompagner la diversification des économies en développement. Les États-Unis et l'Europe doivent également garantir aux pays les plus dépendants de leurs exportations dans ces domaines un accès effectif au marché. Concernant l'aide au développement, tous les pays développés doivent maintenir l'objectif de 0,7% du PIB consacré à l'Aide Publique au Développement (APD). En France, la droite a largement manipulé les chiffres officiels, qui sont très supérieurs à la réalité de l'aide. Nous voulons augmenter la part et le volume des dons au détriment des prêts.

**Les paradis fiscaux jouent un rôle parasitaire majeur dans le développement des pays du**

**Sud.** Les multinationales utilisent les transactions entre leurs propres filiales pour y déplacer leurs profits, qui échappent de fait à toute taxation. La transparence doit être fortement accrue, à la fois sur les territoires « à risque » en matière de blanchiment d'argent, de régulation bancaire et de fiscalité, et sur les acteurs qui bénéficient des services des paradis fiscaux. Le secret bancaire devra être interdit dans l'Union européenne pour permettre à l'Europe d'obtenir sa disparition progressive dans tous les États qui vivent de l'évasion et de la fraude fiscale.

**La question agricole et alimentaire devra faire l'objet d'une attention spécifique.** Le Nord dispose des moyens réglementaires et technologiques pour empêcher les périodes de pénuries et l'envolée des prix alimentaires qui interviennent désormais régulièrement, comme lors des « émeutes de la faim » en 2007. La réforme de la FAO, la diffusion des technologies agricoles et la fin de la spéculation sur les denrées alimentaires constituent un préalable à l'amorce d'un juste échange entre le Nord et le Sud.

**Pour l'Europe, un espace pertinent de coopération se dessine : celui de la coopération euro-méditerranéenne et, au-delà, euro-africaine.** Un tel ensemble de 2,5 milliards d'individus pourrait agir de manière décisive en faveur d'une mondialisation plus juste et peser dans les négociations commerciales internationales pour l'élévation des normes sociales et écologiques.

### **3) Comment distribuer ? La justice et la solidarité au cœur du nouveau modèle**

Nous voulons mettre la fiscalité au service du nouveau modèle, d'une meilleure croissance, de la justice sociale et du développement durable. L'économie de l'innovation et de la connaissance, la société du vivre-ensemble et la social-écologie doivent guider notre révolution fiscale.

#### **A. Mieux partager les richesses : une révolution fiscale**

**Notre fiscalité est aujourd'hui totalement inapte à remplir les fonctions de redistribution et d'orientation des choix des agents économiques qui sont normalement les siennes.** De plus en plus, notre système favorise la rente au détriment du travail et de l'esprit d'entreprise : injuste socialement, il s'avère aussi économiquement inefficace. L'impôt doit favoriser une meilleure répartition des richesses dans notre pays. Il doit ainsi permettre que les cartes soient un minimum rebattues à chaque génération. Or la concentration du patrimoine en France est, sans commune mesure, supérieure à celle des revenus.

**Les mesures fiscales de la droite ont accentué l'injustice du système.** En 2009, 16 350 contribuables ont bénéficié du bouclier fiscal, pour une restitution moyenne de 35 814 euros par personne. Les mille contribuables les plus favorisés ont touché un chèque moyen de 316 000 euros. L'ensemble des mesures injustes de la droite seront supprimées, à commencer par le bouclier fiscal. **La mise en place d'une fiscalité écologique,** notamment la contribution climat-énergie, sera un élément clef de cette révolution fiscale.

## **Un grand impôt citoyen sur le revenu**

**La taxation fiscale et sociale des revenus du travail a perdu l'essentiel de son caractère redistributif**, alors même que l'autre grande composante de la fiscalité, l'impôt sur la consommation (TVA, TIPP), pèse beaucoup moins sur les hauts revenus que sur les plus modestes, malgré un taux en apparence égal pour tous. La gauche doit s'attacher à rétablir une véritable progressivité de l'imposition des revenus d'activité par une fusion des prélèvements, afin de favoriser les revenus modestes et moyens. Le barème retenu devra pleinement tenir compte de l'extrême concentration de ces revenus : 10 % des Français perçoivent le quart des revenus d'activité, les deux tiers des revenus du patrimoine et plus de 80 % des revenus exceptionnels (plus-values de valeurs mobilières, pour l'essentiel).

Notre principe directeur est que la redistribution s'opère par la progressivité. La réforme d'envergure que nous préconisons passe donc par la **fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG pour constituer un seul impôt progressif, prélevé à la source**. Cette fusion permettrait à l'impôt sur le revenu de peser plus qu'aujourd'hui dans les ressources fiscales de l'État. Le nouvel impôt devrait être rendu plus progressif que l'actuelle combinaison de l'impôt sur le revenu et de la CSG.

## **Nos concitoyens sont les victimes de la complexité et du manque de lisibilité de l'ensemble des impositions sur le revenu.**

Ils mesurent mal le poids respectif de chacune, et ils considèrent, parfois à raison, que la contribution de chacun n'est pas ajustée à son revenu. Cette réforme permettrait également d'intégrer et de refonder l'ensemble des dispositifs du RSA (Revenu de solidarité active) et de la PPE (Prime pour l'emploi) sous forme de crédits d'impôt.

Afin de moderniser l'impôt et de le mettre en phase avec des évolutions sociologiques importantes, dues notamment à l'accroissement du travail des femmes dans notre société, nous souhaitons aller vers une **individualisation progressive de l'impôt et des prestations sociales**, qui est la condition nécessaire de l'instauration du prélèvement à la source. Nos concitoyens y gagneront en simplicité et en facilité de paiement. Le prélèvement à la source, qui permet le versement de revenus nets d'impôt, est d'autant plus souhaitable que nombre de nos concitoyens connaissent des évolutions et ruptures professionnelles plus fréquentes que par le passé.

## **En résumé, nous sommes persuadés qu'un ensemble de réformes s'impose afin de mettre en place un véritable impôt citoyen sur le revenu.**

Accompagnant les choix familiaux, simplifiant le maquis des différents prélèvements et assurant une plus grande justice, cet impôt permettrait de rétablir plus de solidarité et d'égalité devant le prélèvement fiscal et social, sans alourdissement de son poids global.

Pour les personnes à très hauts revenus cumulant le bénéfice des niches fiscales, une imposition minimale alternative, ou un réel plafonnement des niches, devra être instauré : il n'est pas acceptable qu'un contribuable aisé puisse réduire très fortement son impôt voire y échapper grâce à ces dispositifs dérogatoires.

## **Faire participer le capital à la solidarité nationale**

**La justice sociale impose également de remédier à une aberration : la taxation des revenus du patrimoine est beaucoup plus faible que celle des revenus du travail.** Dans une économie mondialisée, la volatilité des capitaux est une réalité. Pour autant, contrairement aux discours de la droite, elle ne justifie pas la réduction systématique des prélèvements sur les revenus financiers ou sur les plus-values de cession de valeurs mobilières. Aux argumentaires irrationnels sur les risques de délocalisation des patrimoines et des contribuables, il faut opposer une approche fondée sur les comparaisons internationales, qui montrent que la France ne fait pas partie des pays qui font fuir les capitaux, qu'ils soient nationaux ou internationaux. Une marge de manœuvre existe : elle doit être pleinement utilisée.

## **Il faudra rétablir une véritable imposition du patrimoine, via une refondation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), qui a été progressivement vidé de son sens par les réformes successives de la droite.**

L'imposition sur les successions a connu une évolution parallèle. La droite, en décidant l'exonération de 95 % des successions, alors que 75 % échappaient auparavant à l'impôt, a mis en place un système qui généralise la transmission, à la génération suivante, des patrimoines eux-mêmes hérités. Les inégalités de patrimoine sont, dès lors, reconduites de génération en génération, sans limitation dans le temps, et même accrues, puisque ces patrimoines sont fréquemment productifs de revenus. Nous sommes donc favorables à la remise à plat de l'imposition des successions, afin qu'elle cesse de constituer un obstacle à l'égalité. Pour empêcher la constitution d'une société de rentiers, les successions les plus importantes devraient être soumises à des droits plus élevés que cela n'est désormais le cas à la suite des réformes de Nicolas Sarkozy. Il faut faire en sorte qu'un impôt juste et bien calibré soit acquitté par les héritiers fortunés au moment où les très grosses fortunes et les patrimoines les plus importants changent de mains.

**La lutte contre l'évasion et la fraude fiscales des particuliers et des entreprises**, notamment multinationales, sera également au cœur de notre révolution fiscale. Nous ne pouvons nous permettre un manque à gagner évalué, en 2006, entre 42 et 51 milliards d'euros par an.

## **Une fiscalité locale juste**

**L'injustice fiscale sera également combattue en matière d'impôts locaux.** Le préalable à toute réforme est la diminution des inégalités entre territoires par une péréquation entre collectivités. La fiscalité locale devra également garantir l'autonomie des collectivités territoriales, ainsi que des ressources suffisantes et durables. Pour mettre en œuvre ces principes, nous proposons : l'équilibre entre les impôts qui pèsent sur les entreprises et sur les ménages, alors que la réforme du gouvernement pénalise ces derniers ; pour les taxes pesant sur les ménages, une plus grande justice ; pour l'impôt économique, le maintien du lien avec le territoire. En outre, la progressivité de la fiscalité sur les plus-values foncières et immobilières pour lutter contre la spéculation sera introduite.

## **Le nécessaire redressement des comptes publics**

**Cette nouvelle politique fiscale couplée à une politique de retour à une croissance durable et sélective permettra d'engager le nécessaire redressement des comptes publics.** Les socialistes sont favorables à des politiques budgétaires contracycliques. Comme l'illustre la crise actuelle, l'État doit pouvoir financer les politiques de relance nécessaires pour contrer les récessions, en mobilisant, le cas échéant par l'emprunt, l'épargne excédentaire. Il doit maintenir sa capacité à investir pour l'avenir. Réciproquement, lorsque l'économie retrouve la croissance, les excédents doivent être affectés au désendettement.

**L'efficacité de l'outil budgétaire, déjà amoindrie par le poids du paiement des intérêts, finira par disparaître si les comptes publics ne sont pas assainis.** Au surplus, prélever chaque année 40 milliards d'euros d'impôts sur la collectivité nationale pour rémunérer le capital emprunté par l'État conduit à une redistribution à l'envers massive, non seulement entre les classes sociales, mais aussi entre les générations.

**Le retour à l'équilibre budgétaire en période de croissance et la réduction de la dette publique comme de la dette sociale, qui pèsent sur les générations futures et grèvent le financement des services publics comme des dépenses d'avenir, s'imposent donc comme un objectif.**

**Notre politique permettra le retour de la croissance, qui améliorera la situation des finances publiques.** Et nous accompagnerons ce retour de la croissance d'un plan de désendettement. Le financement de nos politiques nouvelles et ce nécessaire redressement des comptes publics supposeront la mobilisation de nouvelles ressources : notamment la suppression des mesures fiscales de la droite à commencer par le bouclier fiscal, la suppression d'une partie des niches fiscales et sociales et l'élévation de la fiscalité sur le patrimoine.

Avec une politique fiscale plus juste et mieux répartie, avec des politiques publiques recentrées autour des priorités d'avenir et de la réduction des inégalités, nous rendrons confiance dans l'action publique et nous assainirons les finances publiques.

## **B. Restaurer la puissance publique : des services publics personnalisés et universels**

**Après avoir tenté de délégitimer l'action publique, la droite en a redécouvert les vertus à l'occasion de la crise.** Pourtant elle continue à l'affaiblir avec la Révision générale des politiques publiques (RGPP), avec la « réforme » de la carte scolaire et des cartes judiciaire, hospitalière, militaire, avec sa politique budgétaire, avec le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Facteur central de justice et de cohésion sociale, l'action publique est, et demeurera décisive dans le nouveau modèle. Les Français ne s'y trompent pas : ils savent ou pressentent que l'action publique est le rempart le plus efficace contre les dérives capricieuses, aléatoires et imprévisibles du marché. Mais ils ne veulent plus d'un État et d'un système public à l'ancienne qu'ils voient comme trop

lointain, trop tourné vers lui-même et incapable de proposer une prise en charge personnalisée.

**Répondre à ces attentes implique de redéfinir le rôle de la puissance publique.** Il faut un plan d'action pour l'État qui ne s'enferme pas dans une logique comptable mais recherche la qualité des services pour les usagers, favorise l'évaluation, l'autonomie de gestion et la négociation sociale. L'État dans le modèle de développement que nous souhaitons n'est pas un dogme : ici il remettra en cause les corporatismes, là il développera la démocratie en associant les agents et les usagers à la définition des services, là il remplira son devoir de planification (renouvellement urbain, environnement et énergie...) à long terme. À titre d'exemple, selon les secteurs et les situations, les nationalisations partielles ou temporaires, garantissant un contrôle public, peuvent constituer un levier efficace et juste, comme nous l'avons vu récemment dans certains pays, à la faveur de la crise bancaire et financière.

**L'État devra aussi développer une action partenariale et complémentaire avec les collectivités locales.** Elles sont constitutives de la puissance publique dont nous voulons le renouveau. Elles représentent, rappelons-le, les trois quarts de l'investissement public pour seulement 10% de la dette, alors qu'elles doivent développer des politiques au-delà de leurs compétences pour compenser l'État ou répondre à ses sollicitations. L'enjeu est aujourd'hui d'achever la décentralisation, notamment en terminant la carte des intercommunalités pour reconnaître pleinement le fait urbain et pour construire enfin une ruralité moderne.

**Pour davantage d'égalité, nous avons besoin de protections sociales refondées et de services publics renforcés.** Pour y parvenir, il faut passer à un nouveau modèle : **les services publics personnalisés.** Cela veut dire des services publics capables d'apporter des réponses individualisées, tenant compte des attentes des usagers, de leurs situations voire de leur capacité à coproduire certains services et, plus globalement, répondant aux aspirations de la société à construire démocratiquement son avenir.

Les exemples étrangers peuvent nous nourrir, comme ces programmes qui permettent aux personnes dépendantes de coproduire leur dispositif d'aide et d'en gérer elles-mêmes le budget, tout en s'inscrivant dans un dispositif de médiation qui assure la cohérence du système avec les objectifs fixés par la collectivité. Cela veut dire aussi redéfinir le périmètre d'intervention de l'action publique, avec une conception vivante de celle-ci : dans les services publics, il faut permettre le passage d'un mode de gouvernance et de financement à un autre en fonction de la banalisation voire de l'obsolescence de certains services (la cabine téléphonique) et de l'émergence de nouveaux besoins vitaux (la connexion Internet). En matière d'expertise publique, nous souhaitons la création d'un pôle national d'expertise et d'étude, au service des territoires, pour les assister dans des domaines aussi variés que l'eau, le transport, l'environnement ou la santé.

**Pour davantage d'égalité, les services publics doivent s'adapter aux territoires et mieux répondre aux besoins des usagers.** Les territoires ruraux et périurbains défavorisés doivent faire l'objet d'une garantie de maintien des services publics qui, tout en les adaptant, assure l'égalité d'accès aux services de santé, d'éducation, de sécurité, de justice ou d'accueil de la petite enfance. Cela passe notamment par la mise en œuvre de normes de délais d'accès maximums.

**Nous souhaitons un système de protections sociales dynamiques, qui répare et protège les Français contre les accidents de la vie et, surtout, qui les prépare et les accompagne tout au long de leur existence.** Cela implique d'organiser la prise en charge collective des nouveaux besoins, sans abandonner les protections traditionnelles organisées autour des 5 branches - famille, santé, retraites, chômage, accidents du travail et maladies professionnelles.

**L'accueil de la petite enfance est au premier rang de ces nouveaux besoins.** Le système actuel, construit autour du concept de « libre choix », est injuste en ce qu'il conduit trop de femmes à revenus modestes à cesser leur activité pour garder leur enfant, alors que les crèches et *a fortiori* les gardes à domicile ne sont pas accessibles à tous. C'est pourquoi nous souhaitons mettre en place un véritable service public de la petite enfance, avec un objectif précis : que d'ici dix ans, la majorité des enfants puisse être pris en charge dès leur plus jeune âge. C'est décisif pour l'égalité et pour le droit des femmes.

De même, **la prise en charge solidaire des situations de handicap et de perte d'autonomie devra faire partie des nouvelles protections.** Les réponses en la matière demeurent insuffisantes dans des domaines essentiels comme l'éducation et la petite enfance, l'emploi ou l'accessibilité. La charge de la perte d'autonomie, quel que soit l'âge, ne doit pas incomber l'individu ou à sa famille : c'est à la société de l'assurer de manière solidaire, en reconnaissant le droit à la compensation de la perte d'autonomie tout au long de la vie.

Les problèmes – aujourd'hui majeurs - de financement de la protection sociale devront trouver une solution non pas dans le moins de protection sociale, mais dans **un effort mieux partagé de financement** et dans une **préférence systématique pour la prévention** par rapport à la réparation, plus coûteuse. Cette priorité donnée à la prévention doit nous amener à repenser **l'organisation de notre système sanitaire** en faisant du médecin de premier recours, le pivot du système et en favorisant le suivi régulier de certaines populations (comme c'est le cas pour les nouveaux-nés). Dans ce cadre, l'introduction d'un mode de rémunération forfaitaire, à côté du paiement à l'acte, est indispensable. Nous assurerons une meilleure couverture médicale de l'ensemble du territoire, notamment en milieu rural et dans les quartiers, ce qui suppose de réguler l'installation des nouveaux médecins. L'hôpital public constitue un levier précieux pour garantir l'égalité d'accès aux soins. Cela suppose, après des années de maltraitance par la droite, de renforcer ses moyens

et d'envisager un mode de financement équitable. Enfin, si l'équilibre des comptes sociaux ne doit pas être une obsession de court terme, l'utilité sociale de chaque dépense doit être évaluée au regard d'indicateurs précis. L'amélioration de l'état des comptes sociaux sous le gouvernement Jospin prouve qu'il est possible d'en rétablir l'équilibre en améliorant les protections.

**L'allongement de la durée de la vie est une chance, un progrès, que nous devons intégrer au modèle de développement que nous souhaitons.**

Notre système de retraites par répartition, basé sur la solidarité entre les générations, est au cœur du modèle social de notre pays et doit être défendu. Nous ne voulons pas de la paupérisation en cours des aînés, et nous devons répondre à des besoins de financement importants. Cela implique l'introduction de nouvelles ressources dans le système. Alors que la droite n'a jamais pris d'initiative sur ce plan, les possibilités ne manquent pas : élargissement de l'assiette des cotisations à la valeur ajoutée, contribution accrue sur les revenus financiers, prélèvement de cotisations sur les stock-options et autres rémunérations non assujetties, alimentation du fonds de réserve des retraites... L'avenir du système de retraites et les réformes nécessaires dépendront fortement de l'évolution, faiblement prévisible, de la démographie, de la croissance, de l'emploi et de la masse salariale. C'est pourquoi nous sommes favorables à des rapports d'étapes, pour évaluer la situation avec les partenaires sociaux et prendre les mesures d'ajustement nécessaires, sans pour autant remettre en cause la stabilité du système indispensable pour sa crédibilité aux yeux des générations futures.

**On ne saurait limiter les effets du vieillissement des Français à de nouveaux déficits qu'il faut combler, et donc à la seule question comptable. La retraite ouvre la période des projets, personnels, familiaux, associatifs.** Nous défendons le maintien de l'âge légal du départ à la retraite à 60 ans non par dogmatisme, mais parce que nous pensons qu'il y a une vie après le travail, qui mérite d'être vécue pleinement. C'est aussi pour cette raison que nous voulons que ceux qui ont commencé à travailler très tôt ou exercé des activités pénibles, ayant potentiellement réduit leur espérance de vie, puissent partir en retraite plus tôt que les autres. Nous devons donner toute leur place à nos aînés au sein de la société, valoriser leurs savoirs, leurs savoir-faire, leurs projets, et en encourager la transmission.

**Les suppressions de postes dans les services publics ont fortement dégradé la qualité du service.** Nous garantirons aux services publics les moyens humains nécessaires. Nous souhaitons aussi faciliter la mobilité entre le privé et le public et à l'intérieur du public tout en favorisant l'accès à la fonction publique tout au long de la carrière. Enfin, **la création d'un pôle financier public** issu du rapprochement de l'ensemble des outils financiers publics, permettra à la collectivité de se donner des moyens pour soutenir cette politique vouée à redonner à l'action publique les moyens de ses objectifs. À côté d'autres structures, ce pôle financier public servira de fonds d'investissement public, de soutien à l'économie sociale, de banque

des collectivités locales. Il permettra l'usage de leviers financiers importants dans le cadre de politiques contracycliques. Le statut de La Poste devra redevenir celui d'un établissement public.

### **C. Donner à chacun les moyens de maîtriser sa vie**

**Dans le nouveau modèle, dans la société créative que nous voulons, nous donnons une place centrale à la capacité de chacun à maîtriser sa vie.** Cela passe par des protections sociales renforcées et par la sécurité sociale professionnelle, qui empêcheront de perdre pied à la suite d'un accident de la vie ou d'un événement imprévu. Cela passe également par la capacité de chacun d'être « consomm'acteur », c'est-à-dire d'exercer, par sa consommation, un véritable pouvoir sur les entreprises. Plus généralement, nous souhaitons renforcer tout ce qui permet au consommateur de faire des choix conscients : vérité sur les coûts sociaux et environnementaux des produits, vérité sur ses coûts d'usage (par exemple en énergie), régulation du marketing (notamment du marketing « vert »).

**Au-delà, il est décisif de desserrer l'étau des dépenses contraintes, notamment pour ce qui concerne l'énergie ou le logement.** Nous souhaitons revoir la tarification de l'eau et de l'énergie, pour que les usages indispensables soient abordables pour tous et que les usages superflus soient découragés. Nous mettrons en œuvre une politique du logement qui se fixe pour objectif que les dépenses consacrées au logement ne dépassent pas 25% du revenu des ménages. Pour cela, nous lancerons une programmation précise et territorialisée de reconquête des logements vacants et la construction massive de logements sociaux bien insérés répondant aux normes environnementales les plus élevées. Dans les zones tendues, nous mettrons en œuvre un blocage des loyers le temps que les programmes de construction fassent leur effet. Pour lutter contre la spéculation, nous mettrons en œuvre des mesures de régulation des prix du foncier et de l'immobilier.

**Plus généralement, nous voulons une société créative, qui donne à chacun la chance et la capacité, non seulement de construire son propre destin, mais aussi d'agir pour le bien commun.** Pour construire celle-ci, nous devons nous appuyer sur le désir et la capacité d'un nombre croissant de citoyens de devenir acteurs de leur présent et de leur avenir : de produire localement la réponse à des besoins locaux ; de coproduire des services et des biens publics ; de mettre en œuvre des solidarités locales ou globales ; d'oser formuler et expérimenter des idées neuves.

## **Conclusion**

**Pour retrouver un avenir, l'heure n'est plus à proposer quelques adaptations au système actuel. Il faut changer de modèle. La crise est globale, la réponse doit être globale.**

Pour cela, nous ne partons pas de rien. Comme l'a dit le philosophe et économiste Amartya Sen, notre « monde recèle autant de possibilités immenses

*que de gigantesques échecs ».* Nous vivons des changements en profondeur dans l'économie, le travail, la société. En utilisant ce que ces changements ont de meilleur, il devient possible de redonner un sens au progrès. C'est la première tâche des socialistes et la mission de toute la gauche. **Nous devons conduire, avec les Français, une offensive de civilisation.**

**La construction du nouveau modèle économique, social et écologique est le premier volet en vue de la politique d'égalité réelle que nous voulons mener.** C'est le socle du projet : le modèle de production et de partage des richesses. Nos prochaines conventions nationales et les forums des idées qui jalonnent 2010 et 2011 permettront d'en développer les autres dimensions : la société du respect (éducation, nouvelle gestion des temps de la vie, lutte contre les inégalités, solidarité, autorité et citoyenneté) et la démocratie citoyenne (démocratie renouvelée, participation, prise en compte du long terme).

PS



# LA CONVENTION

POUR UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT  
**économique**, **social** et **écologique**

## Plan d'accès de la Convention nationale du 29 mai 2010

À 200 mètres de la Porte de la Chapelle et de la Porte d'Aubervilliers, les Docks de Paris sont situés sur l'axe de communication Paris / Stade de France

### Métro

Station Porte de la Chapelle (ligne 12) puis bus, arrêt Netsquare

### RER

Stade de France (RER B)

### Bus

239, arrêt Netsquare

### Parking

700 places et parking  
VIP de 50 places

### Navettes

Au départ du métro  
de la Porte de  
la Chapelle



## LA CONVENTION

POUR UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT  
**économique**, **social** et **écologique**

**Vote le 20 mai 2010  
de 17 à 22h**

## Bulletin de vote du texte adopté par le Conseil national

Oui

Non

Abstention



Henri Emmanuelli

« Chers camarades, chère Martine, je me réjouis que le parti soit rassemblé, au lendemain d'une belle victoire, même si elle est relative. Si certains croquemorts cherchaient un cadavre renversé, il leur faudra tourner le regard ailleurs, et s'ils ne savent pas vers qui se tourner, leur fera quelques suggestions.

Je voudrais remercier Pierre Moscovici, Alexis, qui ont travaillé sur ce texte, ce n'était pas simple, parce qu'au fil des années, se sont accumulés dans le Parti de vrais débats et de fausses querelles.

Je trouve que ce texte renoue avec l'analyse politique. Son orientation politique est réelle et elle existe parce qu'ont été tirées quelques leçons. D'abord celles de nos échecs passés, ce qui n'avait jamais été fait, qui fut une erreur. Non pas que la pratique du mea culpa soit forcément la meilleure voie pour gagner, mais parce qu'il est nécessaire de s'interroger sur les raisons pour lesquelles le suffrage universel nous a manqué. C'est dit dans ce texte mais surtout les leçons sont tirées de ce qui se passe depuis une dizaine d'années.

Nous avons vécu sur un paradigme qui a débouché sur une crise et un échec monumental. Quel était ce paradigme néolibéral qui a fait des dégâts à droite, mais qui en avait fait aussi un peu à gauche, dans la sociale démocratie ? C'était un paradigme assez simple : il faut faire reculer l'État, diminuer les prélèvements obligatoires, cela induira des profits qui se transformeront en investissements, qui généreront eux-mêmes des emplois. A l'arrivée, on a eu la baisse des prélèvements obligatoires, le recul de l'État - environ 50 milliards d'euros - mais aussi l'affaissement de l'investissement privé et industriel, avec un chômage sans précédent.

La seule contrepartie positive est une augmentation monumentale du taux d'épargne portant en elle, comme dans les revenus, une explosion des inégalités.

Je pense donc qu'il était temps que les socialistes français, d'abord, puis demain la sociale démocratie européenne, tirent un certain nombre de conclusions de l'effondrement de ce paradigme.

Deuxième réalité : c'est la puissance des forces du marché et de la finance, qui après avoir généré la crise, a mis à contribution les opinions publiques, c'est-à-dire les contribuables, pour les sauver. Les mêmes, aujourd'hui, tirent partie des déficits dont ils sont à l'origine, pour spéculer contre les opinions publiques et donc contre les contribuables.

Et s'il n'y a pas une réaction forte des opinions publiques, vous verrez, qu'après avoir ruiné les contribuables, ils vont, en plus, les faire payer une deuxième fois. Parce-que, évidemment, leur solution pour réduire les déficits publics c'est une augmentation de la fiscalité et une réduction des dépenses sociales. Ça touche les retraites et tout notre système de protection. Voilà en réalité dans quelle situation nous sommes aujourd'hui. Ce texte commence raisonnablement à tirer les conclusions de tout cela et essaie d'esquisser une alternative. Et le débat alternance/alternative est

derrière nous, parce-qu'on n'a plus le choix. Vu la réalité d'aujourd'hui, les Français se tournent vers nous, et dans leur regard il y a beaucoup d'inquiétudes et d'attentes. Et ils attendent de nous un modèle différent, pas la réédition de ce qui les a amené dans la situation où ils se trouvent à l'heure actuelle.

Ce texte n'est pas un ensemble de mesures, mais un cadre au-delà d'une déclaration de principes et en deçà d'un programme. C'est une étape d'autant plus importante que c'est un texte qui permet de dialoguer positivement avec toutes les forces de gauche. Il y a, dans ce texte, matière à avoir un débat constructif avec celles et ceux qui seront demain nos alliés et sans lesquels on ne pourra pas renverser la tendance. Je pense d'ailleurs que les premières réactions qu'on enregistre, si elles sont négatives pour certains, sont, à gauche, assez positives. Bien sur il y aura des débats, notamment avec les écologistes sur le thème de la croissance, avec celles et ceux qui croient en la décroissance. C'est un débat digne et sérieux qu'il faudra avoir jusqu'au bout, raisonnablement, mais jusqu'au bout. Il y aura peut-être encore des débats dans nos rangs tout à l'heure. J'écoutais Alain Bergounioux. Je suis d'accord avec ce qu'il a dit, sauf que personne n'a jamais dit qu'il fallait revenir en arrière.

Nous n'avons même pas osé reparler de nationalisation. Remarquez, il n'y a pas besoin, ça s'est fait tout seul parce que la nécessité fait loi : en Grande-Bretagne, en l'Islande... Mais ce sont de faux débats. Je pense, en revanche, qu'il faut, oui, un nouvel équilibre entre le travail et le capital, les salariés et les actionnaires; pour faire simple : entre l'État et la société, entre la solidarité et la compétition.

Mais je tiens à rassurer Alain, personne n'a jamais été pour le protectionnisme; autre faux débat.

Dès qu'on parle d'équilibrer les échanges, dès qu'on parle de ménager l'emploi, dès qu'on parle d'enrayer la spirale qui fait qu'on est passé de 30 % du PIB pour notre industrie à 16 % aujourd'hui -faut-il attendre d'être à 8 ou 9 pour avoir le débat ? Alors, on tombe dans cette espèce de dogmatique religieuse : Si l'on n'est pas pour le libre-échange sans condition, alors on est forcément protectionniste. Non, ce n'est pas de cela dont il s'agit. Il s'agit d'écluses, il s'agit comme c'est écrit dans le texte, de justes échanges, parce que dans nos rangs, il y a sans doute des gens déficients, mais il n'y a pas d'analphabètes qui ignorent que 30 % de notre production est vendue à l'étranger.

Et si on en finit avec ce genre de faux débats et qu'on tire les conclusions et du passé et de la situation, je pense que ce sera une étape importante. Je souhaite qu'elle continue parce que la situation est grave. Je crois que l'opinion publique dans ce pays a compris que le sauvetage ne viendrait pas de M. Sarkozy et de l'UMP, et que désormais nous aurons devant l'opinion publique et devant les Françaises et les Français, une responsabilité énorme.

Nous avons commencé à en tirer les conclusions, surtout ne nous arrêtons pas ».



Jean-Christophe  
Cambadélis

« Chers amis,  
c'est un bon texte, qui arrive au bon moment et  
qui produit un bon rassemblement.

Au bon moment parce que nous avons commencé  
avec le résultat des élections régionales un cercle  
vertueux, qui permet à notre parti d'être en  
situation d'incarner, pas simplement l'alternance,  
mais l'alternative.

Ce texte incarne un cours nouveau pour le  
socialisme français et un cours nouveau pour la  
socialie démocratie européenne.

Pourquoi ? Parce que depuis le début des années  
1970, et en particulier dans les années 1980, le  
socialisme, pour reprendre la formule de Lionel  
Jospin, était dans une situation défensive par  
rapport à la vague libérale. Aujourd'hui, avec la  
crise du libéralisme, avec la crise conjointe des  
crises, pour la première fois depuis deux ou trois  
décennies, le Parti socialiste, le socialisme  
français, peut aller à l'offensive politique.  
Et promouvoir la domestication écologique et  
sociale de l'économie de marché.

C'est un bon texte parce qu'il permet le combat  
politique concret contre la droite et le libéralisme.  
C'est un bon texte parce qu'il permet la  
délimitation idéologique avec l'ensemble  
de nos partenaires et particulièrement avec les  
écologistes, car si nous réintégrons dans notre  
logiciel la question de la social-écologie,  
nous ne sommes pas pour la décroissance, nous  
sommes pour la croissance écologique.

Enfin, ce texte est un bon texte parce qu'il nous  
permet d'aborder une période toute particulière,  
et ce sera ma conclusion.



David Assouline

« Chers camarades,  
je pense que tout le monde a salué non seulement  
le rassemblement qui s'opère et qui est une des  
conditions du travail pour conjuguer des talents, des  
expertises, des expériences, des points de vue aussi  
et des sensibilités, parce que, quand ça se fait dans la  
désunion, le débat est souvent fait de caricatures, et  
ça ne permet à personne d'avancer.

Il faut saluer Pierre Moscovici, qui a choisi une  
méthode qui a permis, petit à petit, de faire cela.

Puisque beaucoup a déjà été dit, je voudrais  
seulement noter quelques points.

C'est un texte qui n'est pas, à mon avis, la fin d'un  
processus d'élaboration, mais le lancement d'un  
projet qui doit continuer à se préciser pour devenir  
programme le moment venu. Il est dit au cœur  
du texte, et c'est décliné, qu'une autre société est  
possible, et c'était la première chose à valider vis-à-vis  
des Français. Parce que, dans le tintamarre, même  
quand on a dit des choses mais parfois, on ne les a  
pas dites- les français considéraient très souvent, ils  
nous l'ont fait savoir partout où on les rencontrait,

Quelle est la situation en train de se développer  
en Europe ? Au-delà de la crise grecque, j'attire  
votre attention sur le fait qu'un véritable courant  
anti-solidaire est à l'œuvre, en Europe. Vous l'avez  
en Espagne avec la Catalogne. Vous l'avez en Italie  
avec la Ligue du Nord. Vous l'avez en ce moment  
en Belgique, qui va présider l'Europe, avec la  
tentative d'une séparation de ce pays, vous l'avez  
en Allemagne, regardez Mme Merkel, vous l'avez  
aux Pays-bas, en Autriche, vous l'avez en Hongrie,  
nous l'avons en France avec le Front national.

C'est un fait que dans la liquidation du courant  
libéral post-crise se construise un courant anti-  
solidaire, qui revendique un refus de solidarité  
envers d'autres catégories, que ce soient les  
immigrés, les pauvres, les précarisés.

C'est à cela que nous allons nous confronter  
dans les années et dans les mois qui viennent.  
Ce texte permet de répondre parce qu'il offre une  
perspective politique à l'ensemble de la socialie  
démocratie européenne et il est vrai que nous  
sommes en train de le discuter avec le SPD.

Enfin, ce texte est important et intéressant parce  
qu'il ne reste pas dans une vision seulement  
économique de notre socialisme. Il introduit  
l'idée d'un bien-être, l'idée d'une maîtrise de  
son destin, l'idée que l'individu doit s'émanciper  
dans la société, et non pas s'aliéner. Je crois que la  
combinaison de l'ensemble de ces concepts permet  
de matricer un socialisme nouveau, ce qui est bon  
pour notre parti mais surtout pour l'alternative ».

que certes, on était plus « sociaux » que la droite, on  
avait plus de cœur, mais qu'ils ne voyaient pas un  
autre modèle, une autre voie. Et, je crois que la crise  
est venue rappeler que le modèle libéral qui s'impose  
depuis maintenant longtemps est un modèle qui  
n'est pas efficace, qui accroît les inégalités qui ne  
cessent de se creuser non seulement dans le monde  
entre différents pays, mais aussi dans notre société en  
France même.

Nous avons un texte qui démontre, qui montre, non  
seulement que les valeurs de gauche sont justes, mais  
modernes et d'actualité.

Ce texte ne dit pas seulement que dans cette crise,  
que cette mondialisation libérale a créé, un monde  
très troublant et troublé, très chaotique, avec ses  
destructions et ses misères, s'est dévoilé. Il dit aussi,  
que des mutations, des éléments nouveaux ont  
émergés sur lesquels nous devons nous appuyer pour  
construire le nouveau monde et je crois qu'il faut  
insister là-dessus.

Il n'y a pas seulement la crise et ce qui meurt, il y a  
des potentialités absolument gigantesques à recréer

de l'emploi, à recréer des richesses, à recréer des industries si on choisit l'écologie, le développement durable, la préservation de la planète, une autre production, une autre façon de consommer. Mais aussi, si on mise sur les nouvelles technologies, si on tient compte de la révolution numérique, avec tout ce qui arrive et qui envahit, défiant toutes les contraintes du temps et des distances, mais qui peut être une chance. Une chance si on sait maîtriser démocratiquement, réguler aussi, la dématérialisation des échanges et des biens, qui permet de développer des nouvelles potentialités de créations, d'innovations, d'appropriation par les citoyens de tout ce qui circule et se crée en termes de savoirs, d'information, de culture, mais aussi de nouveaux services.

Je crois que cet aspect qui est abordé dans le texte, doit être mis en valeur. A côté de tout ce qui a été décrit comme le résultat de la crise financière et de la répartition inégalitaire des richesses, il y a de l'esérance, il y a du neuf qui émerge, si on sait aussi le mettre au service des citoyens. Malheureusement, et c'est bien démontré, c'est qu'en misant avant tout sur le profit à court terme et donc sur la finance avant l'être humain, d'autres choix sont faits ; d'autres choix que ceux de l'innovation pour le progrès, que ceux qui peuvent apporter du bien-être aux êtres humains.

Il y a un deuxième aspect que je voudrais souligner. Dans le texte, vous l'avez tous constaté, une idée y est plus développée, plus précise, parce qu'il y a probablement plus de travail, et maintenant, de consensus sur cette question : c'est la façon de redistribuer autrement les richesses et de rendre possible un tel projet grâce à la révolution fiscale, la fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu, qu'avec ma sensibilité nous avons proposé. Dans ce domaine je crois, déjà des choses très concrètes ont été avancées et qui, probablement, constitueront la grande réforme que l'on peut mettre en place dès que nous serons au pouvoir parce que là il s'agit avant tout de volontarisme politique. Il faut que nos militants perçoivent la nature de ce texte, pour qu'il n'y ait pas de malentendus et pour qu'il y ait une appropriation. C'est parce que nous avons remis les choses à l'endroit avec ce texte, que nous sommes maintenant dans la situation de construire un programme. Mais ce texte n'est pas un programme. Et je veux ajouter ceci : avec ces orientations, avec cette façon de replacer nos fondamentaux au cœur, de réhabiliter le socialisme et la gauche, avec ce que nous disons dans un contexte nouveau, nous recréons de la confiance. Ceux qui nous regardaient de loin écoutent un peu plus. Mais il faut maintenant créer de la crédibilité, c'est-à-dire, rendre crédible le fait que si nous sommes au pouvoir, cela va se traduire en actes et ça va changer la vie des gens. Et ça, c'est le travail que nous devons approfondir.

Pour finir, parce que déjà beaucoup de militants me l'ont dit : attention, ce texte, il a été construit après un travail qui a été décrit, « patient », mais c'étaient des experts, des syndicalistes, des dirigeants du parti, des parlementaires, qui ont apporté les choses, qui les ont fait cheminer. Aujourd'hui, c'est un Conseil national. Mais aucun programme, aucun projet

ne peut vivre dans la société et donc triompher et changer la vie ensuite s'il n'infuse pas dans la société, si les militants socialistes, si les sympathisants, si les partis de gauche qui seront nos partenaires pour changer la France, si le mouvement social, ne participent pas à ce débat.

Et donc, pour moi, c'est ma conclusion, ce texte est un bon texte pour maintenant faire que les militants s'en emparent, l'améliorent, l'enrichissent, le défendent à l'extérieur, que les sympathisants contribuent et qu'on ait des moments avec les partenaires de gauche avec qui nous voulons transformer la société, pour pouvoir, aussi, sur ces questions, échanger. Il faut que les citoyens et que la société se mobilisent sur les grandes idées pour qu'elles deviennent des forces et des réalités. Ce côté participatif auquel je suis attaché est indispensable : je pointe le doigt sur le fait que, dès demain, dans les sections, il faut dire aux militants qu'ils sont acteurs et qu'ils continuent à agir, qu'ils peuvent amender jusqu'à la convention, sinon, il peut y avoir des déceptions et une démobilisation.

Je le dis fort : je pense que c'est possible, je pense qu'il y a la volonté. Il y a l'unité avec des sensibilités diverses.

Chacun a insisté sur les aspects qui lui tenaient le plus à cœur, mais le défi qui nous est lancé est : changer la France quand on est au pouvoir et sans se heurter à des « impossibilités » que nos textes auraient négligées, se donner les outils pour être crédibles au gouvernement. C'est ce défi qui commence avec cette base et c'est ce que l'on va faire pendant deux ans.

Ne l'oublions jamais, il s'agira de ne pas décevoir au lendemain d'une élection et de faire ce que l'on dit. Je veux appeler tout le monde à participer massivement aux cortèges socialistes, le 1<sup>er</sup> mai, où nous aurons à porter ces combats concrets en commun avec le mouvement social. C'est samedi.

Faites que les Socialistes soient présents, parce que ça aussi, c'est une preuve concrète du chemin que nous empruntons ».



Jérôme Guedj

« J'en ai rêvé, Moscovici l'a fait ! Autant vous dire qu'au début de cette convention, je n'aurais pas parié cher sur le fait que je prononcerais cette phrase devant le Conseil national. Et pourtant, l'accouchement a eu lieu, le bébé est charmant, à nous désormais de l'accompagner dans sa croissance. Le résultat est là. Ce texte est un compromis positif acceptable, nous l'assumons. C'est l'essence même de notre parti que de le rechercher, y compris en affirmant des ruptures. Les lignes ont bougé, certaines ont été balayées, tant mieux. Il ne s'agit pas ici d'acter des victoires a posteriori, ni de se livrer à une querelle d'interprétations de la lettre de ce texte, mais simplement de constater ce qu'il dit.

J'appartiens à une tradition politique qui est attachée au débat militant, au travail intellectuel et aux écrits qui en découlent. Je lis donc avec intérêt, et même avec un peu de gourmandise, que les socialistes français admettent aujourd'hui que la social-démocratie européenne a cédé du terrain à l'idéologie de ses adversaires et qu'ils affirment la nécessité et l'opportunité de construire un nouveau modèle de société après la faillite d'un système dominé par le capitalisme financier et sa voracité.

Je trouve dans ce texte des marqueurs précieux pour construire une gauche décomplexée. D'abord sur le terrain du travail et du partage des richesses : le travailler tous, le travailler mieux, le travailler moins. Je voudrais aussi insister sur les

apports importants en matière de réhabilitation de la puissance publique, avec des outils affirmés, par exemple, la planification écologique, les nationalisations, le pôle financier public, le retour au statut public de La Poste, ou bien encore la régulation de la médecine libérale. Ce texte constitue un point d'appui solide pour tout ce que nous avons à faire.

C'est aussi un point d'appui important, car il clôt les velléités centrifuges de ceux qui se tournaient vers le centre. Soyez-en conscients, ce qui figure dans ce projet n'est pas, sur des pans entiers, compatible avec le projet économique et social du Modem. Au contraire, c'est un document qui va nous permettre de travailler à l'union de la gauche. Des traits d'union existent avec tous ceux qui veulent construire une nouvelle société et porter la transformation sociale.

Il y a un an et demi, des camarades avec lesquels j'ai milité pendant plus de vingt ans ont quitté notre parti, doutant de sa capacité à se réarmer idéologiquement et à affronter les temps nouveaux, et pariant sur sa résignation chronique. À ces amis, en conscience, je veux dire qu'ils se sont trompés. Quels que soient les difficultés, les débats, les doutes, je suis aujourd'hui convaincu, encore plus qu'hier, qu'avec ce texte, c'est au Parti socialiste et nulle part ailleurs que ça se passe ».



Elisabeth Guigou

« Les Français veulent une rupture avec Sarkozy, mais ils ne nous font pas encore tout à fait confiance sur notre capacité à proposer une vraie alternative. Je pense que notre responsabilité est immense. Elle est bien sûr de ne pas décevoir la gauche, mais, au-delà de la gauche, de ne pas décevoir toutes ces Françaises et ces Français qui n'en peuvent plus de voir le chômage augmenter, la précarité s'installer, les usines fermer, les agriculteurs et les artisans disparaître, le pouvoir d'achat des salaires et des retraites se dégrader, les services publics être menacés, les inégalités exploser, et toute une partie de notre jeunesse se voir privée d'avenir.

Alors, il y a cette angoisse qui est là, sans précédent, qui est encore aggravée évidemment par la crise économique, financière, et sociale dont on n'a pas fini de voir la fin, et par l'idée que le capitalisme financier finalement domine tout et que ce sont les marchés qui gouvernent, à la place des États et des institutions.

Moi, si je suis heureuse d'avoir participé à l'élaboration de ce texte et si je le soutiens, c'est parce que je crois que nous allons être capables de dire aux Français : nous allons vous rassurer, vous protéger et aussi nous voulons vous redonner l'espoir.

La situation est grave, très grave, mais elle peut être redressée à la condition que nous sachions faire une rupture avec le sarkozysme. Et là, il y a, me semble-t-il un principe cardinal, celui de mettre au cœur de notre nouveau modèle la lutte contre les inégalités. Nous savons très bien, c'est démontré dans de multiples études, que c'est dans les sociétés

les plus égalitaires que nous avons les meilleures performances économiques et sociales, c'est aussi dans ces sociétés égalitaires qu'il y a le moins de violences. Nous savons très bien que nous avons là un grand chantier, notamment dans les collectivités locales, nous avons été porteurs de cette idée aux régionales et cela ne nous a pas si mal réussi.

La méthode pour rassurer, c'est, je crois, de tourner le dos à la pure gestion, d'avoir une stratégie absolument offensive, une rupture radicale avec les effets d'annonce sans résultats de Sarkozy, une stratégie avec une exigence sociale et écologique, et la volonté que nous avons de redresser nos finances publiques.

Il va donc nous falloir de l'audace, mais je pense que ce texte nous permet à la fois d'être audacieux et crédibles.

Protéger : il le faut. Protéger quoi ? Les biens collectifs, à l'évidence. Mais nous devons aussi dire, dans ce nouveau modèle de développement économique et social, comment nous allons protéger.

Nous devons insister, comme nous le faisons dans ce texte, sur l'idée d'un modèle coopératif. Pourquoi ? Parce qu'à l'évidence, on ne peut plus rien imposer d'en haut, il faut agir à tous les niveaux où la puissance publique peut intervenir. Au niveau local, bien entendu, et nos élus sont là pour savoir qu'on peut faire beaucoup de choses. Au niveau national évidemment, c'est là que s'exprime la citoyenneté. Mais aussi au niveau européen, et de plus en plus, j'espère, au niveau mondial. En dehors de ça, nous

devons aussi trouver la voie pour associer tous les acteurs de la société, le modèle coopératif doit exister du bas jusqu'en haut, mais il doit être aussi horizontal, associer tous les acteurs de la société, bref montrer que nous avons une nouvelle conception de la puissance publique.

Et puis, ce sera mon dernier point, nous voulons redonner l'espoir et redonner confiance dans l'avenir. Là, notre texte dit bien combien il faut investir dans le futur, la recherche, l'innovation, la jeunesse, l'éducation, évidemment, pour une planète aussi plus humaine, où l'on garantit la sécurité alimentaire, à horizon de dix ou vingt ans pour les neuf milliards d'êtres humains. Mais, je crois aussi que redonner l'espoir, c'est montrer que nous allons pouvoir agir pour une mondialisation plus juste, parce que la véritable angoisse est là, sur le fait que les Européens sont en train de perdre prise sur leur histoire. Nous avons dominé le monde et maintenant nous sommes en passe d'être marginalisés. Il faut élargir notre horizon à l'Europe évidemment, pour une Europe avec les socialistes européens qui protègent et qui promeuvent un nouveau modèle social et écologique, mais pour une Europe politique aussi, qui fasse entendre sa voix dans le monde. On ne l'obtiendra pas avec le festival des shows nationaux, comme Sarkozy, n'est-ce pas, a su en livrer à plusieurs reprises. Il faut donc retrouver l'esprit européen, et pour cela, il ne faut pas se tromper. La France et l'Europe ne



Patrick Mennucci

« Le Parti socialiste montre aujourd'hui au pays que les questions sociales et les questions économiques sont, bien plus que la burqa, les problèmes qui le préoccupe. Du point de vue socialiste, le progrès social, la croissance, l'éducation, une retraite méritée, sont d'ailleurs les moyens les plus sûrs de combattre l'obscurantisme. C'est dans une société solidaire que la laïcité s'épanouit, et c'est dans une société ultra libérale que l'obscurantisme prospère. À la suite des réunions de préparation de ce Conseil national, la droite s'est déchaînée contre nous. De Copé à Fillon et Lefebvre, le discours est le même : les socialistes n'auraient pas de position sur les retraites.

Attention, chers camarades, à ne pas tomber dans le piège que la droite nous tend. Empêtrée à la fois dans le sarkozysme et dans le rejet de la personnalité du Président, dans l'échec de la lutte contre l'insécurité et dans la tentative de prendre les musulmans français pour cible, la droite cherche à accréditer l'idée que nous serions incapables de trancher sur ce sujet. C'est, dans ce débat sur l'économie, un risque que nous devons conjurer, car les retraites représentent le sujet le plus important pour les salariés. L'ensemble de nos positions économiques et sociales sera jugé à l'aune de notre position sur les retraites. Qu'elle apparaisse comme confuse, que nous soyons divisés sur ce sujet et toutes nos propositions en seront fragilisées. C'est pourquoi il est nécessaire de montrer que le texte dont nous débattons est très clair et que ce choix sera très certainement validé par une très grande majorité des militants socialistes.

Il faut que les Français sachent que nous souhaitons clairement le maintien du système par répartition basé sur la solidarité entre générations.

s'en sortiront pas si elles se représentent comme un ghetto de pays riches. On n'arrivera pas à gagner la bataille de la mondialisation en excluant les pays en développement, et d'abord ceux qui sont les plus proches de nous, c'est-à-dire historiquement et géographiquement, les pays d'Afrique. C'est avec eux seulement que nous arriverons à relever les grands défis mondiaux : la sécurité alimentaire, la lutte contre le réchauffement climatique, l'élévation des normes sociales et écologiques, la maîtrise des mouvements de population, la lutte contre le terrorisme. C'est à cette échelle-là d'intégration régionale que nous devons penser à la fois nos protections et notre nouveau modèle coopératif de développement. Pour moi, le juste échange, ce n'est pas, évidemment, le protectionnisme, surtout vis-à-vis des pays en développement. C'est l'organisation de la complémentarité dans un grand ensemble régional Nord-Sud, Europe, Afrique.

Ce texte, un début évidemment. Il est perfectible, mais il a un grand mérite, c'est d'abord d'avoir installé, me semble-t-il, entre nous, un esprit et une volonté de rassemblement, un esprit coopératif et de confiance. Si nous savons garder cet esprit qui nous a conduits à ce texte qui nous unit ce soir, si nous savons garder cette confiance entre nous, je crois que nous inspirerons davantage confiance aux Françaises et aux Français et qu'au final, en 2012, ils nous feront confiance pour présenter une alternative ».

Nous nous exprimons clairement aussi sur le maintien de l'âge légal à 60 ans, et tous les élus locaux qui sont ici, et au contact des Français, savent combien ils sont attachés à ce principe.

Le gouvernement veut aller jusqu'à 62 ans, le Medef à 65, en remettant même en cause le cumul des six derniers mois d'activité dans le secteur public. Associées à un allongement de la durée des cotisations pour obtenir une retraite à taux plein, ces mesures sont une condamnation des salariés modestes à la pauvreté tout au long de leur vie. Il n'y a aucun sens à vouloir reculer l'âge légal de départ en retraite alors que le chômage de masse persiste.

Il faut au contraire être capable de couvrir le besoin de financement par l'élargissement de l'assiette des cotisations à la valeur ajoutée, par une taxation accrue des revenus financiers, par des prélèvements sur les stock-options. C'est après ces mesures et avec des rapports d'étape que nous ajusterons les mesures et la situation. Mais il faut cesser de raisonner pour 2050. Les mêmes qui ont été incapables, en 2008, de prévoir la crise financière, viennent docilement nous expliquer ce qui va se passer dans quarante ans. Comme si dans cette période de quarante ans, on ne produirait plus rien, on ne trouverait pas de nouvelles ressources, comme si la société restait statique à jamais.

La méthode que nous avons fixée pour élaborer notre proposition sur la réforme des retraites est la bonne : fixer les principes, affirmer qu'il y a d'autres ressources que les cotisations salariales, élargir l'assiette et à partir de là discuter avec les partenaires sociaux pour chercher comment assurer l'avenir du régime ».



**Delphine Mayrargue**

« Nous menons à bien aujourd'hui trois ruptures essentielles engagées ces derniers mois. Première rupture : avec l'archaïsme. Trop longtemps, nous avons recyclé de vieilles recettes, celles qui avaient marché hier, mais aussi celles qui avaient échoué. Une rupture, ensuite, avec la logique de l'accompagnement. Face aux exigences du capitalisme financier, là où hier nous voulions seulement en atténuer les effets, nous proposons aujourd'hui de réguler, de piloter, de protéger, de donner de nouveaux droits. Face à l'intangibilité du dogme du libre-échange, nous prôtons désormais un juste échange, en activant les leviers de l'action publique nationale et européenne. Face à l'injuste partage des richesses, nous proposons la mise en place d'une conférence salariale pour augmenter les salaires et rééquilibrer le partage de la valeur ajoutée au profit des salariés. Une rupture enfin avec l'ambiguïté. Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement. Là où certains d'entre nous s'excusaient presque d'être socialistes, s'étonnaient de ne pas penser tout à fait la même chose que la droite et décrétaient que les évolutions majeures de notre modèle social devaient être traitées au-delà des clivages politiques,

nous refaisons aujourd'hui de l'emploi et de la régulation des fondamentaux de la gauche. Oui, le plein-emploi est notre objectif. Oui, nous mettrons en œuvre un dispositif permettant la mise sous tutelle des entreprises qui licencient alors qu'elles réalisent des profits. Nous le disons clairement devant ceux dont nous sommes responsables et qui seront juges de notre crédibilité. Ce ne sont plus les éditorialistes de la presse économique, les gardiens de l'orthodoxie libérale, les mercenaires de la pensée dominante, mais bien les salariés, les retraités, les chômeurs, les précaires et les jeunes.

Avec ce texte, nous nous engageons dans une bataille culturelle. Oui, il existe une alternative au modèle libéral. Oui, nous pouvons redonner espoir. Oui, nous pouvons reprendre la marche du progrès. C'est pourquoi nous avons tenu à inscrire que nous reviendrons sur les dispositifs portant atteinte aux 35 heures, parce qu'elles sont notre fierté. La complexité de notre présent, les défis sociaux, environnementaux et économiques ne sont pas des alibis à l'inaction ou au consensus. Ils sont au contraire les moteurs de notre engagement et de notre action pour une autre politique ».



**Laurence Rossignol**

« Le texte dont nous débattons ce soir est fondateur dans la construction et l'appropriation collective de la social-écologie. Il consacre des avancées très significatives dans notre réflexion. Sa première vertu est de mettre en cohérence les politiques conduites dans les collectivités territoriales et le projet de société que nous voulons proposer aux Français.

Partout, dans les communes, les départements, les régions, les socialistes ont engagé la mutation environnementale des territoires. Les agendas 21 et les plans climat énergie sont là. Les élus socialistes investissent dans les transports collectifs, dans l'efficacité énergétique, dans le développement des énergies renouvelables, dans le soutien aux technologies et aux industries de demain et dans la relocalisation de l'agriculture. Déjà, nous agissions local, maintenant, nous pensons global.

Le modèle de croissance du XX<sup>e</sup> siècle a épuisé les ressources naturelles. Il provoque le réchauffement climatique et il nourrit l'individualisme en transformant le citoyen en consommateur. Et nous le savons, le pire est à venir. Nous l'exprimons clairement ici : le temps du gaspillage et de l'avidité à court terme est révolu. La croissance saine est d'abord fondée sur la sobriété énergétique. Elle est sélective, car capable de faire la part de ce qui libère et de ce qui aliène l'individu dans la profusion de biens de consommation qui sont mis à notre disposition. Elle repose sur notre capacité à faire des choix parmi ces biens de consommation. Conservons les couches-culottes jetables, qui ont un peu libéré les femmes, mais supprimons l'emballage de l'emballage et les mille produits qui envahissent notre vie. La croissance saine est durable, car elle combine une stratégie

industrielle forte, le choix de l'innovation technologique et scientifique et celui de la création de richesses. Dans un monde fini, aux ressources naturelles limitées, il y a un champ infini, celui de la connaissance, de l'innovation, de la création et des échanges humains. La social-écologie est un projet exigeant, incompatible avec les dogmes de la droite. C'est en cela que les ambitions du Grenelle de l'environnement s'échouent aujourd'hui sur les fondamentaux du sarkozysme. Quand il faut de la régulation, la droite dérègle, quand il faut de nouveaux services publics, elle privatise, quand il faut de l'investissement pour la formation, l'innovation et la recherche, la droite appauvrit les finances publiques. Quand il faut un sens aigu de l'intérêt général et de l'avenir, la droite cède aux pressions des lobbys. Après le naufrage de la taxe carbone, nous présentons dans ce texte notre doctrine en matière de fiscalité environnementale avec deux outils : d'une part une contribution climat énergie, d'autre part l'éco-conditionnalité des aides et des financements publics par la modulation de la TVA en fonction de critères environnementaux.

Il ne s'agit pas de teinter de vert le social, ni de teinter de rose l'écologie. Il ne s'agit pas non plus de trouver un cosmétique littéraire à l'artificielle contradiction entre le social et l'écologie, mais de la dépasser en une synthèse qui prouve la modernité de nos valeurs et notre capacité à toujours les revisiter pour les adapter aux enjeux nouveaux. Le nouveau modèle de développement économique social et écologique est la social-écologie, pourrions-nous écrire en première page de notre document ».



Christian Paul

« Cette Convention a deux vertus à mes yeux, deux vertus qu'il faut maintenant faire partager aux militants socialistes.

La première, c'est qu'elle nous amène à traiter l'urgence sociale, à affronter ce qui est véritablement une crise de civilisation. Bien sûr, il y a ces mille questions urgentes, concrètes, souvent brutales, il y a ces résistances du quotidien qu'il faut mener dans les entreprises, dans les hôpitaux ou dans les écoles. Mais enfin, ce que vivent la France et l'Europe, ce n'est pas un simple trou d'air dans un monde immuable. Qui, sauf Nicolas Sarkozy, pourrait faire croire aux Français que l'on peut, par une visite présidentielle, guérir telle ou telle filière industrielle ou agricole, comme les monarques semblaient pouvoir guérir les écrouelles ?

Ce qui est en jeu, ce sont les révolutions technologiques à conduire. Pouvons-nous imaginer un instant que les premiers socialistes ignoraient la Révolution industrielle ?

Ce sont des modes de consommation qu'il faut également repenser. Cette société qui émerge, sans nous attendre d'ailleurs, nous devons l'orienter et la réguler sans faiblir, mais nous devons aussi l'humaniser et l'adoucir.

La seconde vertu de cette Convention, c'est de redonner confiance dans la politique. Oui, c'est un texte qui réconcilie avec la politique, d'abord

parce qu'il renouvelle, il réinvente, il renforce l'action publique. Qu'il s'agisse de rebâtir une fiscalité juste et écologique, de combattre les licenciements pour motif financier, de faire progresser les salaires ou de maîtriser les écarts de rémunération, cela sonne comme un renoncement à l'impuissance.

Oui, la politique est de retour, il faut le partager avec les militants socialistes.

Cependant, nous ne proposons pas seulement un nouveau modèle d'action publique, mais aussi un nouveau modèle de société. Nous voulons une société créative. Ce n'est pas seulement une affaire d'innovation économique.

Il s'agit aussi d'innovation sociale et d'innovation démocratique. Une société vivante qui sache écouter des citoyens plus autonomes, qui sachent marier les capacités, la créativité de toute la société.

Cette Convention ouvre l'année du projet : quatre Conventions, une dizaine de Forums, c'est une profusion. Je crois que cet agenda va véritablement revitaliser notre parti.

Donnons leur chance à nos idées. La bataille des idées précède la bataille démocratique de 2012. L'objectif des socialistes est clair, c'est de gagner l'une et l'autre ».



Géraud Guibert

« Au nom des animateurs, parlementaires, experts et militants du pôle écologique du Parti socialiste, qui ont été nombreux à participer activement aux travaux préparatoires à cette Convention, je voudrais souligner les avancées que représente ce document, et remercier Pierre Moscovici pour le travail accompli.

Ce texte introduit une logique et des orientations qui contrastent avec nos textes antérieurs. Je voudrais souligner deux nouveautés, parmi d'autres, qui me paraissent les plus importantes.

La première, c'est la reconnaissance explicite de l'objectif de croissance sélective. C'est la première fois que nous utilisons ce mot, et c'est une très bonne chose, tout simplement parce que le social et l'écologie ne doivent pas être juxtaposés. Il faut définir des politiques sociales et écologiques complémentaires. Dans cet esprit, par exemple, la diminution de la consommation d'énergie est un objectif mobilisateur et conforme à nos engagements en matière de lutte contre l'effet de serre.

Naturellement, cela ne résume pas tout le débat sur la croissance, ni celui que nous avons avec nos partenaires écologistes. Nous aurons intérêt à le reprendre et à en tirer toutes les conséquences. Mais c'est une avancée très forte. Une deuxième est la reconnaissance, dans un texte du Parti socialiste, que le progrès scientifique et

technique ne réglera pas tout. Il est tout à fait important de le dire et de l'écrire, car on pourrait avoir le sentiment, à voir certaines postures, certaines démarches, ou certaines propositions, que tous ces sujets écologiques peuvent être réglés par le seul progrès technologique. Or, nous le savons bien, cela ne sera pas le cas.

Les débats fédéraux permettront d'enrichir et d'améliorer le document sur un certain nombre de points. Des questions restent devant nous, qui marquent la différence entre des orientations nécessairement générales et un programme précis avec ses propositions concrètes.

J'en donne très rapidement trois exemples. Sur la fiscalité écologique, il est fort important d'avoir reconnu qu'elle devait être traitée dans le même mouvement que l'ensemble de la réforme fiscale. Dans le texte, c'est explicitement écrit.

Mais le contenu de nos propositions devra être précisé. Nous devons en particulier tirer toutes les conséquences de l'échec de la taxe carbone. La fiscalité écologique doit être constituée d'un ensemble de mesures qui méritent d'être toutes précisément prises en compte.

Le deuxième exemple concerne la politique énergétique. Là aussi, ce n'est qu'une première étape, car nous avons d'autres conventions, en particulier sur l'égalité réelle, pour en parler. Notre orientation sur la diminution

de la demande d'énergie exige, par exemple, une nouvelle organisation de l'espace et une série d'initiatives qui ne peut pas être résumée par ce texte.

Sur le nucléaire, nous n'aurions pas rédigé le texte de la même façon, mais c'est une bonne base de départ en particulier pour discuter avec nos partenaires. L'essentiel est d'adopter sur ce sujet une ligne directrice économiquement et écologiquement rationnelle.

Troisième et dernier exemple : la proposition faite sur l'éventail des salaires, que l'on aura peut-être du mal à appliquer quand on reviendra au pouvoir. Elle ne doit pas, et ne peut pas, résumer le débat dans ce pays sur la répartition des revenus. Nous avons, nous-mêmes, avancé l'idée du revenu



Laurent Baumel

« Ce texte réaffirme l'ancrage à gauche du parti et le traduit dans des propositions concrètes, sur la régulation du capital ou sur le droit du travail, parce qu'il renoue avec l'inspiration émancipatrice du socialisme et qu'en même temps, il assume une part essentielle de modernisation en poursuivant la conversion écologique et en proposant une autre approche des questions économiques.

À partir de cette synthèse idéologique, nous pouvons essayer de répondre aux grands problèmes actuels de la société française, c'est-à-dire des groupes sociaux qui la composent.

Le problème central auquel nous sommes confrontés, c'est que notre base sociale, notre base électorale est profondément fragmentée, que les intérêts, les attentes, les besoins des couches précarisées, confrontées au chômage, aux délocalisations, à la dégradation de la condition salariale, ne sont pas les intérêts, les besoins, les attentes des couches populaires intégrées, lesquelles sont plutôt confrontées à la stagnation des revenus ou aux difficultés de logement. Ce ne sont pas non plus les intérêts ou les attentes des couches moyennes qui sont peut-être aujourd'hui plus inquiètes de la pérennité de la protection sociale. De la même manière, les besoins, les intérêts, les attentes ne sont pas les mêmes selon que l'on habite les centres-villes, dans les premières couronnes fragilisées, dans les communes périurbaines, ou bien dans les territoires ruraux désertifiés.

maximal admissible. Il y a en effet un paradoxe à concentrer des propositions de ce type sur les salaires ou les rémunérations alors que les inégalités sont pour l'essentiel dues aux revenus de la rente et des bonus financiers.

Les orientations de ce texte sont donc positives. Mais ce n'est qu'une première étape. Il faut qu'elles soient confirmées dans les échéances à venir et au stade des propositions.

Le temps n'est plus où nous pouvions nous permettre, dans nos textes, d'avoir quelques belles phrases sur l'écologie sans en tirer de conclusions et de mesures concrètes et réalisables.

Ce doit être un de nos travaux dans les mois qui viennent ».

Ce que je crois, c'est qu'il est possible de fédérer ces couches, mais que cela se construit à travers un ensemble de propositions économiques et sociales constitutives d'un compromis social. Je sais que le parti répugne parfois à s'aventurer dans l'analyse sociologique, mais l'expérience de 2002 et de 2007 nous montre que, quand nous oublions la sociologie, la sociologie se rappelle à nous.

Je crois que nous avons dans ce texte les éléments de ce compromis social.

Il y a réellement quelque chose de très fort, de très novateur dans la proposition qui est faite d'un impôt sur le revenu citoyen. Mais nous devons aller à la présidentielle en disant quels seront les bénéficiaires de cette grande réforme fiscale, éventuellement ceux qui seront appelés à contribuer davantage à la solidarité nationale, quelles en seront les contreparties politiques et comment tout ceci s'articulera dans une vision d'ensemble d'un compromis social proposé à la société française. Il faudra faire ce travail de récit social et sociologique de notre projet politique. C'est une tâche de plus dans notre agenda, mais ce n'est pas forcément la moins importante de toutes ».



Pierre Moscovici

« Ces débats extrêmement constructifs, positifs mêmes, montrent que nous sommes sur la voie du rassemblement et de la préparation collective de l'avenir. J'ai été beaucoup ici remercié, je voudrais partager ces remerciements, parce que je ne m'attribue qu'un mérite, c'est d'avoir aidé à fabriquer l'ensemble, l'équilibre que nous avons bâti, construit. Mais c'est une tâche collective, et je veux remercier l'ensemble des camarades qui ont travaillé à ce texte.

Au fond, nous sortons de cette convention en pensant différemment que quand nous y sommes entrés. C'est important, cela prouve que nous nous sommes beaucoup écoutés, beaucoup parlé, nous avons beaucoup intégré des uns et des autres. Les mouvements qui ont été faits, dans un sens, dans l'autre, sont extrêmement nombreux. Et si l'on veut parvenir à un texte solide, crédible, qui puisse être convaincant, c'est ce qu'il fallait faire. Je pense que la synthèse, l'accord auquel nous parvenons ne sont pas artificiels.

Notre texte est approuvé par tous, mais il peut exister ici ou là quelques nuances. Je veux d'abord rassurer les camarades, le texte du Parti socialiste n'est pas un texte protectionniste. Nous sommes un parti conscient du fait qu'il vit dans la mondialisation, mais en même temps qui sait qu'il existe, sur toutes les zones de la planète, des éléments de protection. Si nous nous imaginons que les Chinois ne se protègent pas, si nous pensons que les Américains ne se protègent pas, si nous croyons qu'il faut un désarmement unilatéral, alors nous sommes singulièrement naïfs. C'est tout le sens du juste échange. Ce que nous proposons, ce sont des principes de réciprocité. C'est une organisation différente du commerce international. Et nous le ferons bien sûr avec nos partenaires européens, parce que quand nous agissons dans le cadre européen, nous n'agissons pas seuls.

En même temps, soyons clairs, la tonalité du texte n'est pas une tonalité défensive, ce n'est pas une tonalité qui insiste uniquement sur les protections. C'est un texte offensif, qui milite pour l'innovation, la création.

Par ailleurs, il y a eu, ici ou là, aussi peut-être une sorte de voile de pessimisme à l'occasion jeté sur la notion de dette publique ou de comptes publics. Je ne pense pas faire partie de ceux qui sont réputés être insensibles à cette question. Je l'ai écrit, on m'a même parfois suspecté de l'être trop. Mais ce que je veux dire par rapport à la dette publique, encore une fois en répétant qu'elle est pour nous tous, un adversaire redoutable, c'est qu'il n'y a pas de raison d'être dans un pessimisme noir.

Je me rappelle de 1997. Jacques Chirac, président de la République, pense qu'il est incapable de faire entrer la France dans l'euro sans plan de rigueur. Et il dissout l'Assemblée nationale parce qu'il imagine qu'il aura à ce moment-là plus facilement une majorité pour pouvoir appliquer sa politique. Il perd les élections, nous arrivons au pouvoir, nous mettons en œuvre les grandes réformes sociales : les 35 heures, les emplois jeunes, et

puis plus tard l'APA, la CMU. Nous menons aussi une politique économique dynamique, et cette politique recrée de la croissance et de l'emploi. C'est la seule période dans l'histoire contemporaine où la dette publique a diminué. Je ne dis pas que cela suffit, mais je dis qu'un changement de politique économique, que le retour d'une certaine forme de volonté politique et de ce qu'elle entraîne, contribuent à réduire la dette.

De la même façon, nous n'avons pas de raison de considérer uniquement en Europe les éléments qui incitent au pessimisme. La crise grecque, le mini krach boursier, la souffrance de la Bourse d'aujourd'hui, montrent les dégâts de la culture de la stabilité quand elle est seule. Si, dans le dossier grec, nous avons été capables de mettre en œuvre une solidarité entre nous, si l'euro n'était pas uniquement protecteur de la stabilité monétaire, mais aussi dynamique, avec une gouvernance, nous ne serions pas dans cette situation-là. N'ignorons pas les contraintes, n'ignorons pas les difficultés, mais soyons en même temps capables de les traiter de manière offensive.

La commission des résolutions s'est tenue brièvement sous la présidence d'Harlem Désir pour examiner les amendements qui ont été déposés. Je veux souligner un petit problème de forme, et qui vaudra aussi pour la suite, c'est le fait que certains amendements n'ont pas été déposés à temps et n'ont pas été défendus hier.

Trois amendements nous ont semblé pouvoir être incorporés sans difficulté.

Le premier est un amendement du MJS, déposé par Laurianne Deniau, qui concerne l'emploi des jeunes. Nous l'avons légèrement modifié, pour dire que le diplôme reste la meilleure garantie pour obtenir un emploi stable, qu'il est du rôle de l'État de permettre à chaque jeune de se consacrer pleinement à ses études et que la création d'une allocation d'autonomie y concourra. Il va de soi que ce projet fait partie, depuis longtemps, des propositions que nous faisons, mais qu'il faudra y revenir, le détailler, dans le cadre de la convention sur l'égalité réelle.

Deuxième amendement incorporé, une proposition de Christian Paul, qui développe utilement une dimension évoquée hier soir dans la commission des résolutions, et qui restait encore trop modeste. C'est l'action partenariale et complémentaire avec les collectivités locales. Nous ne pensons pas que la puissance publique se résume à l'État. Nous ne sommes pas pour une rigidification de l'État, nous savons bien ce que les collectivités locales représentent 75 % de l'investissement public, notamment dans les dimensions de la ruralité, puisque c'est là-dessus que Christian est intervenu plus en détail.

Enfin, la motion C proposait de supprimer une expression page 14, qui parlait de « capitalisme coopératif ». Effectivement, ce n'était pas totalement lisible. Surtout, cela aurait pu nous valoir des critiques assez acerbes des acteurs

de l'économie sociale et solidaire. Donc faisons simple, parlons tout simplement du « mouvement coopératif ».

La commission des résolutions propose de ne pas retenir d'autres amendements. Certains ont été déposés par Gaëtan Gorce. La commission suggère que ces amendements, qui sont importants, qui sont contradictoires avec le texte, soient tout simplement discutés dans le cadre des débats des militants. L'un concerne l'éco-socialisme, mais en réalité, il propose de réécrire complètement l'introduction, laquelle a fait l'objet, on s'en doute, d'une élaboration assez sophistiquée, parce que c'est quand même là où se trouve la base, le reste en découle assez largement. Quand un texte est bien fait, il y a un rapport entre son introduction et son corps.

Un second amendement concerne la démocratie, l'éthique de la responsabilité. Nous n'avons pas estimé que les éléments institutionnels ou de méthode politique étaient au cœur de cette convention, qui était économique, écologique, sociale.

Enfin, des camarades dont Colette Gros et Jean-Paul Chidiac, membres du Conseil national, ont déposé des amendements, notamment un sur la semaine de quatre jours, dont je pense pour ma part, et je reflète là l'opinion de la commission des résolutions, que le mieux est qu'il soit débattu par les militants et déposé au niveau des amendements fédéraux.

Oui, nous avons là maintenant un viatique, le socle, la matrice dont je parlais, pour poser le projet. Le débat se poursuivra jusqu'à la

Convention nationale, qui a lieu le 29 mai. Il faudra que nous défendions ce texte, que nous nous battions pour lui, parce qu'il faut que les militants se sentent pleinement associés.

C'est aussi une base de dialogue avec les autres formations de la gauche, on peut aussi en faire une plate-forme de discussion.

Enfin, il faudra qu'au moment où nous passons de cette matrice, de ce socle, au programme, au moment de définir des mesures précises, notamment dans le domaine fiscal, nous soyons capables d'examiner leurs conséquences - je pense notamment à la fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG.

On nous dira : vous voulez « impacter », comme on dit dans ce langage affreux et financier, les classes moyennes. Il ne s'agit pas de cela. Il s'agit de redistribution, il s'agit de justice, il s'agit d'universalité, il s'agit d'efficacité. Mais cet exemple permet de comprendre que le diable étant dans les détails, nous devons encore beaucoup travailler.

En attendant, voilà ce que je suggère au nom de la commission des résolutions. Je renouvelle mes remerciements aux camarades, je renouvelle aussi mes remerciements à Martine qui m'a confié cette responsabilité, et je vais laisser le Président appeler, ce qui n'est pas une formalité, ce qui est quelque chose de très important, au vote de ce texte. Je vous remercie beaucoup ».

# Synthèse de vos contributions sur la coopol

Dans le cadre de la Convention pour un nouveau modèle de développement économique, social et écologique, treize groupes de débats ont été mis en place sur [lacoopol.fr](http://lacoopol.fr) pour permettre aux militant-e-s et sympathisant-e-s de débattre sur les rapports des différents ateliers. Plusieurs centaines de contributions ont permis aux rapporteurs des ateliers de préparer le texte final aujourd'hui soumis au vote des militant-e-s.

Cet échantillon d'interventions vise à montrer quelles ont été les grandes tendances des échanges sur la coopol. Ces positions n'engagent pas le PS.

Pour en savoir plus : [parti-socialiste.fr/synthese-nouveau-modele](http://parti-socialiste.fr/synthese-nouveau-modele)

## Atelier 1 : la politique industrielle

**Le rôle de l'État.** Selon Daniel, il faudrait « remettre en place une planification indicative, susceptible de dépasser les seules orientations de recherche de profit à court terme, et d'intégrer les démarches écologiques sur le développement durable ».

Pour Joachim, l'État doit avant tout être un « accompagnateur et un ami » des entreprises, notamment pour l'aménagement du territoire. Il plaide également pour un investissement « massif de l'État » dans la recherche et le développement, raison à ses yeux pour laquelle « Le Japon a toujours eu une longueur d'avance ».

**Les démarches intéressantes à l'étranger.** Joachim note l'exemple des « districts industriels » en Italie, composés de « PME regroupées localement autour d'une spécialisation » d'activité. Selon lui, cela permet « la synergie du savoir-faire et le recours en commun aux spécialistes du marketing et de la finance », qui donne les moyens aux PME de résister et de se développer.

**L'importance de la formation.** Dans une contribution très fournie et documentée, Edouard qui travaille pour un équipementier automobile allemand, souligne « la présence d'apprentis jeunes, très jeunes 14 - 16 ans, dans les usines. Il y a une véritable formation mise en œuvre par nos collègues d'Outre-Rhin qui n'existe pas en France - ou plus du tout ».

**La mondialisation.** Edouard note également qu'à se baser uniquement sur le critère de la compétitivité « Nous n'avons aucune chance, à moins d'avoir en France, les mêmes conditions de production que dans des pays "low cost" ».

**Indicateurs économiques.** Une des pistes de réforme des indicateurs économiques pourrait consister à « substituer au PIB l'Indice de développement humain (IDH) qui prendrait en compte des indicateurs de la qualité de la vie - santé, éducation, pratique citoyenne...- et des libertés dont les vies humaines peuvent jouir » explique Vincent, qui évoque les travaux du prix Nobel d'économie Amartya Sen.

**Les questions en suspens: les facteurs extérieurs.** « On a un vrai souci », affirme José, qui se pose la question suivante sur les moyens de lutter contre

les délocalisations : « que produisons-nous je parle d'industrie ou même de biens intellectuels et culturels qui ne soient délocalisables ? »

Bastien souhaiterait voir se développer les propositions du PS en tenant compte des variations possibles du prix de l'énergie, « essentielles surtout dans le contexte d'un monde sans pétrole ».

## Atelier 2 : la mutation social-écologique

**Le rôle de la grande distribution dans les changements des modes de consommation.**

Dans un de ses posts, Frank pense que « les supermarchés doivent mettre en avant les produits locaux. Mais il faut aussi que les prix des produits écologiques soient équivalents aux autres produits que l'on achète actuellement ». Comment ? Selon Christian, il faudrait « tracer le circuit des produits et taxer la grande distribution au prorata du transport de ceux-ci; également fixer des prix d'achat minimum pour aider les producteurs à faire de la qualité ».

**Aider à la relocalisation des productions agricoles.**

« Ce n'est pas vivre en autarcie que de faire vivre l'économie locale », estime Michel, qui « revend des légumes et quelques fruits issus à plus de 90% de l'agriculture locale ». Il note par ailleurs que l'introduction de rayons « bio » dans les grandes surfaces ne règle pas forcément tout, puisque parfois, « cette marchandise doit être acheminer d'Espagne par exemple, ce qui coûte cher en gasoil et qui pollue ».

**Expérience à l'étranger.** Concernant l'énergie solaire, Marc affirme que « l'Allemagne s'est lancée dans cette aventure tandis que la France n'a toujours pas de filière structurée et de grosses PME ». Il prône le développement d'« une filière solaire made in France avec des cellules photovoltaïques de nouvelle génération permettant d'accroître la rentabilité de cette industrie ».

**Publicité, écologie et société.** Silvère souhaite que les publicités mettant en scène des produits non polluants bénéficient de conditions plus favorables que les produits polluants.

**Les questions en suspens.** Joël se demande si « l'augmentation de la durabilité d'utilisation des produits » peut « se faire autrement qu'au niveau européen pour le moins ».

### Atelier 3 : politique énergétique

**L'énergie nucléaire.** Olivier porte à la connaissance des coopains la technologie dite de « l'onde voyageuse », mentionnée dans cet article, qui permet de produire de l'énergie à partir de l'uranium appauvri, c'est-à-dire en grande partie les déchets nucléaires actuels.

« *Quelle serait la position du PS vis à vis du parc nucléaire installé ?* », se demande Adrien.

Gérard s'interroge lui sur la position du PS au sujet du maintien ou non du programme ITER. De nombreuses contributions s'interrogent sur le sort réservé aux déchets nucléaires, notamment leur exportation vers la Sibérie.

**L'énergie marémotrice.** Vincent souligne « *la formidable énergie que l'on peut tirer des marées et des courants* », et affirme que « *comparé à la Grande-Bretagne, notre pays affiche un grand retard dans l'équipement en hydroliennes* ». Didier cite notamment cet article sur les politiques mises en place en Ecosse.

**L'énergie solaire.** Didier note que « *le Photovoltaïque pose un problème : entre 25 et 30% d'énergie grise (énergie nécessaire à la construction comparée à l'énergie totale produite) pour produire des capteurs qui vieillissent mal* ».

**L'énergie éolienne.** Selon Didier, si cette solution « *fonctionne bien* », elle « *n'est jamais qu'un pis aller puisqu'on ne maîtrise pas l'énergie primaire et qu'on ne peut pas la stocker* ».

**La politique de transports.** Daniel propose de « *mettre en place d'ores et déjà des panneaux, en bordure d'autoroute, proches des accès aux grandes villes qui afficheraient une vitesse calculée pour rendre la circulation plus fluide* », comme cela se fait déjà sur l'autoroute du Sud. Il plaide également pour « *une taxation lourde des transports routiers français et européens qui inciterait le transit ferroviaire d'une part et une grande accélération de la mise en place de plateformes de chargements d'autre part (pour ferroutage)* ».

**Réduire la consommation d'énergie.** Jean-Pierre affirme que « *le vrai progrès est ailleurs que dans le faux débat nucléaire/renouvelable : il est dans la réduction de notre consommation d'énergie* ». Daniel propose « *un étiquetage sur la consommation de tous les produits, ensuite la possibilité d'un mécanisme de mise hors tension sur les appareils* ». Il évoque la possibilité d'un « *accord national pour la mise sur le marché de produits nouveaux* », et également « *l'imposition d'un bouton on/off* » pour les appareils fonctionnant sur secteur.

**Les instruments de mesure.** Daniel milite pour « *la mise à disposition du public d'indicateurs sur l'estimation des stocks de produits fossiles, leur difficulté d'exploitation à venir, et la rapidité d'épuisement de ces ressources en fonction des demandes croissantes estimées* ».

**Les questions en suspens.** Christian souhaiterait voir développer la lutte contre la spéculation sur les matières premières énergétiques. Concernant l'uranium, Romain explique que « *le coût de la matière brute représente entre 5 et 10% du coût de production final (contre environ 60% pour les centrales au gaz ou pétrole). Ainsi, une forte variation du cours de l'uranium aura*

*un impact limité sur le prix de l'électricité* ». Henry se pose également la question de ce que pourrait être une politique européenne de l'énergie.

### Atelier 4 : Commerce international

**L'OMC.** Robert plaide pour « *intégrer à l'OMC la société civile et les organisations non gouvernementales dans les négociations* ». Guillaume souhaiterait connaître les moyens de « *réintégrer l'OMC dans l'ordre juridique des Nations Unies* » une proposition incluse dans la contribution de Henri Weber et Pascal Cherki.

Selon Jacques, « *les nouvelles règles doivent permettre aux pays moins avancés de protéger leur indépendance alimentaire, de transformer sur place leurs produits d'exportation, d'accéder aux marchés développés dans des limites à arrêter par tranches de niveaux* ».

**Le rôle de l'Europe.** Selon Robert, « *Ce n'est plus la France qui peut avoir une quelconque influence à l'OMC, sauf à la marge. C'est l'Europe qui doit faire entendre une voix unique et qui par son poids économique pèsera sur les décisions. Dans toutes les instances internationales, les 27 doivent être représentés par l'Europe uniquement* ».

**Fiscalité.** « *Une nouvelle politique de TVA réduite doit être mise en place, permettant aux produits du commerce équitable et de l'agriculture bio d'être compétitifs* », explique Jean-Clair.

### Atelier 5 : La recherche et l'innovation au service d'une nouvelle croissance

**Société de la connaissance.** Selon Guillaume, il faudrait que « *la recherche soit mise au service de l'humain et de la nature* », ainsi il faudrait « *replacer l'université au coeur de nos villes, la connaissance comme pilier de notre vivre-ensemble* ».

**Priorité aux réformes pour l'enseignement supérieur.** Pour Louis, il faut « *mettre fin au mythe des réformes à moyens constants* », et placer « *l'enseignement supérieur au rang prioritaire* ».

**Apprentissage tout au long de la vie.** Guillaume plaide pour une pratique de la recherche de « *l'école primaire* » à l'âge adulte avec « *la pratique de la recherche et du faire-savoir* », ainsi que « *l'accès à une formation universitaire à temps partiel* » pour les employés.

**Développement durable.** Pour Alain, la recherche et l'innovation doivent être « *écologiquement responsables* ». Alain insiste également sur des projets qui sont nés d'une décision politique, notamment le « *TGV* » et « *Airbus* ». Il faut donc construire un projet industriel innovant reposant sur l'exemple d'innovations technologiques couronnées de succès et exportées partout dans le monde.

**Universités et Entreprises.** Olivier dresse le portrait d'une université française en déclin, avec « *la fuite* » des cerveaux. Pour contrer cette lente dégradation de nos facultés, celui-ci insiste sur la nécessité de créer des « *partenariats entre les entreprises innovantes et les universités* ». Olivier va plus loin, en proposant la création d'une « *zone d'excellence européenne* », regroupant « *les entreprises de demain, les projets industriels, les chercheurs, les universitaires et les entrepreneurs* ».

Jean-François, docteur en recherche d'emploi, plaide « pour inciter les entreprises à investir dans la R&D, on peut utiliser le levier fiscal de l'impôt modulé en fonction de la destination des bénéfices » explique-t-il.

**Salaires/Moyens.** Octavien a trouvé la solution pour inciter les jeunes à se tourner vers les métiers de la recherche : « revaloriser les salaires anormalement bas », plutôt que de se tourner vers « des activités financières lucratives mais agressives envers la société ».

## Atelier 6 : des outils pour la continuité professionnelle

**Contraintes-clauses pour les entreprises.** Patrick propose des mesures très restrictives pour les entreprises, à savoir « ne plus permettre l'exonération de charges salariales et patronales aux entreprises qui ont les moyens d'embaucher », ainsi que « l'interdiction de délocalisation ».

Brahim soumet l'idée de la création d'un « Grenelle Fiscal » pour « réévaluer les exonérations systématiques de charges sociales sur les bas salaires et réaliser une modulation des cotisations sociales des employeurs (bonus/malus) en fonction des types de contrats utilisés dans l'entreprise pour lutter contre les emplois précaires ».

**La formation.** Guillaume énonce l'idée d'une réduction du temps de travail à « 32 heures », pour permettre aux salariés de continuer à se former tout au long de leur parcours professionnel et à « rester compétitifs sur le marché de l'emploi », en imposant un « temps de formation hebdomadaire ».

L'existence du DIF (Droit individuel à la formation) est jugé insuffisant pour Marcel : « à peine 20% des salariés en bénéficient », et « en toute bonne foi, qu'est-ce qu'il reste d'une formation de 20 heures, une fois par an ? ». Dans une contribution très développée, Marcel émet l'idée de répartir le temps de formation en fonction des 35 heures, temps de travail légal. Soit 4 jours d'activité et 3 heures dédiées à la formation.

Pour Brahim, les politiques de formation dans les entreprises sont inefficaces et difficilement mises en application : « il faut redonner plus de poids au CE et aux branches dans la définition des politiques de formation ». Brahim croit au rôle du DIF, qui est « un dispositif sous-utilisé car mal connu », avec une vraie valeur ajoutée, celle de « développer des compétences fortes dans un domaine ».

Bruno, qui travaille dans l'univers de la formation professionnelle, souligne l'inutilité du DIF à ses yeux « la vraie formation doit au moins durer quelques mois sinon elle n'entre pas dans un plan de reconversion ».

Suzanne évoque le cas des jeunes sans diplômes, qui ne peuvent pas avoir accès aux organismes de formation. Suzanne propose donc que ces jeunes puissent bénéficier de ces structures avec « une année de prise en charge totale pour orienter ces jeunes dans la découverte d'un travail qualifiant ». Abdel-rahem propose, quant à lui, que « les régions soient garantes de la formation professionnelle ».

Pour tous les sceptiques à la formation, Jean-Claude parle d'un « investissement pour l'avenir, avez-vous déjà entendu un employeur, qui investit dans une machine – outil dire que c'est une charge ? »

Christophe voit la formation continue comme remède au sentiment de déclassement.

**Investissement.** Guillaume pense qu'il faudrait « indexer la distribution maximale des dividendes

sur les taux d'intérêt. Ou alors, appliquer un taux d'imposition variable sur ces dividendes afin de permettre aux entreprises de conserver leur capacité d'investissement ».

Marcel plaide pour un investissement dans la recherche, gage d'une redynamisation de l'économie : « mieux valoriser la recherche publique dans notre tissu économique, trouver des mesures fiscales incitatives pour la R&D et l'industrialisation sur nos territoires, réorienter les marchés publics vers nos PME/PMI à titre de maître d'oeuvre, une formation massive tout au long de la vie, une taxation aux frontières ».

**Solidarité/Précarité.** Un internaute s'insurge contre la logique dominante de « rentabilité » au sein des entreprises. Celui-ci voudrait replacer les notions de « solidarité et de responsabilité » au cœur des entreprises. « Les stagiaires, les apprentis, les contrats de professionnalisation sont de multiples outils d'ajustement de l'emploi dans l'entreprise ».

**Sécurité de l'emploi.** Brahim : « Il faudra se doter de Comités locaux de l'insertion et du maintien de l'emploi (CLIME) pour lutter contre les plans sociaux ».

Jacques propose de protéger les emplois en « supprimant la concurrence » liée à tous les « dumpings : social, écologique, monétaire... », par le biais de « taxes rendant les produits concernés hors de prix ».

Alban suggère la création d'une « sécurité sociale professionnelle » tout au long de la vie, garante d'une protection collective.

## Atelier 7 : Pouvoirs, propriété et gouvernance dans l'entreprise

**Travail dominical.** Un internaute considère que le travailleur n'a aucune contre-partie en échange de l'obligation de travailler le dimanche, notamment dans les zones touristiques.

**Inégalités.** Pour Emile, il faut augmenter les salaires et les retraites, mais pas seulement les petits salaires. « Les autres salaires et les retraites n'ont pratiquement pas augmenté depuis dix ans, à la différence du coût de la vie ».

Un autre intervenant propose d'« imposer la parité » et de réfléchir sur « le financement public des syndicats » pour réduire les inégalités dans les entreprises.

**Syndicats.** Roland estime qu'une cotisation obligatoire du salarié à l'organisation syndicale de son choix permettrait une réelle implication du salarié dans la gestion de l'entreprise.

Chantal suggère de réinstaurer les « Lois Auroux », des groupes d'expression des salariés représentés dans les conseils d'administration.

**Modes de gouvernance.** Marc considère qu'il faut « s'attaquer à la gouvernance dans les entreprises privées », grâce à un outil déjà existant « la Responsabilité sociale des entreprises ».

Vincent plaide pour un « modèle coopératif », recommandé par « l'Organisation internationale du Travail (OIT) depuis 2002 ». Pour donner du pouvoir aux salariés au sein des entreprises, Vincent donne l'exemple de la « participation des représentants des ouvriers au Conseil d'Administration (CA) » dans toutes les entreprises de plus de 2 000 salariés en Allemagne depuis 1951.

Christophe propose de mettre en avant « l'Economie sociale et solidaire sous forme de SCOP », offrant

des garanties de juste partage des richesses et de l'amélioration des conditions de travail. Christophe donne l'exemple de l'entreprise « *Chèque déjeuner* », qui utilise ce mode de fonctionnement.

**Actionnaires.** Marc revient sur « *la mainmise excessive de l'actionariat sur les entreprises* » qu'il faut limiter, afin d'éviter des licenciements de « *confort boursier* ».

Patrick pointe du doigt le mode de distribution des bénéfices aux actionnaires par France Telecom. En effet, France Telecom donne « *125% de son résultat sous forme de dividendes aux actionnaires, soit une distribution supérieure aux bénéfices* ».

Dimitri prône l'« *égalité des rapports de force entre salariés, dirigeants et actionnaires* ». Vincent insiste sur l'importance de la « *valeur travail* », en permettant aux salariés de « *s'emparer pacifiquement d'une partie du capital* ».

Différences entre PME/PMI et Grandes entreprises  
Jean-Claude rappelle la différence de moyens entre les PME et les grandes entreprises, notamment en matière de sécurité et de santé. Il paraît donc anormal pour Jean-Claude d'exercer une pression trop importante sur les petites entreprises.

### Contrats de travail

Paul souhaiterait la création d'un nouveau contrat de travail. Il combat les contrats précaires qui « *font actuellement le bonheur des patrons* ». Il souhaite la réhabilitation de l'inspection du travail comme « *source de contrôle* ». Il aspire ensuite à l'indexation des salaires sur les prix. Paul ambitionne enfin de revoir les « *modalités des contrats des sous-traitants* », et de les « *faire accéder au CHSCT* ».

Francis propose de revoir le système de protection juridique des salariés :

- « - *faire du CDI le contrat unique pour les salariés licenciés,*
- *assurer la transition professionnelle des salariés;*
- *une juste rémunération des salariés et des actionnaires;*
- *un partage des profits*
- *pénaliser les «hyper-rémunérations» de certains hauts dirigeants* ».

## Atelier 8 : Refonder la protection sociale

Le thème d'actualité de la réforme des retraites a été source de très nombreuses contributions.

Gérard dénonce la privatisation du système et les régressions sociales. Il estime que le système de préretraite a été une erreur fondamentale. En termes de financement, il souhaite que l'État assume sa mission en compensant intégralement les allègements de charges consenties.

Jean-Jacques insiste aussi sur le fait que le poids démographique ne peut pas justifier les régressions voulues par le Gouvernement. D'après lui, il faut avant tout mieux répartir les richesses de manière générale avant de réfléchir à différents allongements ou à l'augmentations de cotisations.

Patrice a mis en ligne le rapport de la Section de Villenave d'Ornon sur le sujet. Elle propose de faire passer de 12 à 18% la part du PIB consacrée au financement des retraites grâce à une politique volontariste de l'emploi en faisant contribuer tous les revenus, en augmentant les salaires et en modulant les cotisations patronales. De nombreux coopains (Michel par exemple), s'opposent à tout allongement de la durée de cotisation ainsi que du report de l'âge

légal de départ à la retraite. Nicolas propose d'intégrer les années d'études supérieures réussies dans le calcul du nombre d'années de cotisation au moins pour moitié (1 année = 6 mois cotisés) et de plafonner les niveaux de retraite.

### Sécurité sociale

D'après Gérard la Sécurité sociale, tant critiquée par les libéraux, doit être réformée, simplifiée, et ceci dans l'esprit de ses créateurs.

Silvio souligne l'état de délabrement des services de soins psychiatriques qui sont la loupe grossissante de notre société. Il insiste également sur l'importance d'une vraie politique de prévention qui nous coûterait bien moins cher.

Dominique, comme de nombreux camarades, souligne l'urgence d'une révision à la hausse des minima sociaux. Des médecins, comme Christian, nous ont interpellé pour que nous les écoutions aussi. Il évoque un taux de suicide particulièrement élevé et des retraites en péril. Patricia souhaite que l'on aide le patient à devenir davantage acteur dans son parcours de soin en créant un label "Santé équitable", permettant de valoriser les praticiens, les prestations, les produits et les organisations/actions qui rentrent dans le cadre d'une logique vertueuse du bon usage des dépenses de santé.

Denise souhaite la mise en place de l'Allocation universelle, ou Revenu de citoyenneté (RDC), ou Salaire citoyen. Les usines à gaz, que représentent toutes les aides et revenus de substitution actuels, seraient supprimées et c'est le RDC qui deviendrait la seule et

l'unique allocation de base. Il ne s'agirait plus d'assistantat, mais d'un droit égal pour tous.

Matthieu propose la création d'un poste d'Assistant scolaire aux soins, qui ferait un vrai travail de prévention et permettrait de sortir d'une logique médicamenteuse des soins de santé pour aller vers une logique de bien-être. Il souhaite donc que cet assistant puisse comprendre l'élève pour mieux l'accompagner et lui apprendre les bonnes pratiques. Thomas souligne les effets positifs du service public de la petite enfance : augmentation du pouvoir d'achat, créations d'emplois non-délocalisables et réduction des inégalités.

## Atelier 9 : l'éducation et la santé

### La santé

François dénonce la gestion de la grippe H1N1, caractéristique des graves dysfonctionnements qui affectent le système de santé publique avec un coût très élevé pour une efficacité douteuse. Pendant ce temps-là, on supprime des postes, on dégrade les conditions de travail pour des raisons « *comptables* ». La santé mérite des réformes profondes, mais la loi HSPT n'a voulu s'occuper que de la logique comptable. Le régime mandarin actuel doit être remis en cause. Avoir un tissu hospitalier public fort, bien financé, polyvalent, avec toutes les disciplines, est la base même du service public que sont en droit d'attendre les usagers, ceci en liaison avec l'aménagement du territoire.

Serge, partant de la même analyse, montre les faiblesses du système de santé en cas d'urgence d'épidémie. Il souhaite la réouverture des dispensaires qui représentaient un maillage sanitaire proche de la population. L'idée des « *pôles santés* », lancée dans les années 1980, aurait pu jouer la carte de proximité, mais ces pôles n'ont pas été suffisamment développés.

Karim propose la structure suivante pour la santé :

des hôpitaux publics de proximité qui travaillent en lien direct avec les spécialistes en soins primaires, les médecins de famille, puis une grosse structure régionale de pointe et de recherche (les CHU).

**L'éducation.** Pour François l'école de la République n'est pas un service public, c'est un organe de l'État. Il faut mettre les moyens nécessaires pour que le nombre d'élèves par classe soit raisonnable, et dans des lieux accueillants. Pour le supérieur, il faut créer un tissu universitaire en France : ce qui nécessite une réforme et la suppression de l'autonomie qui asphyxie les universités de province.

Carmen affirme que l'école est la base de tout, il faut la protéger. Elle regrette que les cycles soient aux mains de décideurs différents. Ce qui n'est pas le cas dans le privé.

Karim veut un état fort et protecteur, et en premier lieu l'école publique avec des enseignants ou des formateurs, correctement rémunérés et des outils performants. Sylvère nous parle des enseignants-chercheurs qui doivent bénéficier directement des contrats d'État et d'un plan de relance de l'innovation universitaire dit commerciale, donnant lieu à des brevets à 33% pour l'université (dont 10% pour l'équipe chercheur) et 33% pour l'État, 34% pour la région.

### Les missions de service public

Il est grand temps, selon Abdel-rahem, que notre discours soit audible pour nos concitoyens. Il faudra abroger les lois actuelles destructrices de notre cohésion sociale...(les services publics). Eric estime qu'il sera difficile de faire adhérer la majorité des Français à un projet de sauvegarde du service public, sauf sur l'Éducation nationale.

« *Donc, premier travail, faire comprendre à nos compatriotes que notre pays a grand besoin de services publics efficaces, bien distribués sur l'ensemble du territoire, DOM et TOM compris. Puis convaincre les salariés de ces services, en montrant aux Français qu'ils sont indispensables* ».

Se pose ensuite la question du périmètre, puis des moyens nécessaires et enfin du financement. Un droit ce n'est pas une chance. La santé, le travail, l'éducation, la culture, le logement... tels sont les droits qui font obligation à la collectivité, et qui devraient en conséquence déterminer sans ambiguïté le périmètre des prérogatives de l'État et de la puissance publique.

**Quelques exemples.** Tony rappelle que le pouvoir judiciaire est l'un des trois piliers de notre démocratie. Le citoyen doit avoir confiance en sa justice car il a besoin de sécurité publique et seul l'État peut assurer cette protection.

La suppression du juge d'instruction peut conduire à de graves inégalités devant la justice. Le juge d'instruction instruit à charge et à décharge. Le citoyen mis en cause, ou victime, a confiance en ce juge indépendant, inamovible, impartial. Il faut donc réformer l'aide juridictionnelle pour que le « modeste » puisse être défendu, face à un procureur inféodé, au pouvoir exécutif.

Basile souhaite re-nationaliser le réseau autoroutier et entamer une politique de grands travaux ferroviaires.

### Atelier 10 : Révolution budgétaire et fiscale, impôts

L'ensemble des intervenants de ce forum a insisté sur l'urgence d'une révolution fiscale et budgétaire juste, efficace économiquement et qui soit

réellement redistribuée. Francis ouvre le débat sur les niches fiscales qui, doivent être revues, tandis que plusieurs autres coopains souhaitent leur suppression pure et simple (Denise, Alain ou Seti).

Anthony propose une taxation des produits alimentaires trop gras ou trop sucrés pour réduire les dépenses de santé.

Opposée aux déductions d'impôts, elle préfère que celles-ci soient remplacées par un paiement direct et officiel d'une allocation par l'État pour que l'on rende son action beaucoup plus visible.

Les coopains s'accordent sur la baisse la TVA, ainsi qu'à une fusion IR/CSG, pour que l'impôt soit progressif et plus juste. Sylvère évoque une TVA à 14% pour l'alimentation et à 5,5% pour les travaux de mise aux normes HQE.

**Impôt sur les sociétés.** Francis propose une CSG entreprises qui soit basée sur la valeur ajoutée et qui se substituerait aux charges URSSAF.

Stéphane demande tout simplement une simplification des textes et Julia ajoute que la démocratie réside également dans la capacité de juger la gestion des finances publiques.

Pour mettre la fiscalité au service des pratiques vertueuses, Pierre veut taxer la tonne de carbone émise, mais aussi valoriser la tonne de carbone qui n'est pas émise.

Basile propose aussi une taxation à 90-95% des grandes rémunérations ou des parachutes dorés à l'image de ce qui avait été fait aux États-Unis dans les années 1930.

**Dettes.** Comme de nombreux coopains, Alain demande des mesures drastiques contre la financiarisation de l'économie et demande une régulation forte des activités bancaires et boursières.

Robert propose, quant à lui, de mettre en place des sanctions envers les banques et les pays qui ne jouent pas le jeu de la transparence financière.

Jean-Jacques revient sur le mécanisme de la dette pour souligner que son origine n'est pas une prétendue hausse des dépenses publiques, mais bien la réduction des impôts des « rentiers », et que ce sont les intérêts payés à ces rentiers qui l'entretiennent.

Il souligne, comme de nombreux coopains, l'urgence d'une révision des statuts de la BCE.

### Atelier 11 : mondialisation

Robert estime qu'il faut « *mondialiser* » les couvertures sociales, les impôts pour équilibrer les besoins de financement entre pays riches et pays pauvres, mais aussi mettre en place un contrôle des flux financiers. Par ailleurs, pour aller au bout de la mondialisation, il faudrait octroyer une carte internationale d'identité. Jacques propose de nouveaux outils pour un monde solidaire et durable, pour mettre fin à l'appropriation par quelques-uns de l'ensemble de l'économie de la planète : suppression des paradis fiscaux, pénalisation de toutes les spéculations, l'adoption de nouvelles règles asymétriques pour le commerce mondial, l'invention d'un impôt de solidarité mondial.

**Organes de régulation** Pour Vincent il est urgent de porter la question à l'étude, tant au niveau de l'Europe que des Nations unies, par le biais du PSE et de l'IS.

**Fraternité.** Corinne estime qu'il faut favoriser les voyages des jeunes pour une mixité sociale et culturelle réelle.

**Fiscalité locale.** Jean-Christophe veut un impôt juste pour financer la solidarité dans notre société et la durabilité de son développement. En taxant les profits et en favorisant fiscalement une écologie raisonnée pour éviter de pénaliser les plus pauvres, les collectivités territoriales devront prendre toute leur place dans ce processus.

## Atelier 12 : Réorienter l'action publique européenne

### La politique monétaire

À partir de l'exemple de la crise grecque, Jean-Jacques fait une critique sévère du texte, considérant que celui-ci ne propose pas une alternative sérieuse aux politiques libérales de la droite. Jean-Jacques propose de rompre avec cette logique et de sortir du carcan des traités. Il souhaite une refonte des missions de la BCE pour lui accorder une plus grande marge de manœuvre.

Silvère estime que pour relancer le moteur de l'économie européenne, l'ensemble des pays devrait s'aligner sur le mieux-disant social, et que la BCE devrait être dotée en fonds suffisants pour faire face aux besoins du marché européen.

**La gauche en Europe.** Aymeric propose de renforcer l'unité du PSE face aux puissants lobbys de la droite. Celui-ci devrait organiser en son sein des primaires pour déterminer une ligne claire et un candidat unique à la présidence de la Commission européenne. Vincent justifie cette démarche par la nécessité de cohérence et de crédibilité. Ainsi, une stratégie commune et un projet commun pourraient nous permettre d'obtenir une majorité au Parlement européen.

**Les leviers de la citoyenneté européenne.** Violaine estime qu'il faut prendre les meilleures lois existantes en Europe, notamment en matière de droit des femmes, et les rendre applicables à l'ensemble des citoyens européens. « *Proposons un ensemble législatif pour la société française de demain, dans lequel le choix de donner la vie, le travail, la famille (intégrant l'homoparentalité enfin reconnue), la politique, et les violences faites aux femmes s'appuieront sur les meilleurs modèles législatifs européens, les modèles les plus sociaux et les plus égalitaires* ».

Enfin, pour réhabiliter l'échelon européen, Liliane rappelle que les fonctionnaires européens ainsi que les élus doivent faire preuve d'une grande probité.

## Atelier 13 : le nouveau modèle de développement et les territoires

Les nombreuses contributions des membres de la coopol sur l'atelier 13 se sont concentrées essentiellement sur quatre points : l'organisation administrative des territoires (très forte connotation régionaliste), la nécessaire réforme de la fiscalité locale et la revitalisation des zones rurales, la mixité sociale et enfin le logement.

**L'administration territoriale.** Michel considère qu'il faut prendre en considération l'ensemble des territoires pour un développement harmonieux et durable de notre pays. Il faut d'emblée dénoncer la réforme territoriale imaginée par la majorité en place, s'agissant d'un déni de démocratie qui éloigne le représentant élu du citoyen et génère un cumul de fonctions. Selon lui, il faut remettre les territoires au cœur

de la solidarité par un système de péréquation qui ferait s'effacer les disparités, du moins les atténuer. Aujourd'hui, le lien social et solidaire est distendu au risque de faire exploser les éléments constitutifs de la nation.

Christian juge utile et efficace de revoir les limites territoriales des communes et de redéfinir les communautés de communes.

Marc propose de créer : une entité spécifique, un territoire d'action dédié aux communes rurales. Les communes doivent aussi être désinstitutionnalisées pour servir de territoire relais aux intercommunalités urbaines en matière administrative. « *Il faut des regroupements pour avoir plus de poids, plus de moyens, plus de cohérence afin de maîtriser les transports, l'urbanisme et rendre possible un modèle de développement des territoires* ».

**La fiscalité locale.** Michel constate que le désengagement de l'État met à jour le manque cruel de moyens budgétaires des collectivités territoriales. La suppression de la taxe professionnelle, faite sans concertation et sans propositions de remplacement, va créer des disparités entre les territoires. Pour faire face, « *il faut réintroduire un impôt local, qui favorise l'implantation d'entreprises sans les pénaliser et qui ne grève pas le budget des ménages* ».

Marc abonde dans ce sens estimant que les territoires jouent un rôle central dans le développement, du fait de l'inertie de l'État. Les territoires compensent souvent cette absence d'intervention publique. Il propose que la fiscalité locale soit indexée sur le revenu pour être plus juste sur le plan social.

### La revitalisation des zones rurales

Jean-Paul constate qu'il existe des zones hyper dynamiques sur le plan économique, des villes moyennes qui se débrouillent pour contrer un milieu rural qui se désertifie.

Régis nous parle des villes moyennes, délaissées par la solidarité nationale et l'abandon de toute politique d'aménagement du territoire, des villes privées aussi du relais financier apporté un temps par l'Union européenne. Pour autant, le potentiel qu'elles représentent est un atout au niveau du développement national, et leurs configurations offrent bien souvent un cadre de vie de grande qualité.

### Le logement et la mixité sociale

Marc pense que la création de logements sociaux favorise la mixité. Il propose de créer des logements d'État en veillant à la mixité au sein même de l'immeuble. Les loyers seraient fixés au prorata des revenus avec des baux de cinq ans. Ainsi, on pourrait briser les ghettos de riches et les ghettos socio-ethniques. Dominique propose de créer un Ministère du « cadre de vie ». Notre cadre de vie englobant nos villes, nos transports, nos services publics, nos logements, nos hôpitaux, nos commerces, l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons, l'énergie que nous consommons... Autre proposition : créer des logements d'État et veiller à la mixité au sein même de l'immeuble. Les loyers versés à l'État, à l'intercommunalité ou à la Région le seraient au prorata des revenus des personnes pour un bail de 5 ans avec des conditions d'accès bien plus justes que celles des agences immobilières. Cette organisation oblige une acceptation de l'autre car il existe actuellement un refus de la mixité. Le tout est de veiller à ce que l'immeuble soit à l'image de la société.





10, rue de Solférino  
75333 Paris cedex 07  
Tél. : 01 45 56 77 00  
Fax : 01 47 05 15 78